informez-vous

Michel Collon

LIBYE, OTAN et MEDIAMENSONGES

Manuel de contre-propagande

Investig'Action - Couleur livres

LIBYE, OTAN ET MEDIAMENSONGES

Manuel de contre-propagande

informez-vous

A une époque où l'indignation
va de pair avec la résignation,
l'information devient cruciale.

Cette collection est là pour vous
guider à mieux comprendre le
discours des médias dominants.

Informez-vous, informons-nous
pour que l'indignation trouve
des arguments à l'action.

Michel Collon

LIBYE, OTAN ET MEDIAMENSONGES

Manuel de contre-propagande

Investig'Action - Couleur livres

DU MEME AUTEUR :

Israël, parlons-en !, Investig'Action - Couleur livres, 2011

Les 7 péchés d'Hugo Chavez, Investig'Action - Couleur livres, 2009

Bush, le cyclone, Marco Pietteur, Liège, 2005

Monopoly - L'OTAN à la conquête du monde, EPO, Bruxelles, 2000 (épuisé)

Poker menteur. Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres, EPO, Bruxelles, 1998 (épuisé)

Attentions, médias ! Médiamensonges du Golfe - Manuel anti-manipulation, EPO, Bruxelles, 1992 (épuisé)

Renseignements sur www.michelcollon.info

Mise en page et couverture : Cédric Rutter

Editions : Investig'Action - Bruxelles
& Couleur livres - Charleroi

Contact : secretariat@michelcollon.info

ISBN : 978-2-87003-588-7

Dépôt légal : D/2011/0029/33

Table des matières

1. COMPRENDRE LA GUERRE

Comprendre la guerre en Libye

Michel Collon

Première partie : Des questions qu'il faut se poser à chaque guerre

27 fois ! Les Etats-Unis ont bombardé un pays à vingt-sept reprises depuis 1945. Et chaque fois, on nous a affirmé que ces actes de guerre étaient « justes » et « humanitaires ». Aujourd'hui, on nous dit que cette guerre est différente des précédentes. Mais on l'avait dit aussi la fois passée. Et la fois d'avant. On le dit chaque fois. N'est-il pas temps de mettre sur papier les questions qu'il faut se poser à chaque guerre pour ne pas se faire manipuler ?

Pour la guerre, il y a toujours de l'argent ?

Dans le pays le plus puissant du globe, 45 millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté. Aux Etats-Unis, écoles et services publics tombent en ruines, parce que l'Etat n'aurait plus d'argent. En Europe aussi, « pas d'argent » pour les retraites ou pour créer des emplois.

Mais lorsque la cupidité des banquiers provoque une crise financière, là, en quelques jours, on trouve des milliards pour les sauver. Ce qui a permis à ces mêmes banquiers US de distribuer l'an dernier 140 milliards $ de récompenses et bonus à leurs actionnaires et traders spéculateurs.

Pour la guerre aussi, il semble facile de trouver des milliards. Or, ce sont nos impôts qui paient ces armes et ces destructions. Est-il bien raisonnable de faire partir en fumée des centaines de milliers d'euros à chaque missile ou de gaspiller cinquante mille euros de l'heure avec un porte-avions ? A moins que la guerre soit une bonne affaire pour certains ?

Pendant ce temps : un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes et le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter sur notre planète en dépit des promesses.

Quelle différence entre un Libyen, un Bahreïni et un Palestinien ?

Présidents, ministres et généraux jurent solennellement que leur objectif est seulement de sauver des Libyens. Mais, au même moment, le sultan du Bahreïn massacre des manifestants désarmés

grâce aux deux mille soldats saoudiens envoyés par les Etats-Unis ! Au même moment, au Yémen, les troupes du dictateur Saleh, allié des USA, tuent 52 manifestants à la mitrailleuse. Ces faits n'ont été contestés par personne, mais le ministre US de la Guerre, Robert Gates, a juste déclaré : « *Je ne crois pas que ce soit mon rôle d'intervenir dans les affaires internes du Yémen*[1]. »

Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » ? Parce que Saleh accueille docilement la 5ème Flotte US et dit oui à tout ce que lui commande Washington ? Parce que le régime barbare d'Arabie saoudite est complice des multinationales pétrolières ? Il y aurait de « bons dictateurs » et de « mauvais dictateurs » ?

Comment les USA et la France peuvent-ils se prétendre humanitaires ? Lorsqu'Israël a tué deux mille civils en bombardant Gaza, ont-ils instauré une « no fly zone » ? Non. Ont-ils pris des sanctions ? Aucune. Pire : Javier Solana, alors responsable des Affaires étrangères de l'U.E. a déclaré à Jérusalem : « *Israël est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions. Israël est partie prenante à tous les programmes* » de recherche et de technologie de l'Europe des vingt-sept. Ajoutant même : « *Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne.* » Sur ce point, Solana dit vrai : l'Europe et ses fabricants d'armes collaborent étroitement avec Israël dans la production des drones, missiles et autres armements qui sèment la mort à Gaza.

Rappelons qu'Israël a chassé sept cent mille Palestiniens de leurs villages en 1948, refuse toujours de leur rendre leurs droits et continue à commettre de multiples crimes de guerre. Sous cette occupation, 20% de la population palestinienne actuelle a séjourné ou séjourne dans les prisons d'Israël. Des femmes enceintes sont forcées d'accoucher attachées à leur lit et renvoyées immédiatement dans leurs cellules avec leurs bébés ! Mais ces crimes-là sont commis avec la complicité active des USA et de l'UE.

La vie d'un Palestinien ou d'un Bahreïni ne vaut pas celle d'un Libyen ? Il y aurait les « bons Arabes » et les « mauvais Arabes » ?

Pour ceux qui croient encore à la guerre humanitaire...

Dans un débat télé que j'ai eu avec Louis Michel, ancien ministre belge des Affaires étrangères et commissaire européen à la Coopération au développement, celui-ci m'a juré - la main sur le cœur - que cette guerre visait à « *mettre en accord les consciences de l'Europe* ». Il a été appuyé par Isabelle Durant, dirigeante des Verts belges et européens. Ainsi, les écologistes « peace and love » ont muté « va-t-en-guerre » !

Le problème, c'est qu'on nous parle de guerre humanitaire à chaque fois, et que ces gens « de gauche » comme Durant s'y sont à chaque fois laissé prendre. Ne feraient-ils pas mieux de lire ce que pensent vraiment les dirigeants US au lieu de juste les écouter à la télévision ?

Ecoutez par exemple, à propos des bombardements contre l'Irak, le célèbre Alan Greenspan, qui fut longtemps directeur de la réserve fédérale des USA. Il écrit dans ses mémoires : « *Je suis attristé qu'il soit politiquement incorrect de reconnaître ce que chacun sait : la guerre en Irak était essentiellement pour le pétrole* »[2]. Ajoutant : « *Les officiels de la Maison-Blanche m'ont répondu : 'Eh bien, malheureusement, nous ne pouvons parler du pétrole'.* »[3]

Ecoutez, à propos des bombardements sur la Yougoslavie, John Norris, directeur de la communication de Strobe Talbott qui était alors vice-ministre US des Affaires étrangères, chargé des Balkans. Norris écrit dans ses mémoires : « *Ce qui explique le mieux la guerre de l'Otan, c'est que la Yougoslavie résistait aux grandes tendances des réformes politiques et économiques (il veut dire : refusait d'abandonner les restes du socialisme), et ce n'est pas notre devoir envers les Albanais du Kosovo.* »[4]

Ecoutez, à propos des bombardements contre l'Afghanistan, ce que disait alors l'ancien ministre US des Affaires étrangères Henry Kissinger : «*Il existe des tendances, soutenues par la Chine et le Japon, à créer une zone de libre échange en Asie. Un bloc asiatique hostile combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels les plus importants serait incompatible avec l'intérêt national américain. Pour ces raisons, l'Amérique doit maintenir une présence en Asie...* »[5]

Ceci confirmait la stratégie avancée par Zbigniew Brzezinski, qui fut responsable de la politique étrangère sous Carter et est l'inspirateur d'Obama : « *L'Eurasie (Europe + Asie) demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale. (...) La façon dont les Etats-Unis 'gèrent' l'Eurasie est d'une importance cruciale. Le plus grand continent à la surface du globe en est aussi l'axe géopolitique. Toute puissance qui le contrôle, contrôle par là même occasion deux des trois régions les plus développées et les plus productives. 75% de la population mondiale, la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières, quelque 60% du total mondial.* »[6]

A gauche, n'a-t-on rien appris des médiamensonges humanitaires des guerres précédentes ?

Quand Obama le dit lui-même, vous ne le croyez pas non plus ?

Ce 28 mars, Obama a justifié ainsi la guerre contre la Libye : « *Conscients des risques et des coûts de l'action militaire, nous sommes naturellement réticents à employer la force pour résoudre les nombreux défis du monde. Mais lorsque nos intérêts et valeurs sont en jeu, nous avons la responsabilité d'agir. Vu les coûts et les risques de l'intervention, nous devons chaque fois mesurer nos intérêts face à la nécessité d'une action. L'Amérique a un important intérêt stratégique à empêcher Kadhafi de défaire ceux qui s'opposent à lui.* »

N'est-ce pas clair ? Alors, certains disent : *« Oui, c'est vrai, les Etats-Unis n'agissent que s'ils y trouvent leur intérêt aussi. Mais au moins, à défaut de pouvoir intervenir partout, on aura sauvé ces gens-là. »*

Faux. Nous allons montrer que seuls les intérêts sont défendus. Pas les valeurs. D'abord, chaque guerre US fait plus de victimes qu'il n'y en avait avant (en Irak, un million de victimes directes ou indirectes). Puis, cette intervention en Libye en prépare d'autres...

Qui refusait de négocier ?

Mais, dès que vous émettez un doute sur l'opportunité de cette guerre contre la Libye, tout de suite, on vous culpabilise : « Vous refusez donc de sauver les Libyens du massacre ? »

Question mal posée. Supposons que tout ce qu'on nous a raconté se soit vraiment passé. Premièrement, arrête-t-on un massacre par un autre massacre ? Nous savons qu'en bombardant, nos armées vont tuer de nombreux civils innocents. Même si, comme à chaque guerre, les généraux nous promettent que celle-ci sera « propre », nous avons l'habitude de cette propagande.

Deuxièmement, il y avait un moyen beaucoup plus simple et efficace de sauver des vies tout de suite. Tous les pays d'Amérique latine ont proposé d'envoyer immédiatement une mission de médiation, présidée par Lula. La Ligue arabe et l'Union africaine soutenaient cette démarche et Kadhafi avait accepté (proposant aussi d'envoyer des observateurs internationaux pour vérifier le cessez-le feu).

Mais les insurgés libyens et les Occidentaux ont refusé cette médiation. Pourquoi ? « Parce que Kadhafi n'est pas de bonne foi », disent-ils. Possible. Tandis que les insurgés et leurs protecteurs occidentaux ont toujours été de bonne foi ? A propos des Etats-Unis, il est utile de rappeler comment ils se sont comportés dans toutes les guerres précédentes à chaque fois qu'un cessez-le-feu était possible...

- En 1991, lorsque Bush père a attaqué l'Irak parce que celui-ci avait envahi le Koweit, Saddam Hussein a proposé de se retirer et qu'Israël évacue aussi les territoires illégalement occupés en Palestine. Mais les USA et les pays européens ont refusé six propositions de négociation[7].

- En 1999, lorsque Clinton a bombardé la Yougoslavie, Milosevic avait accepté les conditions imposées à Rambouillet, mais les USA et l'Otan en ont rajouté une, volontairement inacceptable : l'occupation totale de la Serbie[8].

- En 2001, lorsque Bush fils a attaqué l'Afghanistan, les talibans avaient proposé de livrer Ben Laden à un tribunal international si on fournissait des preuves de son implication, mais Bush a refusé de négocier.

- En 2003, lorsque Bush fils a attaqué l'Irak sous prétexte d'armes de destruction massive, Saddam Hussein a proposé d'envoyer des inspecteurs, mais Bush a refusé car il savait que les inspecteurs ne trouveraient rien. Ceci a été confirmé par la divulgation

du rapport d'une réunion entre le gouvernement britannique et les dirigeants des services secrets britanniques en juillet 2002 : « *Les dirigeants britanniques espéraient que l'ultimatum soit rédigé en des termes inacceptables afin que Saddam Hussein le rejette directement. Mais ils étaient loin d'être certains que cela marcherait. Alors, il y avait un Plan B : les avions patrouillant dans la « no fly zone » jetant de nombreuses bombes en plus dans l'espoir que ceci provoquerait une réaction qui donnerait une excuse pour une large campagne de bombardements.* »[9]

Alors, avant d'affirmer que « nous » disons toujours la vérité tandis que « eux » mentent toujours, et aussi que « nous » recherchons toujours une solution pacifique, tandis que « eux » ne veulent pas de compromis, il faudrait être plus prudents... Tôt ou tard, le public apprendra ce qui s'est vraiment passé lors des négociations en coulisses, et constatera une fois de plus qu'il a été manipulé. Mais il sera trop tard, et on ne ressuscitera pas les morts.

La Libye, c'est comme la Tunisie et l'Egypte ?

Dans une interview publiée par Investig'Action, Mohamed Hassan posait la bonne question : « *Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?* » A la lumière des recherches récentes : les trois à la fois. Une révolte spontanée,

rapidement récupérée et transformée en guerre civile (qui avait été préparée), le tout servant de prétexte à une agression militaire. Qui, elle aussi, avait été préparée. Rien ne tombe du ciel en politique. Expliquons-nous...

En Tunisie et en Egypte, la révolte populaire a grandi progressivement en quelques semaines, s'organisant peu à peu et s'unifiant sur des revendications claires, ce qui a permis de chasser les tyrans. Mais quand on analyse l'enchaînement ultra-rapide des événements à Benghazi, on est intrigué. Le 15 février, manifestation commémorant le soulèvement islamiste de 1996. Manifestation durement réprimée, comme cela a toujours été le cas en Libye et dans les autres pays arabes. Et, à peine deux jours plus tard, re-manifestation, mais cette fois, les manifestants sont armés et passent directement à l'escalade contre le régime de Kadhafi. En deux jours, une révolte populaire devient une guerre civile ! Tout à fait spontanément ?

Pour le savoir, il faut examiner ce qui se cache sous le vocable imprécis « opposition libyenne ». A notre avis, quatre composantes aux intérêts très différents.

1° Une opposition démocratique.

2° Des dignitaires de Kadhafi « retournés » par l'Ouest.

3° Des clans libyens mécontents du partage des richesses.

4° Des combattants de tendance islamique.

Qui compose cette « opposition libyenne » ?
Dans cet enchevêtrement, il est important de savoir à qui on a à faire. Et surtout quelle faction a été intégrée dans les stratégies des grandes puissances...

1° Opposition démocratique. Il est légitime d'avoir des revendications face au régime Kadhafi. Un peuple a le droit de vouloir remplacer un régime autoritaire par un système plus démocratique. Cependant, ces revendications sont jusqu'ici peu organisées et sans programme précis. On rencontre aussi, à l'étranger, des mouvements révolutionnaires libyens, également assez disparates, mais tous opposés à l'ingérence étrangère. Pour diverses raisons que l'on va clarifier, ce ne sont pas ces éléments démocratiques qui ont grand chose à dire aujourd'hui sous la bannière des USA et de la France.

2° Dignitaires « retournés ». A Benghazi, un « gouvernement provisoire » a été instauré et est dirigé par Mustapha Abud Jalil. Cet homme était, jusqu'au 21 février, ministre de la Justice de Kadhafi. Deux mois plus tôt, Amnesty le plaçait sur la liste des pires responsables de violations de droits humains d'Afrique du Nord. C'est cet individu qui, selon les autorités bulgares, avait organisé les tortures des infirmières bulgares et du médecin palestinien longtemps détenus par la Libye. Un autre « homme fort » de cette opposition est le général Abdul Fatah Younis, ex-ministre de l'Intérieur de Kadhafi et auparavant chef de la police politique. On comprend que

Massimo Introvigne, représentant de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, estime que ces personnages « *ne sont pas les 'démocrates sincères' des discours d'Obama, mais parmi les pires instruments du régime de Kadhafi, qui aspirent à chasser le colonel pour prendre sa place* ».

3° Clans mécontents. Comme le soulignait Mohamed Hassan, la structure de la Libye est restée fortement tribale. Durant la période coloniale, sous le régime du roi Idriss, les clans de l'est dominaient et les richesses pétrolières leur profitaient. Après la révolution de 1969, Kadhafi s'est appuyé sur les tribus de l'ouest et c'est l'est qui a été défavorisé. Il faut le regretter, un pouvoir démocratique et juste doit veiller à combattre les discriminations entre régions. On peut aussi se demander si les anciennes puissances coloniales n'ont pas encouragé les tribus mécontentes à saper l'unité du pays. Ce ne serait pas la première fois. Aujourd'hui, France et USA misent sur les clans de l'est pour prendre le contrôle du pays. Diviser pour régner, un vieux classique du colonialisme.

4° Eléments d'Al-Qaida. Des câbles diffusés par Wikileaks avertissaient que l'Est de la Libye était, proportionnellement, le premier exportateur au monde de « combattants-martyrs » en Irak. Des rapports du Pentagone décrivaient un « *scénario alarmant* » sur les rebelles libyens de Benghazi et Derna. Cette dernière,

ville de 80.000 habitants à peine, serait la première source de jihadistes en Irak. De même, Vicent Cannistraro, ancien chef de la CIA en Libye, signale parmi les rebelles beaucoup d' « *extrémistes islamiques capables de créer des problèmes* » et que les « *probabilités [sont] élevées que les individus les plus dangereux puissent avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber* ».

Evidemment, tout ceci s'écrivait lorsque Kadhafi était encore « un ami ». Mais ça montre l'absence totale de principes dans le chef des USA et de leurs alliés. Quand Kadhafi a réprimé la révolte islamiste de Benghazi, ce fut avec les armes et le soutien des Occidentaux. Une fois, on est contre les combattants à la Ben Laden. Une fois, on les utilise. Faudrait savoir.

Parmi ces diverses « oppositions », quel élément l'emportera ? Washington, Paris et Londres veilleront à ce que « les bons » l'emportent. Les bons de leur point de vue évidemment. Plus tard, on utilisera la « menace islamique » comme prétexte pour s'installer durablement.

En tout cas, une chose est sûre : le scénario libyen est différent des scénarios tunisien ou égyptien. Là, c'était « un peuple uni contre un tyran ». Ici, on est dans une guerre civile, Kadhafi disposant du soutien d'une grande partie de la population. Et dans cette guerre civile, le rôle qu'ont joué les services secrets des Etats-Unis et de la France n'est déjà plus si secret que ça...

Le rôle des services secrets

En réalité, l'affaire libyenne n'a pas commencé en février à Benghazi, mais à Paris le 21 octobre 2010. Selon les révélations du journaliste italien Franco Bechis (*Libero*, 24 mars), c'est ce jour-là que les services secrets français ont préparé la révolte de Benghazi. Ils ont alors « retourné » (ou peut-être déjà avant) Nuri Mesmari, chef du protocole de Kadhafi, qui était quasiment son bras droit. Le seul qui entrait sans frapper dans la résidence du guide libyen. Venu à Paris avec toute sa famille pour une opération chirurgicale, Mesmari n'y a rencontré aucun médecin, mais se serait par contre entretenu avec plusieurs fonctionnaires des services secrets français et de proches collaborateurs de Sarkozy, selon le bulletin web *Maghreb Confidential*.

Le 16 novembre, à l'hôtel Concorde Lafayette, il aurait préparé une imposante délégation qui allait se rendre deux jours plus tard à Benghazi. Officiellement, il s'agissait de responsables du ministère de l'Agriculture et de dirigeants des firmes France Export Céréales, France Agrimer, Louis Dreyfus, Glencore, Cargill et Conagra. Mais, selon les services italiens, la délégation comportait aussi plusieurs militaires français camouflés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils rencontreront Abdallah Gehani, un colonel libyen que Mesmari a indiqué comme étant prêt à déserter.

Mi-décembre, Kadhafi, méfiant, envoie un émissaire à Paris pour essayer de contacter Mesmari. Mais la France arrête cet émissaire. D'autres Libyens se voient à Paris le 23 décembre, et ce sont

eux qui vont diriger la révolte de Benghazi avec les milices du colonel Gehani. D'autant que Mesmari a fourni aux Français de nombreux secrets de la défense libyenne. De tout ceci, il ressort que la révolte à l'est n'est donc pas si spontanée qu'on nous l'a dit. Mais ce n'est pas tout. Il n'y a pas que les Français...

Qui dirige à présent les opérations militaires du « Conseil national Libyen » anti-Kadhafi ? Un homme tout juste arrivé des USA le 14 mars, selon *Al Jazeera*. Décrit comme une des deux « stars » de l'insurrection libyenne par le quotidien britannique de droite *Daily Mail*, Khalifa Hifter est un ancien colonel de l'armée libyenne, passé aux Etats-Unis. Celui qui fut un des principaux commandants militaires de la Libye jusqu'à la désatreuse expédition au Tchad fin des années 80, a ensuite émigré aux USA et vécu ces vingt dernières années en Virginie. Sans source de revenus connue, mais à petite distance des bureaux... de la CIA[10]. Le monde est petit.

Comment un haut militaire libyen peut-il entrer aux Etats-Unis en toute tranquillité, quelques années après l'attentat terroriste de Lockerbie, pour lequel la Libye a été condamnée, et vivre vingt ans tranquillement à côté de la CIA ? Il a forcément dû offrir quelque chose en échange. Publié en 2001, le livre *Manipulations africaines* de Pierre Péan retrace les connexions d'Hifter avec la CIA et la création, avec le soutien de celle-ci, du Front National de Libération Libyen. Le seul exploit du dit Front sera l'organisation en 2007, aux USA,

d'un « congrès national » financé par le National Endowment for Democracy[11], traditionnel intermédiaire de la CIA pour arroser les organisations au service des Etats-Unis...

En mars de cette année, à une date non communiquée, le président Obama a signé un ordre secret autorisant la CIA à mener des opérations en Libye pour renverser Kadhafi. Le *Wall Street Journal*, qui relate ceci le 31 mars, ajoute : « *Les responsables de la CIA reconnaissent avoir été actifs en Libye depuis plusieurs semaines, tout comme d'autres services occidentaux.* »

Tout ceci n'est plus très secret, ça figure depuis un bon moment sur Internet, et ce qui est étonnant, c'est que les grands médias n'en aient pas dit un mot. Pourtant, on a déjà connu de nombreux exemples de « combattants de la liberté » ainsi armés et financés par la CIA. Par exemple, dans les années 80, les milices terroristes contras, mises sur pied par Reagan pour déstabiliser le Nicaragua et renverser son gouvernement progressiste. N'a-t-on rien appris de l'Histoire ? Cette « gauche » européenne qui applaudit aux bombardements n'utilise pas Internet ?

Faut-il s'étonner que les services spéciaux italiens « balancent » ainsi les exploits de leurs confrères français et que ceux-ci « balancent » leurs collègues US ? Seulement si on croit aux belles histoires sur l'amitié entre « alliés occidentaux ». Nous allons y venir...

Deuxième partie : Les objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

A ce stade de notre réflexion, plusieurs indices permettent déjà d'écarter définitivement la thèse de la guerre humanitaire ou de la réaction impulsive face aux événements. Si Washington et Paris ont délibérément refusé toute négociation, s'ils ont « travaillé » depuis un bon moment l'opposition libyenne et préparé des scénarios détaillés d'intervention, si les porte-avions se tenaient depuis longtemps prêts à intervenir (comme l'a confirmé l'amiral Gary Roughead, chef de l'US Navy : *« Nos forces étaient déjà positionnées contre la Libye »*, Washington, 23 mars), c'est forcément que cette guerre n'a pas été décidée au dernier moment en réaction à des événements soudains, mais qu'elle avait été planifiée. Parce qu'elle poursuit des objectifs majeurs qui dépassent largement la personne de Kadhafi. Lesquels ?

Dans cette guerre contre la Libye, Washington poursuit plusieurs objectifs simultanément :

1. Contrôler le pétrole.
2. Sécuriser Israël.
3. Empêcher la libération du monde arabe.
4. Empêcher l'unité africaine.
5. Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique.

Cela fait beaucoup d'objectifs ? Oui. Tout comme lors des guerres précédentes : Irak, Yougoslavie, Afghanistan. En effet, une guerre de ce type coûte cher et comporte des risques importants pour l'image des Etats-Unis, surtout quand ils ne parviennent pas à gagner. Si Obama déclenche une telle guerre, c'est qu'il en attend des gains très importants.

OBJECTIF N° 1 :
CONTRÔLER L'ENSEMBLE DU PÉTROLE

Certains disent que cette fois, ce n'est pas une guerre du pétrole, car les quantités seraient marginales dans la production mondiale et que, de toute façon, Kadhafi vendait déjà son pétrole aux Européens. Mais ils ne comprennent pas en quoi consiste la « guerre mondiale du pétrole »...

Avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme, les grandes puissances économiques se livrent une compétition de plus en plus acharnée. Les places sont chères dans ce jeu de chaises musicales. Pour garantir une chaise à ses multinationales, chaque puissance doit se battre sur tous

les fronts : conquérir des marchés, conquérir des zones de main d'œuvre profitable, obtenir de gros contrats publics et privés, s'assurer des monopoles commerciaux, contrôler des Etats qui lui accorderont des avantages... Et surtout, s'assurer la domination sur des matières premières convoitées. En premier lieu, le pétrole.

En 2000, analysant les guerres à venir dans notre livre *Monopoly*, nous écrivions : « *Qui veut diriger le monde, doit contrôler le pétrole. Tout le pétrole. Où qu'il soit.* » Si vous êtes une grande puissance, il ne vous suffit pas d'assurer votre propre approvisionnement en pétrole. Vous voudrez plus, vous voudrez le maximum. Non seulement pour les énormes profits, mais surtout parce qu'en vous assurant un monopole, vous serez à même d'en priver vos rivaux trop gênants ou de les soumettre à vos conditions. Vous détiendrez l'arme absolue.

Depuis 1945, les Etats-Unis ont tout fait pour s'assurer ce monopole sur le pétrole. Un pays rival comme le Japon dépendait par exemple à 95% des USA pour son approvisionnement en énergie. De quoi garantir son obéissance. Mais les rapports de force changent, le monde devient multipolaire et les Etats-Unis font face à la montée de la Chine, à la remontée de la Russie, à l'émergence du Brésil et d'autres pays du Sud. Le monopole devient de plus en plus difficile à maintenir.

Le pétrole libyen, c'est seulement 1% ou 2% de la production mondiale ? D'accord, mais il est de la meilleure qualité, d'extraction facile et donc

très rentable. Et surtout il est situé tout près de l'Italie, de la France et de l'Allemagne. Importer du pétrole du Moyen-Orient, d'Afrique noire ou d'Amérique latine se ferait à un coût bien supérieur. Il y a donc bel et bien bataille pour l'or noir libyen. D'autant plus pour un pays comme la France, la plus engagée dans un programme nucléaire devenu bien hasardeux.

Dans ce contexte, il faut rappeler deux faits :

1. Kadhafi désirait porter la participation de l'Etat libyen dans le pétrole de 30% à 51%.

2. Le 2 mars dernier, Kadhafi s'était plaint que la production pétrolière de son pays était au plus bas. Il avait menacé de remplacer les firmes occidentales ayant quitté la Libye par des sociétés chinoises, russes et indiennes. Est-ce une coïncidence ? Chaque fois qu'un pays africain commence à se tourner vers la Chine, il lui arrive des problèmes.

Voici un autre indice : Ali Zeidan, l'homme qui a lancé le chiffre de « *six mille morts civils* », qui auraient été victimes des bombardements de Kadhafi, cet homme est aussi le porte-parole du fameux CNT, le gouvernement d'opposition, reconnu par la France et les USA. Eh bien, à ce titre, Ali Zeidan a déclaré que « *les contrats signés seront respectés* », mais que le futur pouvoir « *prendra en considération les nations qui nous ont aidés* » ! C'est donc bien une nouvelle guerre du pétrole. Mais elle ne se déroule pas seulement contre la Libye...

Pourquoi ces rivalités USA – France - Allemagne ?

Si la guerre contre la Libye est juste humanitaire, on ne comprend pas pourquoi ceux qui la mènent se disputent entre eux. Pourquoi Sarkozy s'est-il précipité pour être le premier à bombarder ? Pourquoi s'est-il fâché lorsque l'Otan a voulu prendre le contrôle des opérations ? Son argument « L'Otan est impopulaire dans les pays arabes » ne tient pas debout. Comme si lui, Sarkozy, y était tellement populaire après avoir à ce point protégé Israël et Ben Ali !

Pourquoi l'Allemagne et l'Italie ont-elles été si réticentes face à cette guerre ? Pourquoi le ministre italien Frattini a-t-il d'abord déclaré qu'il fallait « *défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye* » et que « *l'Europe ne devrait pas exporter la démocratie en Libye* »[12] ? Simples divergences sur l'efficacité humanitaire ? Non, il s'agit là aussi d'intérêts économiques. Dans une Europe confrontée à la crise, les rivalités sont de plus en plus fortes aussi. Il y a quelques mois encore, on défilait à Tripoli pour embrasser Kadhafi et empocher les gros contrats libyens. Ceux qui les avaient obtenus, n'avaient pas intérêt à le renverser. Ceux qui ne les avaient pas obtenus, y ont intérêt.

Qui était le premier client du pétrole libyen ? L'Italie. Qui était le deuxième ? L'Allemagne. Continuons avec les investissements et les exportations des puissances européennes... Qui avait obtenu le plus de contrats en Libye ? L'Italie. Numéro deux ? L'Allemagne.

C'est la firme allemande BASF qui était devenue le principal producteur de pétrole en Libye avec un investissement de deux milliards d'euros. C'est la firme allemande DEA, filiale du géant de l'eau RWE, qui a obtenu plus de quarante mille kilomètres carrés de gisements de pétrole et de gaz. C'est la firme allemande Siemens qui a joué le rôle majeur dans les énormes investissements du gigantesque projet « Great Man Made River » : le plus grand projet d'irrigation au monde, un réseau de pipelines pour amener l'eau depuis la nappe aquifère de la Nubie jusqu'au désert du Sahara. Plus de 1.300 puits, souvent à plus de cinq cents mètres de profondeur qui, une fois tous les travaux terminés, fourniront chaque jour 6,5 millions de mètres cubes d'eau à Tripoli, Benghazi, Syrte et d'autres villes[13]. 25 milliards de dollars qui ont attiré quelques convoitises ! De plus, avec ses pétrodollars, la Libye avait aussi engagé un très ambitieux programme pour renouveler ses infrastructures, construire des écoles et des hôpitaux et pour industrialiser le pays.

Profitant de sa puissance économique, l'Allemagne a noué des partenariats économiques privilégiés avec la Libye, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe arabique. Elle n'a donc aucune envie d'abîmer son image dans le monde arabe. Quant à l'Italie, il faut rappeler qu'elle colonisa la Libye avec une brutalité inouïe en s'appuyant sur les tribus de l'ouest contre celles de l'est. Aujourd'hui, à travers Berlusconi, les sociétés italiennes ont obtenu quelques beaux contrats. Elles ont donc beaucoup à perdre.

Par contre, la France et l'Angleterre qui n'ont pas obtenu les plus beaux morceaux du gâteau, sont à l'offensive pour obtenir le repartage de ce gâteau. Et la guerre en Libye est tout simplement le prolongement de la bataille économique par d'autres moyens. Le monde capitaliste n'est vraiment pas beau.

La rivalité économique se transpose sur le plan militaire. Dans une Europe en crise et dominée par une Allemagne ultraperformante (grâce notamment à sa politique de bas salaires), la France rompt ses alliances et se tourne à présent vers la Grande-Bretagne pour tenter de rééquilibrer la situation. Paris et Londres ont davantage de moyens militaires que Berlin, et tentent de jouer cette carte pour contrer leur faiblesse économique.

OBJECTIF N° 2 :
SÉCURISER ISRAËL

Au Moyen-Orient, tout est lié. Comme Noam Chomsky nous l'a expliqué dans un entretien[14] : « *A partir de 1967, le gouvernement US a considéré Israël comme un investissement stratégique. C'était un des commissariats de quartier chargés de protéger les dictatures arabes productrices de pétrole.* ». Israël, c'est le flic du Moyen-Orient.

Seulement, le problème nouveau pour Washington, c'est que les nombreux crimes commis par Israël (Liban, Gaza, flotille humanitaire...) l'isolent de plus en plus. Les peuples arabes réclament la fin de ce colonialisme. Du coup, c'est le « flic » qui a besoin d'être protégé. Israël ne

peut survivre sans un entourage de dictatures arabes ne tenant aucun compte de la volonté de leurs peuples d'être solidaires des Palestiniens. C'est pourquoi Washington a protégé Moubarak et Ben Ali, et protégera les autres dictateurs.

Les Etats-Unis craignent de « perdre » la Tunisie et l'Egypte dans les années à venir. Ce qui changerait les rapports de force dans la région. Après la guerre contre l'Irak en 2003, qui était aussi un avertissement et une intimidation envers tous les autres dirigeants arabes, Kadhafi avait senti la menace. Il avait donc multiplié les concessions, parfois exagérées, aux puissances occidentales et à leur néolibéralisme. Ce qui l'avait affaibli sur le plan intérieur des résistances sociales. Quand on cède au FMI, on fait du tort à sa population. Mais si demain la Tunisie et l'Egypte virent à gauche, Kadhafi pourra sans doute revenir sur ces concessions.

Un axe de résistance Le Caire – Tripoli – Tunis, tenant tête aux Etats-Unis et décidé à faire plier Israël serait un cauchemar pour Washington. Faire tomber Kadhafi, ce serait donc de la prévention.

OBJECTIF N° 3 : EMPÊCHER LA LIBÉRATION DU MONDE ARABE

Qui règne aujourd'hui sur l'ensemble du monde arabe, son économie et ses ressources ? Pas les peuples arabes, on le sait. Pas non plus les dictateurs en place. Certes, ils occupent le devant de la scène, mais les véritables maîtres sont dans les coulisses.

Ce sont les multinationales US et européennes qui décident ce qu'on va produire ou non dans ces pays, quels salaires on paiera, à qui profiteront les revenus du pétrole et quels dirigeants on y imposera. Ce sont les multinationales qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos des populations arabes.

Imposer des tyrans à l'ensemble du monde arabe a des conséquences très graves : le pétrole, mais aussi les autres ressources naturelles servent seulement aux profits des multinationales, pas à diversifier l'économie locale et à créer des emplois. En outre, les multinationales imposent des bas salaires dans le tourisme, les petites industries et les services en sous-traitance.

Du coup, ces économies restent dépendantes, déséquilibrées et elles ne répondent pas aux besoins des peuples. Dans les années à venir, le chômage va encore s'aggraver. Car 35% des Arabes ont moins de quinze ans. Les dictateurs sont des employés des multinationales, chargés d'assurer leurs profits et de briser la contestation. Les dictateurs ont pour rôle d'empêcher la Justice sociale.

Trois cent millions d'Arabes répartis en vingt pays, mais se considérant à juste titre comme une seule nation, se trouvent donc placés face à un choix décisif : accepter le maintien de ce colonialisme ou devenir indépendants en empruntant une voie nouvelle ? Tout autour, le monde est en plein bouleversement : la Chine, le Brésil et d'autres pays s'émancipent politiquement, ce qui leur permet de progresser économiquement. Le monde arabe demeurera-t-il en arrière ? Restera-t-il une

dépendance des Etats-Unis et de l'Europe, une arme que ceux-ci utilisent contre les autres nations dans la grande bataille économique et politique internationale ? Ou bien l'heure de la libération va-t-elle enfin sonner ?

Cette idée terrorise les stratèges de Washington. Si le monde arabe et le pétrole leur échappent, c'en est fini de leur domination sur la planète. Car les Etats-Unis, puissance en déclin économique et politique, sont de plus en plus contestés : par l'Allemagne, par la Russie, par l'Amérique latine et par la Chine. En outre, de nombreux pays du Sud aspirent à développer les relations Sud – Sud, plus avantageuses que la dépendance envers les Etats-Unis.

Ceux-ci ont de plus en plus de mal à se maintenir comme la plus grande puissance mondiale, capable de piller des nations entières et capable de porter la guerre partout où ils le décident. Répétons-le : si demain le monde arabe s'unit et se libère, si les Etats-Unis perdent l'arme du pétrole, ils ne seront plus qu'une puissance de second rang dans un monde multipolaire. Mais ce sera un grand progrès pour l'humanité : les relations internationales prendront un nouveau cours, et les peuples du Sud pourront enfin décider de leur propre sort et en finir avec la pauvreté.

Ceux pour qui la démocratie est dangereuse

Les puissances coloniales ou néocoloniales d'hier nous jurent qu'elles ont changé. Après avoir financé, armé, conseillé et protégé Ben Ali, Moubarak et compagnie, voilà que les Etats-Unis, la

France et les autres nous inondent de déclarations touchantes. Comme Hillary Clinton : « *Nous soutenons l'aspiration des peuples arabes à la démocratie.* »

C'est un mensonge total. Les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent absolument pas d'une démocratie arabe, ne veulent absolument pas que les Arabes puissent décider sur leur pétrole et leurs autres richesses. Ils ont donc tout fait pour freiner la démocratisation, et ils font tout pour maintenir au pouvoir des responsables de l'ancien régime. Et, quand cela échoue, pour imposer d'autres dirigeants à eux, chargés de démobiliser les résistances populaires. Le pouvoir égyptien vient par exemple de prendre des mesures anti-grèves très brutales.

Expliquer la guerre contre la Libye par cette idée qu'après la Tunisie et l'Egypte, Washington et Paris auraient « compris » et voudraient se donner bonne conscience ou en tout cas redorer leur blason, ce n'est donc qu'une grosse tromperie. En réalité, la politique occidentale dans le monde arabe forme un ensemble qui s'applique sous trois formes diverses :

1. Maintenir des dictatures répressives.

2. Remplacer Moubarak et Ben Ali par des pions sous contrôle.

3. Renverser les gouvernements de Tripoli, Damas et Téhéran pour recoloniser ces pays « perdus ».

Trois méthodes, mais un même objectif : maintenir le monde arabe sous domination pour continuer à l'exploiter.

La démocratie est dangereuse quand on ne représente en réalité que les intérêts d'une toute petite minorité sociale. Ce qui fait très peur aux Etats-Unis, c'est que le mécontentement social a éclaté dans pratiquement toutes les dictatures arabes...

En Irak (et nos médias n'en ont rien dit), de nombreuses grèves ont touché le pétrole, le textile, l'électricité et d'autres secteurs. A Kut, les troupes US ont même encerclé une usine textile en grève. On a manifesté dans seize des dix-huit provinces, toutes communautés confondues, contre ce gouvernement corrompu qui abandonne son peuple dans la misère et se plie aux exigeances de l'envahisseur.

A Bahreïn, sous la pression de la rue, le roi a fini par promettre une bourse spéciale de 2.650 $ à chaque famille.

A Oman, le sultan Qaboos bin Said a remplacé la moitié de son gouvernement et augmenté le salaire minimum de 40%, ordonnant de créer près de cinquante mille emplois. Même le roi saoudien Fahd a débloqué trente-six milliards de dollars pour aider les familles à bas et moyens revenus !

Alors, une question surgit chez tous les gens sensés : mais s'ils avaient tout cet argent, pourquoi le gardaient-ils dans leurs coffres-forts ? La question suivante étant : combien d'autres milliards ont-ils pris à leurs peuples avec la complicité des Etats-Unis ? Et la dernière : comment mettre fin à ce vol ?

« Révolutions Facebook », grand complot US ou vraies révolutions ?

Une interprétation fausse s'est répandue sur Internet : les révolutions arabes auraient été déclenchées et manipulées par les Etats-Unis. Ils en auraient tiré les ficelles pour opérer des changements bien contrôlés et pouvoir attaquer la Libye, la Syrie, l'Iran. Tout aurait été « fabriqué ». L'argument pour cette thèse : des organismes plus ou moins officiels avaient invité aux USA et formé des « cyberactivistes » arabes qui ont joué un rôle dans la circulation des infos et qui ont symbolisé une révolution de type nouveau, la « révolution Facebook ».

L'idée de ce grand complot ne tient pas. En réalité, les Etats-Unis ont tout fait pour maintenir aussi longtemps que possible Moubarak, dictateur bien utile. Cependant, ils le savaient en mauvaise santé et « fini ». Dans ce genre de situations, ils préparent évidemment un « Plan B » et même un « Plan C ». Le Plan B consistait à remplacer Moubarak par un de ses adjoints. Mais ça avait peu de chances de marcher, vu la colère profonde des égyptiens.

Donc, ils avaient préparé aussi un, voire plusieurs Plan C, comme ils le font d'ailleurs dans pratiquement tous les pays qu'ils veulent contrôler. Ca consiste en quoi ? Ils achètent à l'avance quelques opposants et intellectuels - que ceux-ci s'en rendent compte ou non - et « investissent » donc dans l'avenir. Le jour venu, ils propulsent ces gens sur le devant de la scène. Combien de temps ça marchera,

c'est une autre question dès lors que la population est mobilisée et qu'un régime, même relifté, ne peut résoudre les revendications populaires si son but est de maintenir l'exploitation des gens.

Parler de « révolution Facebook » est un mythe qui arrange bien les USA. Autant nous avons signalé depuis longtemps l'importance cruciale des nouvelles méthodes d'info et de mobilisation sur Internet, autant est absurde l'idée que Facebook remplacerait les luttes sociales et les révolutions. Cette idée convient bien aux grands capitalistes (dont Moubarak était le représentant), mais en réalité ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est la contestation des travailleurs, car elle met directement en danger leur source de profits.

Le rôle des travailleurs

Facebook peut être une méthode de lutte, ce n'est pas l'essence de la révolution. Cette présentation veut escamoter le rôle de la classe ouvrière (au sens large), qui serait remplacée par Internet. En réalité, une révolution est une action par laquelle ceux d'en bas donnent leur congé à ceux d'en haut. Avec un changement radical non seulement du personnel politique, mais surtout dans les rapports d'exploitation sociale.

Aïe ! Selon nos grands penseurs officiels, ça fait longtemps qu'on n'aurait plus le droit d'employer le terme « lutte de classe » qui serait dépassé et même un peu obscène. Pas de chance pour vous, le deuxième homme le plus riche du monde, le grand boursier Warren Buffet, a lâché le morceau il y

a quelque temps : « *D'accord, il y a une lutte de classe en Amérique. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre et nous la gagnons.* »[15] Ça, Monsieur Buffett, il ne faut jamais en jurer avant la fin de la pièce ! Rira bien...

Mais les réalités tunisiennes et égyptiennes confirment la réalité de la lutte des classes, en accord avec Monsieur Buffett... Quand Ben Ali a-t-il fait sa valise ? Le 14 janvier, quand les travailleurs tunisiens étaient engagés dans une grève générale. Quand Moubarak a-t-il quitté son trône ? Lorsqu'une puissante grève des ouvriers égyptiens a paralysé les usines de textile, la poste et même les médias officiels. Explication par Joel Beinin, professeur à l'université de Stanford et ancien directeur à l'université américaine du Caire : « *Ces dix dernières années, une vague énorme de protestations sociales avaient touché plus de deux millions de travailleurs dans plus de trois mille grèves, sit-in et autres formes de protestation. Tel était l'arrière-plan de tout ce soulèvement révolutionnaire des dernières semaines... Mais dans les derniers jours, on a vu des dizaines de milliers de travailleurs lier leurs revendications économiques avec l'exigence d'abolir le régime Moubarak...* »[16]

La révolution arabe ne fait que commencer. Après les premières victoires populaires, la classe dominante, toujours au pouvoir, tente d'apaiser le peuple avec quelques petites concessions. Obama souhaitait que la rue se calme au plus vite et que tout reste comme avant. Cela peut marcher un temps, mais la révolution arabe est en route. Elle peut prendre des années mais sera difficile à arrêter.

OBJECTIF N° 4 : EMPÊCHER L'UNITÉ AFRICAINE

Continent le plus riche de la planète, avec une profusion de ressources naturelles, l'Afrique est aussi le plus pauvre. 57% vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'1,25 $ par jour.

La clé de ce mystère ? C'est justement que les multinationales ne paient pas ces matières premières, elles les volent. En Afrique, elles pillent les ressources, imposent des bas salaires, des accords commerciaux défavorables et des privatisations nuisibles, elles exercent toutes sortes de pressions et chantages sur des Etats faibles, elles les étranglent par une Dette injuste, elles installent des dictateurs complaisants, elles provoquent des guerres civiles dans les régions convoitées.

L'Afrique est stratégique pour les multinationales, car leur prospérité est basée sur le pillage de ces ressources. Si un prix correct était payé pour l'or, le cuivre, le platine, le coltan, le phosphate, les diamants et les produits agricoles, les multinationales seraient bien moins riches mais les populations locales pourraient échapper à la pauvreté.

Pour les multinationales des Etats-Unis et d'Europe, il est donc vital d'empêcher l'Afrique de s'unir et de s'émanciper. Elle doit rester dépendante. Un exemple, bien exposé par un auteur africain, Jean-Paul Pougala...

« L'histoire démarre en 1992 lorsque quarante-cinq pays africains créent la société RASCOM pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat.

Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an. Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ? Ainsi, la Banque Mondiale , le FMI, les USA, l'Union Européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant quatorze ans. C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire; le guide libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie

et ont permis le lancement de nouveaux satellites, sud-africain, nigérian, angolais, algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût dix fois inférieur, un vrai défi.

Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an, mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique. (...) C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX. »[17]

Tiens, voilà quelque chose qu'on ne nous avait pas raconté sur le méchant Kadhafi ! Qu'il aidait les Africains à s'émanciper de l'étouffante tutelle des Occidentaux. Y aurait-il encore d'autres non-dits de ce genre ?

Kadhafi a défié le FMI et Obama joue les pickpockets

Oui. En soutenant le développement du « Fonds monétaire africain » (FMA), Kadhafi a commis le crime de défier le Fonds Monétaire International (FMI). On sait que le FMI, contrôlé par les Etats-Unis et l'Europe, exerce un véritable chantage sur les pays en développement. Il leur prête seulement à condition que ces pays acceptent de se défaire de leurs entreprises au profit des multinationales, de passer des commandes inintéressantes ou de réduire leurs budgets santé et éducation. Bref, ce banquier FMI est très nuisible.

Eh bien, de même que les Latinos ont lancé leur propre Banco Sur (Banque du Sud), pour contrer les chantages arrogants du FMI et décider eux-mêmes quels projets vraiment utiles ils veulent financer, voici que le FMA pourrait commencer à offrir une voie plus indépendante aux Africains. Et qui finance le FMA ? L'Algérie a fourni 16 milliards, et la Libye 10 milliards. Soit ensemble 62% de son capital.

Mais, dans la plus grande discrétion médiatique, Obama vient tout simplement de voler trente milliards au peuple libyen. Comment ça s'est passé ? Le 1er mars (bien avant la résolution de l'ONU), il a donné l'ordre au Trésor US de bloquer les dépôts de la Libye aux USA. Puis, le 17 mars, il s'est arrangé pour insérer dans la résolution 1973 de l'ONU une petite phrase autorisant à geler les avoirs de la banque

centrale de Libye, mais aussi de la compagnie nationale libyenne du pétrole. On sait que Kadhafi a amassé un trésor pétrolier qui lui a permis d'investir dans de grandes sociétés européennes, dans de grands projets de développement africain (et peut-être aussi dans certaines campagnes électorales européennes, mais ceci ne semble pas constituer une forme efficace d'assurance-vie).

La Libye est un pays assez riche (200 milliards de dollars de réserves) qui a attiré les convoitises d'une puissance hyper endettée : les Etats-Unis. Alors, pour détourner les dizaines de milliards de dollars de la banque nationale libyenne, bref pour faire les poches du peuple libyen, Obama a simplement baptisé tout ça « *source potentielle de financement du régime Kadhafi* » et le tour était joué. Un vrai pickpocket.

Malgré tous ses efforts pour amadouer l'Occident en multipliant les concessions au néolibéralisme, Kadhafi inquiétait toujours les dirigeants des Etats-Unis. Un câble de l'ambassade US à Tripoli, datant de novembre 2007, déplore cette résistance : « *Ceux qui dominent la direction politique et économique de la Libye poursuivent des politiques de plus en plus nationalistes dans le secteur de l'énergie.* » Refuser la privatisation tous azimuts, ça mérite donc des bombardements ? La guerre est bel et bien la continuation de l'économie par d'autres moyens.

OBJECTIF N° 5 : INSTALLER L'OTAN COMME GENDARME DE L'AFRIQUE

Au départ, l'Otan était censée protéger l'Europe contre la « menace militaire soviétique ». Donc, une fois l'URSS disparue, l'Otan aurait dû disparaître aussi. Mais ce fut tout le contraire...

Après avoir bombardé la Bosnie en 1995, Javier Solana, secrétaire-général de l'Otan, déclarait : « *L'expérience acquise en Bosnie pourra servir de modèle pour nos opérations futures de l'Otan* ». A l'époque, j'avais donc écrit : « *L'Otan réclame en fait une zone d'action illimitée. La Yougoslavie a été un laboratoire pour préparer de prochaines guerres. Où auront-elles lieu ?* »[18] Et je proposais cette réponse :

Axe n° 1 : Europe de l'Est ;

Axe n° 2 : Méditerranée et Moyen-Orient ;

Axe n° 3 : le tiers monde en général.

Nous y sommes, c'est ce programme qui se réalise aujourd'hui.

Dès 1999, l'Otan bombardait la Yougoslavie. Une guerre pour soumettre ce pays au néolibéralisme, ainsi que nous l'avons vu. Etudiant les analyses des stratèges US, je soulignai alors cette phrase de l'un d'eux, Stephen Blank : « *Les missions de l'Otan seront de plus en plus 'out of area' (hors de sa zone de défense). Sa fonction principale deviendrait donc d'être le véhicule de l'intégration de régions toujours plus nombreuses*

dans la communauté occidentale économique, de sécurité, politique et culturelle.[19]»

Soumettre des régions toujours plus nombreuses à l'Occident ! J'écrivis alors : « *L'Otan est l'armée au service de la globalisation, l'armée des multinationales. Pas à pas, l'Otan se transforme bel et bien en gendarme du monde.*[20]» Et j'indiquais les prochaines cibles probables de l'Otan : Afghanistan, Caucase, retour en Irak... Pour commencer.

Aujourd'hui que tout cela s'est effectivement réalisé, certains me demandent : « *Vous aviez une boule de cristal ?* » Pas besoin de boule de cristal, il suffit d'étudier les documents du Pentagone et des grands bureaux de stratégie US, qui ne sont même pas secrets, et de saisir leur logique. Et cette logique de l'Empire est en fait très simple :

1. Le monde est une source de profits.

2. Pour gagner la guerre économique, il faut être la superpuissance dominante.

3. Pour ça, il faut contrôler les matières premières, les régions et les routes stratégiques.

4. Toute résistance à ce contrôle doit être brisée : par la corruption, le chantage ou la guerre, peu importent les moyens.

5. Pour rester la superpuissance dominante, il faut absolument empêcher les rivaux de s'allier contre le maître.

Expansion de l'Otan : sur trois continents déjà !

Pour défendre ces intérêts économiques et devenir le gendarme du monde, les dirigeants de l'Otan sèment la panique : « *Notre monde sophistiqué, industrialisé et complexe a été assailli par bon nombre de menaces mortelles : changement climatique, sécheresse, famine, cyber sécurité, question énergétique.*[21]» Ainsi, des problèmes non militaires, mais sociaux et environnementaux sont utilisés comme prétextes pour augmenter les armements et les interventions militaires.

Le but de l'Otan est en fait de se substituer à l'ONU. Cette militarisation du monde rend notre avenir de plus en plus dangereux. Et cela a bien sûr un coût terrible : les Etats-Unis prévoient pour 2011 un budget militaire record de 708 milliards. Soit 2.320 dollars par habitant ! Deux fois plus qu'aux débuts de Bush. De plus, le ministre US de la Guerre, Robert Gates, ne cesse de pousser les Européens à dépenser plus : « *La démilitarisation de l'Europe constitue un obstacle à la sécurité et à une paix durable au 21ème siècle.*[22]» Les pays européens ont dû s'engager envers Washington à ne pas diminuer leurs dépenses militaires. Tout profit pour les firmes d'armement.

L'expansion mondiale de l'Otan n'a rien à voir avec Kadhafi, Saddam Hussein ou Milosevic. Il s'agit d'un plan global pour maintenir la domination sur la planète et ses richesses, pour maintenir les privilèges des multinationales, pour empêcher

les peuples de choisir leur propre voie. L'Otan a protégé Ben Ali, Moubarak et les tyrans d'Arabie saoudite, l'Otan protégera ceux qui vont leur succéder, l'Otan brisera seulement ceux qui résistent à l'Empire.

Pour devenir gendarme du monde, l'Otan avance en effet pas à pas. Une guerre en Europe contre la Yougoslavie, une guerre en Asie contre l'Afghanistan et à présent, une guerre en Afrique contre la Libye. Déjà trois continents ! Elle avait bien été tentée d'intervenir aussi en Amérique latine en organisant des manoeuvres contre le Venezuela il y a deux ans. Mais là, c'était trop risqué, car l'Amérique latine est de plus en plus unie et refuse les « gendarmes » des USA.

Pourquoi Washington veut-elle absolument installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique ? A cause des nouveaux rapports de forces mondiaux, analysés plus haut : Etats-Unis en déclin et contestés : par l'Allemagne, la Russie, l'Amérique latine et la Chine, et même par des pays petits et moyens du tiers monde.

Pourquoi ne parle-t-on pas d'Africom ?

Ce qui inquiète le plus Washington, c'est la puissance croissante de la Chine. Proposant des relations plus égalitaires aux pays asiatiques, africains et latino-américains, achetant les matières premières à meilleur prix et sans chantage colonial, proposant des crédits plus intéressants, réalisant des travaux d'infrastructure utiles au développement, la Chine leur offre une alternative

à la dépendance envers Washington, Londres ou Paris. Alors, que faire pour contrer la Chine ?

Le problème, c'est qu'une puissance en déclin économique a moins de moyens de pression financière même sur les pays africains. Alors, les Etats-Unis utilisent leur meilleure carte : la carte militaire. Il faut savoir que leurs dépenses militaires dépassent celles de tous les autres pays du globe réunis. Depuis plusieurs années, ils avancent peu à peu leurs pions sur le continent africain. Le 1er octobre 2008, ils ont installé Africom (Africa Command). Tout le continent africain (à l'exception de l'Egypte) a été placé sous un seul commandement US unifié regroupant l'US Army, l'US Navy, l'US Air Force, les Marines et les « opérations spéciales » (débarquements, coups d'Etat, actions clandestines...). L'idée étant de répéter ensuite le mécanisme avec l'Otan pour appuyer les forces US.

Washington, voyant des terroristes partout, en a trouvé en Afrique aussi. Comme par hasard aux alentours du pétrole nigérian et d'autres ressources naturelles convoitées. Donc, si vous voulez savoir où se dérouleront les prochains épisodes de la fameuse « guerre contre le terrorisme », cherchez sur la carte le pétrole, l'uranium et le coltan, et vous aurez trouvé. Et comme l'Islam est répandu dans de nombreux pays africains, dont le Nigéria, vous avez déjà le prochain scénario...

Objectif réel d'Africom : « stabiliser » la dépendance de l'Afrique, l'empêcher de s'émanciper, l'empêcher de devenir un acteur dépendant qui pourrait s'allier à la Chine et à l'Amérique latine. Africom

constitue une arme essentielle dans les plans de domination mondiale des Etats-Unis. Ceux-ci veulent pouvoir s'appuyer sur une Afrique et des matières premières sous contrôle exclusif dans la grande bataille qui s'est déclenchée pour le contrôle de l'Asie et pour le contrôle de ses routes maritimes. En effet, l'Asie est le continent où se joue d'ores et déjà la bataille économique décisive du 21ème siècle. Mais c'est un gros morceau avec une Chine très forte et un front d'économies émergentes qui ont intérêt à former un bloc. Washington veut dès lors contrôler entièrement l'Afrique et fermer la porte aux Chinois.

La guerre contre la Libye est donc une première étape pour imposer Africom à tout le continent africain. Elle ouvre la voie, non pas à une pacification du monde, mais à une guerre sans fin. En Afrique, au Moyen-Orient, mais aussi tout autour de l'Océan indien, entre l'Afrique et la Chine.

Pourquoi l'Océan indien ? Parce que si vous regardez une carte, vous voyez que c'est la porte de la Chine et de l'Asie toute entière. Donc, pour contrôler cet océan, Washington cherche à maîtriser plusieurs zones stratégiques :

1. Le Moyen-Orient et le Golfe persique, d'où sa nervosité à propos de pays comme l'Arabie saoudite, le Yémen, Bahreïn et l'Iran.

2. La Corne de l'Afrique, d'où son agressivité envers la Somalie et l'Erythrée.

Ces stratégies sont développées dans le livre : *Comprendre le monde musulman – Entretiens avec Mohamed Hassan.*

Le grand crime de Kadhafi

Revenons à la Libye. Dans le cadre de la bataille pour contrôler ce continent, l'Afrique du Nord est un objectif majeur. En développant une dizaine de bases militaires en Tunisie, au Maroc et en Algérie ainsi que dans d'autres nations africaines, Washington s'ouvrirait la voie pour établir un réseau complet de bases militaires couvrant l'ensemble du continent.

Mais le projet Africom a rencontré une sérieuse résistance des pays africains. De façon hautement symbolique, aucun n'a accepté d'accueillir sur son territoire son siège. Et Washington a dû maintenir ce siège à... Stuttgart en Allemagne, ce qui était fort humiliant. Dans cette perspective, la guerre pour renverser Kadhafi est au fond un avertissement très clair aux chefs d'Etat africains qui seraient tentés de suivre une voie trop indépendante.

Le voilà, le grand crime de Kadhafi : la Libye n'avait accepté aucun lien avec Africom ou avec l'Otan. Dans le passé, les Etats-Unis possédaient une importante base militaire en Libye. Mais Kadhafi la ferma en 1969. C'est évident, la guerre actuelle a notamment pour but de réoccuper la Libye. Ce serait un avant-poste stratégique permettant d'intervenir militairement en Egypte si celle-ci échappait au contrôle des Etats-Unis.

Les prochaines cibles en Afrique

Après la Libye, à qui le tour ? Quels autres pays pourraient être attaqués par les Etats-Unis ? C'est simple. Sachant que la Yougoslavie avait

aussi été attaquée parce qu'elle refusait de rentrer dans l'Otan, il suffit de regarder la liste des pays n'ayant pas accepté de s'intégrer dans Africom, sous le commandement militaire des Etats-Unis. Il y en a cinq : Libye, Soudan, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Erythrée. Voilà les prochaines cibles. Le Soudan a été scindé et placé sous la pression de sanctions internationales. Le Zimbabwe est sous sanctions également. La Côte d'Ivoire s'est vu imposer une guerre civile fomentée par l'Occident. L'Erythrée s'est vu imposer une guerre terrible par l'Ethiopie, agent des USA dans la région, elle est sous sanctions également.

Tous ces pays ont été ou vont être l'objet de campagnes de propagande et de désinformations. Qu'ils soient dirigés ou non par des dirigeants vertueux et démocratiques n'a rien à voir. L'Erythrée tente une expérience de développement économique et sociale autonome en refusant les « aides » que voudraient lui imposer la Banque mondiale et le FMI contrôlés par Washington. Ce petit pays remporte de premiers succès dans son développement, mais il est sous menace internationale. D'autres pays, s'ils « tournent mal », sont également dans le collimateur des Etats-Unis. L'Algérie particulièrement. En fait, il ne fait pas bon suivre sa propre voie...

Et pour ceux qui croiraient encore que tout ceci relève d'une « théorie du complot », que les USA ne programment pas tant de guerres mais improvisent en réagissant à l'actualité, rappelons ce qu'avait déclaré en 2007 l'ex-général Wesley Clark

(commandant suprême des forces de l'Otan en Europe entre 1997 et 2001, qui dirigea les bombardements sur la Yougoslavie) : « *En 2001, au Pentagone, un général m' a dit : 'Je viens de recevoir un rapport confidentiel ('classified') du secrétaire à la Défense : nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran'.* »[23]

Des rêves à la réalité, il y a une marge, mais les plans sont là. Juste retardés.

Troisième partie :
Pistes pour agir

A chaque guerre, c'est ainsi. Au début, il est presqu'impossible de s'y opposer. Le matraquage médiatique est tel qu'on est immédiatement catalogué comme complice d'un monstre. Après un certain temps, quand viendront les « bavures », les morts civils, les échecs militaires et les révélations sur « nos amis », le débat finira bien par s'ouvrir. Mais au début, c'est très dur.

Pour débloquer ce débat, la bataille de l'info est la clé. Et cette bataille ne peut être menée que par chacun de nous, là où il est, en fonction des personnes rencontrées, en écoutant bien ce qui les influence, en vérifiant les infos avec eux, patiemment... Pour mener efficacement ce débat, il est très important d'étudier l'expérience de la désinformation dans les guerres précédentes.

Les 5 principes de la propagande de guerre appliqués à la Libye

Cette expérience, nous l'avons résumée dans les « cinq principes de la propagande de guerre », exposés dans notre livre *Israël, parlons-en !* A chaque guerre, les médias veulent nous persuader que nos gouvernements font bien et pour ça, ils appliquent ces cinq principes :

1. Occulter les intérêts économiques.
2. Inverser la victime et l'agresseur.
3. Cacher l'Histoire.
4. Diaboliser l'adversaire.
5. Monopoliser l'info.

Ces cinq principes ont été appliqués à nouveau contre la Libye, on s'en est rendu compte dans les pages précédentes. Pour finir, attirons l'attention sur le quatrième : la diabolisation de l'adversaire. Les va-t-en-guerre doivent toujours persuader l'opinion qu'ils n'agissent pas pour obtenir des avantages économiques ou stratégiques, mais bien pour éliminer une grave menace. Dans chaque guerre, depuis des décennies, le dirigeant adverse a toujours été présenté comme cruel, immoral et dangereux, avec les pires récits d'atrocités. Par après, beaucoup de ces récits - et parfois tous - se sont dégonflés, mais peu importe, ils avaient rempli leur rôle : manipuler l'émotion du public pour l'empêcher d'analyser les intérêts réellement en jeu. Impossible de revenir en arrière.

Sur les médiamensonges, nous pouvons témoigner personnellement. Nous avons été en Yougoslavie, sous les bombes de l'Otan et avons constaté que l'Otan mentait systématiquement[24]. Nous l'avons constaté aussi en Irak. De même, notre séjour en Libye nous a permis de démentir plusieurs mensonges de la presse occidentale et d'*Al Jazeera*.

Chaque guerre commence par un grand médiamensonge. Dans le cas de la Libye, ce fut les « *six mille morts victimes des bombardements de Kadhafi sur des civils* ». Où sont les images ? Il n'y avait aucune caméra, aucun téléphone portable là-bas comme il y en avait à Gaza, à la place Tahrir, à Tunis ou au Bahreïn ? Aucune preuve, aucun témoignage fiable, des démentis par les satellites russes ou des observateurs de l'UE, et pourtant l'info a tourné en boucle inlassablement et plus personne n'ose la contredire sous peine d'être taxé de « complicité ».

Une guerre civile, ce n'est jamais de la dentelle, mais ceci est vrai des deux côtés. Une info partiale essaiera toujours de nous faire croire que les atrocités sont commises d'un seul côté et donc qu'il faut soutenir l'autre. Mais il convient d'être prudent sur de tels récits.

Qui nous informe ?

Ce qu'il faut pouvoir montrer autour de nous, c'est que la diabolisation ne tombe pas du ciel. Elle est diffusée par des médias qui prennent parti, sans le dire. Et c'est toujours la première question à se poser dans une guerre : m'a-t-on fait entendre l'autre partie ?

Pourquoi en Europe et aux Etats-Unis, les médias sont-ils à fond contre Kadhafi ? Et pourquoi, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, en Russie, dénonce-t-on au contraire une nouvelle croisade impérialiste ? Ils se trompent tous ? Les Occidentaux savent toujours tout mieux ? Ou bien chacun est-il influencé par ses médias ? Alors, devons-nous suivre aveuglément nos médias ou les tester ?

Nous avons été abondamment abreuvés sur les côtés négatifs de Kadhafi. Mais qui nous a signalé ses aspects positifs ? Qui nous a parlé de son aide aux projets de développement africain ? Qui nous a dit que la Libye connaissait, selon les institutions internationales , le plus haut « indice de développement humain » de toute l'Afrique, loin devant les chouchous de l'Ouest comme l'Egypte ou la Tunisie ? Espérance de vie : 74 ans ; analphabétisme réduit à 5% ; budget de l'éducation à 2,7% du PIB ; celui de la Défense à 1,1%.

Distinguer deux questions différentes

Il y a beaucoup d'intimidation intellectuelle dans le débat sur la Libye. Si vous dénoncez la guerre contre la Libye, on vous accuse de soutenir tout ce qu'a fait Kadhafi. Pas du tout. Il faut distinguer deux problèmes bien différents.

D'une part, les Libyens ont parfaitement le droit de choisir leurs dirigeants, et d'en changer par les moyens qu'ils jugent nécessaires. Les Libyens ! Pas Obama, ni Sarkozy. Tout en faisant le tri dans les accusations contre Kadhafi, entre ce qui est vraiment établi et ce qui relève de la propagande

intéressée, un progressiste peut très bien souhaiter que les Libyens aient un meilleur dirigeant.

D'autre part, quand la Libye est attaquée parce que des pirates veulent faire main basse sur son pétrole, ses réserves financières et sa position stratégique, alors il faut dire que le peuple libyen souffrira bien plus sous le pouvoir de ces pirates et de leurs marionnettes. La Libye perdra son pétrole, ses entreprises, les réserves de sa banque nationale, ses services sociaux et sa dignité. Le néolibéralisme appliquera ses sales recettes qui ont déjà plongé tant de peuples dans la misère.

Mais un bon dirigeant, ça n'arrive jamais dans les valises des envahisseurs et à coups de bombes. Ce que les Etats-Unis ont amené en Irak, c'est un Al-Maliki et un groupe de corrompus qui vendent leur pays aux multinationales. En Irak, on n'a toujours pas la démocratie, mais en outre, on a perdu le pétrole, l'électricité, l'eau, les écoles et tout ce qui permet une vie un peu digne. Ce que les Etats-Unis ont amené en Afghanistan, c'est un Karzaï qui ne règne sur rien sauf un quartier de Kaboul, pendant que les bombes US frappent des villageois, des fêtes de mariage, des écoles et que le commerce de la drogue ne s'est jamais aussi bien porté.

Les dirigeants qui seraient imposés à la Libye par les bombes occidentales seraient pires que Kadhafi. Donc, il faut soutenir le gouvernement légal libyen lorsqu'il résiste à ce qui est une agression néocoloniale. Parce que toutes les solutions préparées par Washington et ses alliés sont mauvaises : que ce soit le renversement ou l'assassinat de Kadhafi,

que ce soit la scission du pays en deux ou que ce soit la « somalisation », c'est-à-dire une guerre civile de basse intensité et de longue durée. Toutes ces solutions apporteront des souffrances.

La seule solution dans l'intérêt des Libyens est la négociation, avec des médiateurs internationaux neutres. Un bon accord implique le respect de la souveraineté libyenne, le maintien de l'unité du pays, des réformes pour démocratiser et la nécessité de mettre fin aux discriminations régionales.

Faire respecter le droit, le contraire du « droit d'ingérence »

Ce débat politique délicat, il faut toujours essayer de le ramener aux principes de base de la vie internationale : souveraineté des Etats, coexistence pacifique entre systèmes différents, non-ingérence dans les affaires intérieures. Les puissances occidentales aiment se présenter comme celles qui cherchent à faire respecter le droit. Mais c'est complètement faux.

On nous dit que les Etats-Unis sont aujourd'hui beaucoup plus respectueux du droit international qu'au temps du cow-boy Bush, et qu'il y a eu cette fois une résolution de l'ONU. Ce n'est pas l'endroit pour discuter si l'ONU représente vraiment la volonté démocratique des peuples ou si les votes de nombreux Etats sont l'objet d'achats et de pressions. Mais on fera simplement remarquer que cette résolution 1973 viole le droit international et, tout d'abord, la Charte fondamentale de l'ONU elle-même.

En effet, son article 2 § 7 stipule : « *Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat.* » Réprimer une insurrection armée est de la compétence d'un Etat même si on peut en regretter les conséquences. De toute façon, si bombarder des rebelles armés est considéré comme un crime intolérable, alors il faut d'urgence juger Bush et Obama pour ce qu'ils ont fait en Irak et en Afghanistan.

De même, l'article 39 limite les cas où la contrainte militaire est autorisée : « *L'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression* » (contre un autre pays). La Libye ne correspond à aucun de ces trois cas, et cette guerre est donc, elle aussi, illégale. A remarquer, juste pour rire, que même le Traité de l'Otan précise dès son article 1 : « *Les parties s'engagent, ainsi qu'il est stipulé dans la Charte des Nations Unies, à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées.* »

On nous présente ce « droit d'ingérence humanitaire » comme une nouveauté et un grand progrès. En réalité, cela a été pratiqué pendant des siècles par les puissances coloniales contre les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Par les forts contre les faibles. Et c'est justement pour mettre fin à cette politique de la canonnière qu'ont été adoptées en 1945 de nouvelles règles du droit international. Ce principe de la souveraineté des

Etats constitue un progrès dans l'Histoire. Annuler cette conquête de 1945 et revenir au droit d'ingérence, c'est revenir aux temps des colonies.

Alors, pour nous faire quand même approuver une guerre très intéressée, on joue la corde sensible : le droit d'ingérence serait nécessaire pour sauver des populations en danger. De tels prétextes étaient aussi utilisés dans le temps par la France, la Grande-Bretagne ou la Belgique coloniales. Et toutes les guerres impériales des Etats-Unis se sont faites avec ce genre de justifications.

Avec les Etats-Unis et leurs alliés en gendarmes du monde, le droit d'ingérence appartiendra évidemment toujours aux forts contre les faibles, et jamais l'inverse. L'Iran a-t-il le droit d'ingérence pour sauver les Palestiniens ? Le Venezuela a-t-il le droit d'ingérence pour mettre fin au coup d'Etat sanglant du Honduras ? La Russie a-t-elle le droit d'ingérence pour protéger les Bahreïnis ?

En réalité, la guerre contre la Libye est un précédent qui ouvre la voie à l'intervention armée des Etats-Unis ou de leurs alliés dans n'importe quel pays arabe, africain ou latino-américain. Aujourd'hui, on va tuer des milliers de civils libyens « pour les protéger », et demain on ira tuer des civils syriens ou iraniens ou vénézuéliens ou érythréens « pour les protéger » pendant que les Palestiniens et toutes les autres victimes des « forts » continueront à subir dictatures et massacres....

Montrer que l'intervention occidentale viole le droit et nous ramène aux temps des colonies me semble un thème à placer au centre du débat.

Que faire ?

Les Etats-Unis ont baptisé « Aube de l'Odyssée » la guerre contre la Libye. Or, leurs noms de code contiennent toujours un message adressé à notre inconscient. L'Odyssée, grand classique de la littérature grecque antique, relate le voyage de vingt ans entrepris par Ulysse à travers l'univers. A demi-mots, on nous dit ici que la Libye est le premier acte du long voyage des Etats-Unis pour (re)conquérir l'Afrique.

Ils tentent ainsi d'enrayer leur déclin. Mais, au final, ce sera en vain, les Etats-Unis perdront inévitablement leur trône. Parce que ce déclin n'est pas dû au hasard ou à des circonstances particulières, il est dû à leur mode même de fonctionnement. Le célèbre théoricien libéral du capitalisme Adam Smith avait lancé cet avertissement solennel : « *L'économie de tout pays qui pratique l'esclavage des Noirs est en train d'amorcer une descente vers l'enfer qui sera rude le jour où les autres Nations vont se réveiller* ».

Mais en fait les Etats-Unis ont remplacé un esclavage par un autre. Au vingtième siècle, ils ont bâti leur prospérité sur la domination et le pillage de pays entiers, ils ont vécu comme des parasites et ils ont par là-même affaibli leurs capacités économiques internes. L'humanité a intérêt à ce que ce système prenne fin définitivement. Même la population des Etats-Unis y a intérêt. Pour qu'on cesse de fermer ses usines, de détruire ses emplois et de confisquer ses maisons afin de payer les bonus des banquiers et les dépenses de guerre. La population

européenne aussi a intérêt à une économie non plus au service des multinationales et de leurs guerres, mais au service des gens.

Nous sommes à un tournant, quelle « aube » allons-nous choisir ? Celle annoncée par les Etats-Unis, et qui nous mènera vers vingt ou trente années de guerres incessantes sur tous les continents ? Ou bien une aube véritable : un autre système de relations internationales, où personne n'imposera ses intérêts par la force et où chaque peuple choisira librement sa voie ?

Comme à chaque guerre des vingt dernières années, une grande confusion règne dans la gauche européenne. Les discours pseudo humanitaires relayés par les médias aveuglent parce qu'on oublie d'écouter l'autre version, d'étudier les guerres précédentes, de tester l'info.

Notre site Investig'Action – michelcollon.info s'efforce d'aider chacun à s'informer et à débattre. Mais nos moyens sont trop limités comparés aux grands médias. Nous lançons donc un appel à tous.

Rejoignez notre réseau de chercheurs bénévoles pour développer l'analyse des stratégies des Etats-Unis et des autres grandes puissances, l'analyse des relations économiques et politiques ainsi que des guerres en préparation.

Un monde sans guerre, ça dépend de chacun de nous.

Bruxelles, le 18 avril 2011

NOTES :

(1) Reuters, 22/3.
(2) Sunday Times, 16 septembre 2007.
(3) Washington Post, 17 septembre 2007.
(4) Collision Course, Praeger, 2005, p.xiii.
(5) Does America need a foreign policy ?, Simon and Schuster, 2001, p. 111.
(6) Le Grand Echiquier, Paris 1997, p. 59-61.
(7) Michel Collon, Attention, médias ! Bruxelles, 1992, p. 92.
(8) Michel Collon, Monopoly, - L'Otan à la conquête du monde, Bruxelles 2000, page 38.
(9) Michael Smith, La véritable information des mémos de Downing Street, Los Angeles Times, 23 juin 2005.
(10) McClatchy Newspapers (USA), 27 mars.
(11) Eva Golinger, Code Chavez, CIA contre Venezuela, Liège, 2006
(12) Marianna Lepore, The war in Libya and Italian interests, inaltreparole.net, 22 février.
(13) Ron Fraser, Libya accelerates German-Arabian peninsula alliance, Trumpet.com, 21 mars
(14) Michel Collon, Israël, parlons-en !, Bruxelles 2010, p. 172.
(15) New York Times Magazine, novembre 2006.
(16) Interview radio Democracy now, 10 février.
(17) J-P Pougalas, Les mensonges de la guerre contre la Libye, palestine-solidarite.org, 31 mars
(18) Michel Collon, Poker menteur, Bruxelles, 1998, p 160-168.
(19) Nato after enlargement, US Army War College, 1998, p. 97.
(20) Michel Collon, Monopoly – L'Otan à la conquête du monde, Bruxelles 2000, pp. 90 et 102).
(21) Assemblée commune Otan – Lloyd's à Londres, 1er octobre 2009.
(22) Nato Strategic Concept seminar, Washington, 23 février 2010.
(23) Interview radio Democracy Now, 2 mars 2007
(24) Kosovo, Otan et médias, débat entre Michel Collon, Jamie Shea (porte parole de l'Otan) et Olivier Corten (professeur de droit international), 23 juin 2000, DVD Investig'Action.

2. LES VA-T-EN GUERRE

Le « front des images » et les bombardements sur Benghazi

Cédric Rutter

Chaque soir, nous pouvons écouter dans nos journaux télévisés qu'avec Kadhafi, c'est également une guerre des communiqués. Ceci pour nous faire comprendre que le gouvernement libyen ment aux journalistes internationaux afin de manipuler l'opinion publique. Mais seul le dictateur serait-il un menteur ?

Par exemple, dimanche 20 mars, toute la presse étrangère a été emmenée, de son hôtel au cimetière, voir les funérailles des premières victimes tombées sous les bombardements de la coalition. Mais cela sentait la mise en scène. En arrivant, le convoi a été accueilli par une foule de « *sympathisants pro-Kadhafi* ». Malgré l'ambiance triste d'un cimetière, les Tripolitains ne pleuraient pas, mais montraient plus de portraits du dirigeant que ceux de victimes. Pas d'enterrements, mais des fosses vides prêtes à accueillir des cadavres qui n'arriveront jamais. Les journalistes ne se sont pas laissé avoir et ont su rester critiques. Bravo pour leur professionnalisme !

Mais sont-ils toujours aussi lucides ? Lors des guerres précédentes, plusieurs faits, d'abord considérés véridiques, se sont révélés plus tard être des mensonges destinés à tromper l'opinion et préparer les esprits à l'acceptation de la guerre. Les médias n'avaient pas mis en question les affirmations venues de l'extérieur et contribuaient alors à justifier ces guerres pour des raisons humanitaires ou de défense de la civilisation bienfaitrice.

Lors de la première guerre du Golfe, un mensonge parmi d'autres : l'affaire des couveuses. Une jeune fille koweïtienne avait pleuré devant les écrans en affirmant que les soldats de Saddam Hussein avaient sorti des bébés de couveuses pour les jeter au sol et les tuer. Cette affirmation avait été soutenue par un diplomate en allant jusqu'à dire qu'il avait lui-même enterré quatorze pauvres nouveaux-nés. Quelle horreur ! L'information a fait le tour du monde. L'attaque pouvait être lancée.

L'ONU affirma bien plus tard, après enquête, que ceci n'avait jamais existé. La jeune fille était la fille de ce même diplomate, ambassadeur du Koweït, et avait joué la comédie avec son père dans le rôle du fossoyeur.

Avec la seconde guerre « pour la démocratie » en Irak, on nous a fait le coup des fameuses armes de destructions massives (ADM). L'Irak était un danger. Il fallait désarmer Saddam et libérer son peuple. Tony Blair a récemment reconnu que ces ADM n'avaient jamais existé.

Avec cette nouvelle guerre de l'Occident contre la Libye, il est difficile de prouver au moment où nous écrivons, quels sont les médiamensonges utilisés pour convaincre le citoyen d'accepter cette attaque. Mais des questions se posent déjà. Par exemple, y a t-il vraiment eu des bombardements intensifs sur Benghazi ? Du moins, les a-t-on vus ?

Claire Chazal, elle, semblerait les avoir vus et nous les présente dans son édition du 18 mars, deux jours après la résolution de l'ONU. Elle commence son JT en annonçant « *des bombardements intensifs ont provoqué un premier exode* ». Sans utiliser le mode conditionnel et en sous-entendant que d'autres exodes auront lieu. Elle continue avec un logique « *Le cessez le feu n'est donc apparemment pas observé et les Occidentaux préparent leur intervention* ».

Tout de suite, les preuves en images. Sur place, l'envoyé spécial répète d'entrée l'expression « *violation du cessez-le-feu* » tandis que nous voyons un avion de chasse tomber. Il ajoute : « *une petite victoire pour les opposants* » avec en fond sonore « *des tirs et des cris de joie* » joliment mixés par l'ingénieur du son à Paris. A l'écran, une dizaine de civils. Pourtant, « *la bataille fait rage, les forces de Kadhafi sont entrées dans Benghazi* », tout cela encore « *selon les insurgés* ».

Tout va très vite sur *TF1* car ensuite, nous nous retrouvons à Tripoli où, selon le journaliste, le porte-parole du régime « *nie toujours avoir violé le cessez-le-feu demandé par les Nations unies* ». Le

ministre des Affaires étrangères demande de faire venir des observateurs internationaux pour qu'ils le constatent par eux-mêmes. Mais on ne la fait pas à ce reporter de guerre : il prouve le contraire avec les images amateurs d'un téléphone portable. Selon lui, on peut y voir des bombardements. Mais regardez plusieurs fois la scène et vous ne verrez qu'une fumée blanche qui ressemble plus à celle d'un fumigène de stade de football qu'à celle d'un missile de forte puissance.

Avec ces quelques secondes d'images de source inconnue, il prétend donc que le ministre ment. Toujours pas de bombardements intensifs sur les images, mais il en arrive à la même conclusion que Claire Chazal : « *Le régime de Tripoli est plus que jamais sous la menace de frappes aériennes.* » Pas besoin d'observateurs donc, on peut balancer des missiles pour sauver le peuple libyen.

Alors, si le téléspectateur n'est pas encore convaincu au bout de ces deux petites minutes, on en remet une couche avec un autre envoyé spécial. Mais, comme il n'a pas de caméra, on nous ressert les images déjà vues au début du JT. Encore cet avion qui tombe et laisse une fumée noire se dégager. Ce Mig tombe trois fois en moins d'une minute. Cette fumée, vue sous différents angles de la ville, donne l'impression, en effet, qu'il y a de nombreux foyers d'incendie dans Benghazi. Le reporter de choc dit timidement qu'il y a des « *échos de bombes* », qu'on lui a parlé de snipers, mais... « *impossible à vérifier.* »

Pas une image, malgré le matériel que peut se procurer la chaîne française comme ces appareils photos connectés en permanence avec les rédactions pour envoyer les images instantanément. Non, à la place, on nous montre une photo floue de... toujours cet avion qui est tombé. Cela fait cinq fois maintenant. Mais en fait y aurait-il eu quelque chose à photographier ?

Cela fait deux semaines qu'il y aurait des « *bombardements intensifs* » et Benghazi a l'air intact. L'image la plus violente vient d'être redistillée plusieurs fois et est parue dans tous les quotidiens comme preuve du mensonge de Kadhafi sur le cessez-le-feu et justification de l'attaque qui viendra 24 heures après.

Il est difficile d'affirmer qu'aucun bombardement n'aurait eu lieu puisque tous les médias le répètent. Alors, nous n'allons pas mettre en doute le professionnalisme de ces journalistes qui ne se laissent pas facilement berner. Quoique...

La Russie qui a des satellites d'observations plus puissants qu'un *iPhone* affirme qu'ils n'ont pas vu d'attaques massives comme le prétend la coalition. *TF1* ne semble pas en avoir entendu parler.

Par contre, Claire Chazal a raison quand elle énonce : « *Le combat se livre aussi sur le front des images* » !

La gauche face à l'impérialisme humanitaire

Jean Bricmont interviewé par Grégoire Lalieu

Jean Bricmont est professeur de physique à l'université catholique de Louvain et membre de l'Académie royale de Belgique. Il est notamment l'auteur de Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?, *éditions Aden, 2005.*

En quoi consiste l'impérialisme humanitaire ?

J'utilise ce terme pour désigner l'idéologie du droit ou du devoir d'ingérence, qui vise à légitimer les interventions militaires contre des pays souverains au nom de la démocratie et des droits de l'Homme. La motivation est toujours la même : une population est victime d'un dictateur, donc il faut agir. On nous sort alors les références à la Deuxième Guerre mondiale, à la guerre d'Espagne et j'en passe. Le but étant de faire accepter l'intervention. Cela s'est passé ainsi pour le Kosovo, l'Irak ou l'Afghanistan.

Et aujourd'hui, c'est au tour de la Libye ?

Il y a une différence car une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies l'autorise. Mais cette résolution a été votée à l'encontre des principes mêmes de la Charte des Nations Unies. En effet, je ne vois aucune menace extérieure dans le conflit libyen. On a évoqué la notion de la « responsabilité de protéger » les populations, mais en brûlant un peu les étapes.

De plus, il n'y a pas de preuves que Kadhafi massacre la population dans le simple but de la massacrer. C'est un peu plus compliqué que cela : il s'agit plutôt d'une insurrection armée et je ne connais pas de gouvernement qui ne réprimerait pas ce type d'insurrection. Evidemment, il y a des dommages collatéraux et des morts parmi les civils. Mais si les Etats-Unis savent comment éviter de tels dommages, qu'ils aillent l'expliquer aux Israéliens et qu'ils l'appliquent eux-mêmes en Irak et en Afghanistan ! Et les bombardements de la coalition vont aussi provoquer des pertes civiles.

Je pense donc que d'un point de vue strictement légal, la résolution du Conseil de Sécurité est discutable. En fait, elle est le résultat d'années de lobbying pour faire reconnaître le droit d'ingérence qui se trouve ici légitimé.

Pourtant, même à gauche, beaucoup pensent qu'il fallait intervenir en Libye pour arrêter le massacre. Une erreur de jugement selon vous ?

Oui, et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cette campagne établit le règne de l'arbitraire. En effet, le conflit libyen n'a rien d'exceptionnel. Il y en a beaucoup d'autres dans le monde, que ce soit à Gaza, à Bahreïn, en Syrie, ou, il y a quelques années, au Congo. Dans ce dernier cas, nous étions dans le cadre d'une agression extérieure de la part du Rwanda et de l'Ouganda. L'application du droit international aurait permis de sauver des millions de vie, mais on ne l'a pas fait.

Ensuite, si on applique les principes de l'ingérence qui sous-tendent l'attaque contre la Libye, cela veut dire que tout le monde peut intervenir partout. Imaginons que les Russes interviennent à Bahreïn ou les Chinois au Yémen : ce serait la guerre généralisée et permanente. La principale caractéristique du droit d'ingérence est qu'il entend remplacer le droit international classique. Et si on devait modifier ce droit international par de nouvelles règles légitimant le droit d'ingérence, cela déboucherait sur la guerre de tous contre tous, ou sur la domination du monde par un seul pays (aidé éventuellement par certains de ses alliés), ce qui est l'objectif illusoire des Etats-Unis. C'est un argument auquel les partisans du droit d'ingérence ne répondent jamais.

Enfin, ces ingérences renforcent ce que j'appelle l' « effet barricade » : tous les pays qui sont dans la ligne de mire des Etats-Unis vont se sentir menacés et vont chercher à renforcer leur armement. On a vu ce qui s'est passé avec Saddam Hussein. Kadhafi avait d'ailleurs déclaré à la Ligue arabe lorsque celui-ci a été exécuté : « *On vient de pendre un membre de cette ligue et vous n'avez rien dit. Mais ça peut vous arriver aussi car, si vous êtes tous des alliés des Etats-Unis, Saddam l'était aussi autrefois.* » Aujourd'hui, la même chose se reproduit avec Kadhafi et la menace qui pèse sur de nombreux Etats risque de relancer la course à l'armement. La Russie, qui n'est pourtant pas un pays désarmé, a déjà annoncé qu'elle allait renforcer ses troupes.

Mais ça peut même aller plus loin : si la Libye avait l'arme nucléaire, elle n'aurait jamais été attaquée. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on laisse la Corée du Nord. La gauche qui soutient l'intervention en Libye devrait donc bien se rendre compte que la conséquence de l'ingérence humanitaire est de relancer la course à l'armement et de créer des logiques de guerre à long terme.

Cette intervention militaire contre Kadhafi ne serait-elle pas pourtant un moindre mal ?

Non. Il faut réfléchir aux conséquences. Maintenant que les forces occidentales sont engagées, il est évident qu'elles tenteront d'aller jusqu'au bout : renverser Kadhafi et installer les rebelles au pouvoir. Que va-t-il se passer alors ? La Libye semble divisée. S'il y a une résistance à Tripoli, l'Occident va-t-il occuper le pays et s'embarquer dans une guerre sans fin comme en Irak ou en Afghanistan ?

Imaginons que tout se passe « bien » : les coalisés se débarrassent de Kadhafi, les rebelles prennent le pouvoir et le peuple libyen est uni. Tout le monde est content, et après ? Je ne pense pas que l'Occident va dire : « *Voilà, on a fait ça parce qu'on est gentil et qu'on aime bien les droits de l'Homme. Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez.* » Que se passera-t-il si le nouveau gouvernement libyen apparaît trop musulman ou s'il ne limite pas correctement les flux migratoires ? Vous croyez qu'on va les laisser faire ? Il est évident qu'après cette intervention, le nouveau gouvernement libyen sera prisonnier des intérêts occidentaux.

Si l'intervention militaire n'est pas la solution, que faire ?

Déjà, il aurait fallu essayer honnêtement toutes les solutions pacifiques. Ça n'aurait peut-être pas fonctionné mais ici, il y a eu une volonté manifeste de l'Otan de rejeter ces solutions. C'est d'ailleurs une constante dans les guerres humanitaires. Pour le Kosovo, il y avait des propositions serbes très détaillées pour aboutir à une solution pacifique, mais elles ont été refusées. L'Occident a même imposé des conditions qui rendaient toute négociation impossible comme l'occupation de la Serbie par les troupes de l'Otan. En Afghanistan, les talibans ont proposé de faire juger Ben Laden par un tribunal international si on leur fournissait les preuves de son implication dans l'attentat du World Trade Center. Les USA ont refusé et bombardé. En Irak, Saddam avait accepté le retour des inspecteurs de l'ONU ainsi que de nombreuses conditions extrêmement contraignantes. Mais ce n'était jamais assez.

En Libye, de même, Kadhafi a accepté un cessez-le-feu et proposé qu'on envoie des observateurs internationaux. Ceux-ci n'ont pas été envoyés et on a dit que Kadhafi ne respectait pas le cessez-le-feu. L'Occident a aussi rejeté la proposition de médiation de Chavez, pourtant suivie par de nombreux pays latino-américains ainsi que l'Organisation de l'Unité Africaine.

A ce sujet, je suis furieux quand j'entends en Europe des gens de gauche dénoncer l' « horrible » Alliance

bolivarienne des dirigeants sud-américains de gauche qui soutient le dictateur Kadhafi. Ces gens n'ont rien compris ! Ces hommes d'Etat sont des personnes au pouvoir avec d'importantes responsabilités. Ce ne sont pas des petits gauchistes qui bavardent dans leur coin. Et le grand problème de ces dirigeants, c'est l'ingérence des Etats-Unis : moins les USA pourront faire ce qu'ils veulent partout dans le monde, mieux ça vaudra pour ces pays, qui tentent de s'émanciper de leur tutelle, et pour le monde entier.

Le prétexte de l'ingérence humanitaire, ça peut fonctionner ?

Les gens ne devraient pas être dupes sur ce qui se passe. L'Occident, qui pensait pouvoir contrôler le monde arabe avec des marionnettes comme Ben Ali et Moubarak, se dirait-elle soudainement : « On a eu tout faux, maintenant on va soutenir la démocratie en Tunisie, en Egypte et en Libye » ? C'est d'autant plus absurde qu'une des grandes revendications des révolutions arabes est le droit à la souveraineté. Autrement dit, pas d'ingérence !

L'Occident doit se résigner : le monde arabe, tout comme l'Afrique et les Caraïbes, ne lui appartient pas. En fait, les régions où l'Occident s'ingère le plus sont les moins développées. Si on respecte leur souveraineté, ces régions pourront se développer, tout comme l'Asie le fait et comme l'Amérique latine le fera. La politique d'ingérence est un échec pour tout le monde.

Quelle alternative alors ?

Tout d'abord, il faut savoir que la politique d'ingérence nécessite un budget militaire important. Sans le soutien des Etats-Unis et leur budget militaire délirant, la France et la Grande-Bretagne ne se seraient pas engagées. La Belgique encore moins. Mais tous ces moyens mis à disposition ne tombent pas du ciel. Ce budget est basé sur des emprunts à la Chine qui entraînent des déficits US et toutes sortes de problèmes économiques. On y pense rarement.

De plus, on nous répète tout le temps qu'il n'y a pas d'argent pour l'éducation, la recherche, les pensions, etc. Et subitement, une grosse somme tombe du ciel pour faire la guerre en Libye. Un montant illimitée, car on ne sait pas combien de temps cette guerre va durer ! On dépense par ailleurs déjà de l'argent en pure perte en Afghanistan, puisque, après dix ans de guerre, on va devoir se résoudre à quitter ce pays sans qu'aucun problème ne soit résolu.

Il faut donc avoir une autre vision politique. La Suisse est, selon moi, un bon exemple. Ce pays consacre son budget militaire uniquement à la protection de son territoire. Il a une politique de non-intervention cohérente carson armée ne peut pas - par principe - quitter le territoire.

Remarquons au passage que prendre la politique extérieure de la Suisse comme exemple n'a rien de radical, alors que les positions que je défends sont souvent considérées à gauche comme étant une forme de « soutien aux dictateurs ». Ces attaques contre les idées que je développe sont absurdes.

Comment analysez-vous les positions de la gauche française sur cette guerre ?

Le député européen Mélenchon (sans doute l'homme politique le plus important à gauche du PS) appuie la guerre et refuse même d'utiliser ce terme, parce que la guerre est autorisée par l'ONU[1]. Si on adopte ce point de vue, il faudrait cesser de parler de « guerre de Corée », ou de « première guerre du Golfe » puisque celles-ci étaient aussi autorisées par l'ONU. Si Mélenchon s'appuie sur la résolution 1973, quelle interprétation en donne-t-il : celle des Russes, celle de la Ligue Arabe ? Et que répond-il à ceux qui estiment qu'elle est déjà violée par les pays agresseurs ? Ou à ceux, comme le juriste italien Danilo Zolo, qui soulignent que cette résolution viole la Charte même de l'ONU[2] ?

De plus, la résolution de l'ONU permet peut-être à la France d'intervenir, mais elle ne l'y oblige nullement. L'intervention reste un choix politique purement français (même si le gros de l'effort de guerre est en fait porté par les Etats-Unis).

Mélenchon pense aussi que cela permettra de sauver les révolutions arabes, menacées par la répression de Kadhafi. Se rend-il compte que ce soutien aux révolutions arabes se fait en compagnie de Sarkozy et des émirats qui, soit ne savent pas ce qu'ils font, soit se sont soudain convertis à la révolution ? Mélenchon penșe que cette intervention est dans l'intérêt de la France, à savoir « *être liée avec le monde maghrébin. Il n'y a pas de futur*

possible pour la France si elle est opposée au sentiment majoritaire des populations au Maghreb, c'est-à-dire pour la liberté et contre les tyrans. » Bien, mais Monsieur Mélenchon vit dans un pays où le simple fait de prôner un boycott pacifique à l'encontre d'Israël peut vous mener devant les tribunaux. Qui peut croire une seconde que l'attitude actuelle de soutien aux rebelles va être interprétée par les populations du Maghreb comme un soutien à la liberté ? Et au contraire comme une volonté de contrôler un état pétrolier, ou de reprendre pied militairement et politiquement face aux révoltes arabes et les orienter autant que possible en fonction des intérêts occidentaux ?

Mais le PCF exprime son « opposition totale » à toute intervention militaire[3]*...*

Notons d'abord que Mélenchon déclare : « *J'ai voté la résolution du Parlement européen en accord avec la direction du PCF et de la Gauche unitaire, en accord avec mon collègue eurodéputé communiste Patrick Le Hyaric* ». Ce qui laisse perplexe concernant l'opposition « totale » du PCF à toute intervention militaire. Où est passée la discipline du Parti et, si Mélenchon ment, pourquoi ne le dénonce-t-on pas ?

De plus, Mélenchon est devenu, avec l'appui de la direction du parti, le candidat du PCF aux élections présidentielles de 2012, ce qui signifie que les communistes n'attachent pas une importance excessive à leur désaccord avec Mélenchon à propos

de l'attaque contre un pays souverain qui ne menace en rien la France.

Certes, la déclaration de Roland Muzeau[4] est courageuse et on peut l'approuver. Mais les arguments avancés dans d'autres déclarations laissent perplexes : lorsque le PCF exprime son opposition totale à la guerre, il déclare que « *des responsables de l'insurrection populaire ont plusieurs fois exprimé leur refus d'une telle intervention.* » C'est le plus mauvais argument possible, vu que ces responsables ont changé d'avis et que leur avis change évidemment selon le rapport de force.

La question à poser mais qui ne l'est pas, vu « l'urgence », est de savoir si c'est le rôle des troupes françaises d'intervenir partout où on le leur demande ! A Gaza, du côté palestinien, par exemple, si la demande était formulée ?

Dans un autre communiqué, le PCF réitère « *son plein soutien aux forces qui agissent pour la démocratie en Libye, avec le Conseil National de Transition* »[5]. En réalité, personne ne sait vraiment si les rebelles agissent pour la démocratie (au sens où nous l'entendons) et les documents de Wikileaks, ainsi que l'enquête menée par le Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme jettent un sérieux doute sur cette question[6].

Mais il est incohérent d'accorder son « plein soutien » à des forces politiques et de refuser en même temps leur principale exigence, à savoir des bombardements sur les troupes qui leur sont op-

posées. Les rebelles n'ont évidemment pas besoin de grandes déclarations de solidarité faites à Paris, mais d'armes, d'avions, etc. Notons au passage que cela vaut également pour les combattants afghans, palestiniens, bahreïnis etc. Personne n'a besoin d'une « solidarité » purement verbale et n'impliquant aucune action politique concrète.

Il y a eu aussi l'Appel du Collectif de solidarité avec le peuple libyen, signé, entre autres, par ATTAC, la LDH, le NPA, le PCF, le PG et le PIR[7].

C'est le sommet dans ce genre de déclaration de « solidarité » puisqu'il dénonce « la complicité des gouvernements occidentaux » au moment (19 mars) où ceux-ci sont déjà en train de bombarder la Libye (probablement en violation de la lettre de la résolution), et qu'il exige la « *reconnaissance du Conseil National de Transition intérimaire, seul représentant légitime du peuple libyen* » ainsi qu'une « justice exemplaire contre les crimes de Kadhafi ». Et comment va-t-on accomplir toutes ces belles choses sans une guerre totale ?

On retrouve le même raisonnement dans les groupes issus du trotskisme. Le NPA « *réaffirme son soutien aux insurgés libyens contre la dictature* »[8], tout en s'opposant à l'intervention occidentale. Mais il n'explique pas ce que signifie son soutien s'il refuse à cette insurrection ce qu'elle souhaite le plus (une intervention armée). La LCR belge parle carrément de « faillite du chavisme »[9], à cause des propositions de solution négociée avan-

cées par l'Alliance bolivarienne. Notons au passage que l'opposition à cette guerre ne vient pas seulement de Chavez, mais de 42 partis de gauche en Amérique Latine[10].

Il y a quelques années, vous dénonciez les positions « ni, ni » de la gauche européenne...

Oui, ce genre de discours qu'on retrouve dans toutes les guerres : « Ni OTAN, ni Milosevic », « Ni Bush, ni Saddam », « Ni Hamas, ni Netanyahou »[11]. D'une part, on accepte tous les arguments de la propagande de guerre sur les crimes de l'ennemi, aujourd'hui de Kadhafi, mais hier de Milosevic ou de Saddam, sans jamais s'intéresser à des sources d'informations alternatives[12], et on affirme son soutien total à la cause au nom de laquelle la guerre est menée : les Albano-Kosovars, les Kurdes, les femmes afghanes, ou l'opposition libyenne. Ensuite, on refuse l'intervention militaire « impérialiste », qui est justement ce que réclament ceux que l'on « soutient », sans proposer d'alternative autre que verbale. On parle d'armer les rebelles (qui le sont déjà), ce qui est une forme d'ingérence (et que fait-on si cet armement ne suffit pas ?). On lance des paroles en l'air sur les brigades internationales (qui va les organiser ?).

Il est évident que ce type d'argumentation « contre » les guerres ne convainc presque personne et ouvre un boulevard aux contre-arguments de la gauche interventionniste ; il y a d'ailleurs fort à parier que la France sera le pays où les ma-

nifestations contre la guerre seront les plus faibles. C'est systématiquement le cas sur les questions de guerre et de paix depuis la crise des missiles dans les années 80.

Le problème de fond ?

C'est qu'il n'y a aucune réflexion alternative à la doctrine de l'ingérence humanitaire. Aucune réflexion sur le militarisme et sur ce que serait une politique de paix et de désarmement. Aucune réflexion sur le monde multipolaire qui se met en place et ce que signifierait un véritable internationalisme à l'intérieur de cette multipolarité. Et aucune réflexion sur les effets désastreux des politiques impériales américaines. A chaque crise, on réagit dans l'urgence, « pour sauver les civils », en disant qu'on réfléchira après. Mais comme la réflexion ne vient jamais, on reste éternellement « dans l'urgence », c'est-à-dire à la traîne du discours dominant.

Tout le monde, surtout à gauche, adore se moquer de BHL, mais en réalité la victoire de la contre-révolution dans la pensée française accomplie par les nouveaux philosophes dans les années 70 - 80 a été totale. A partir de cette époque, la pensée politique a été remplacée par une sorte de religion de la culpabilité. La France et les Français sont éternellement coupables. En mode majeur, du régime de Vichy et des déportations. En mode mineur, du colonialisme et de la guerre d'Algérie ; les nombreux « ex » : communistes, maos, etc. se sentent, eux, « coupables » des crimes de Staline, Mao ou Pol Pot.

Ce climat engendre, sur le plan intérieur, une extraordinaire volonté de contrôle de toute pensée ou parole hétérodoxe, qui soi-disant nous ramènerait « aux heures les plus sombres de notre histoire », pour utiliser la formule consacrée. Ceci empêche toute pensée indépendante du discours dominant, en tout cas sur des sujets comme la souveraineté nationale. Sur le plan extérieur, le discours de la culpabilité implique que la France a l'obligation de « venir au secours des victimes », par analogie, avec les juifs victimes des nazis ou encore des républicains espagnols contre Franco. Face à cette pensée quasi religieuse, aucune réflexion sur le droit, le militarisme ou l'impérialisme n'est possible.

Le plus comique, si on peut dire, c'est que la gauche n'a à la bouche que des mots comme « antiracisme » et « multiculturalisme », ce qui l'amène à vénérer les cultures de l' « Autre », mais elle est incapable de comprendre le discours politique des « autres » réellement existants, quand ceux-ci sont Russes, Chinois, Indiens, Latino-américains ou Africains.

Comment voyez-vous l'avenir du conflit ?

Il est difficile de prédire l'avenir des guerres. Je me suis déjà trompé, parce que je pensais que le régime libyen allait s'effondrer en quelques jours (probablement que les dirigeants des pays agresseurs le pensaient aussi). Je ne vois cependant pas comment l'OTAN pourrait abandonner ce conflit, à moins de se discréditer totalement. Néanmoins, il y a différents mouvements aux Etats-Unis, venant

de l'aile isolationniste des Républicains mais aussi de démocrates comme Dennis Kucinich et des mouvements populaires, qui demande que l'on transfère l'argent du militaire vers le civil pour faire face à la grave crise économique qui affecte le pays. Si la guerre continue, elle deviendra de plus en plus difficile à justifier pour Obama. Et, si les Etats-Unis abandonnent la partie, les Européens ne pourront pas continuer seuls. Mais il n'y a pas de tels mouvements anti-guerre en France, et, s'ils existaient, cette alliance « objective » entre une certaine droite et une certaine gauche serait sans doute rapidement dénoncée comme « rouge-brune », alors que, aux Etats-Unis, cette droite n'est pas brune et cette gauche n'est pas particulièrement rouge. Par contre, l'alliance objective entre la gauche interventionniste (écologistes en tête) et la droite néo-conservatrice pour perpétuer indéfiniment le militarisme occidental et les guerres ne pose aucun problème.

Il est étrange de devoir constater que l'impérialisme américain va sans doute arriver en bout de course pour des raisons purement économiques, pendant que la grosse majorité de la gauche européenne en vante les mérites humanitaires.

NOTES :
[1] www.liberation.fr/politiques...
[2] www.legrandsoir.info/Une-imposture-criminelle
[3] www.pcf.fr/8198
[4] www.pcf.fr/8426
[5] www.pcf.fr/8349
[6]http://213.251.145.96/
cable/2008/02/08TRIPOLI120.html
et CIRET-AVT_mai2011.pdf.
[7] solidmar.blogspot.com/2011/0...
[8] www.npa2009.org/npa-soutien-au-peuple-libyen-contre-la-dictature
[9] www.lcr-lagauche.be/cm/lamerique-latine-et-la-revolution-arabe-faillite-du-chavisme
[10] www.ciudadccs.info/?p=155276
[11] www.monde-diplomatique.fr/2006/08/BRICMONT/13824
[12] http://www.countercurrents.org/mountain220311

Trois critères pour une « guerre juste »

Simon de Beer

Contrairement à ce que les médias ont souvent dit, la guerre contre la Libye n'est ni légale, ni morale. Nous verrons que, dès le début, elle n'a pas respecté le cadre d'intervention fixé par l'ONU et n'a pas répondu à différentes conditions unanimement requises pour parler de « guerre juste ».

Une guerre légale ?

Les médias ont beaucoup répété que la guerre contre la Libye avait été autorisée par l'ONU. Dès le 18 mars 2011, *Le Monde* a écrit que les Nations Unies avaient donné leur « *feu vert* » pour « *des frappes en Libye* »[1]. Le lendemain, *Libération* et *Le Figaro* se sont réjouis du vote de la résolution 1973 qui autorisait implicitement une entrée en guerre de la France.

Bien qu'un recours à la force ait effectivement été autorisé par le Conseil de Sécurité de l'ONU, il convient de lire attentivement la résolution 1973 pour mesurer les conditions de ce recours. Le texte prévoyait un usage de la force dans deux cas précis.

Tout d'abord, « *pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne* », ensuite « *pour faire respecter l'interdiction de vol imposée* » dans la même région. Toute intervention ne respectant pas ces deux objectifs enfreint donc le droit international.

Or, *Libération* a parlé dès le début de « *coalition contre Kadhafi* » (19 mars). Le 22 mars, *Le Monde* écrivait que « *derrière la "protection des civils"* » se cachait en fait « *l'objectif inavoué d'un changement de régime* ». Dans les deux cas, le non-respect des conditions légales d'intervention ne semblait pas poser de problème. Par ailleurs, il va de soi que si le but des bombardements avait réellement été de protéger les civils, la guerre aurait dû s'arrêter dès que l'offensive avait été, comme l'a assuré *Le Figaro*, « *stoppée* » par les bombes occidentales. Mais, pour le journal, le sauvetage de la population ne suffisait pas. En effet, il fallait parvenir à « *désorganiser les forces qui soutenaient Kadhafi et à déclencher un mouvement de désertion amenant à l'effondrement du régime* » (21 mars). L'objectif des bombardements était donc clair dès le début pour la grande presse : plutôt que de protéger des civils, il s'agissait d'en finir avec le régime de Kadhafi.

Cet objectif était également celui de nos politiciens. À peine les bombardements commencés, le premier ministre belge Yves Leterme a affirmé que le but de la communauté internationale était de « *déloger* » Kadhafi[2]. Par la suite, Obama, Sarkozy et Cameron ont déclaré ensemble que « *Kadhafi devait partir, définitivement.* »[3] Quant au premier

ministre français Alain Juppé, tout en reconnaissant que « *les résolutions de l'ONU ne demandaient pas le départ de Mouammar Kadhafi* », il a ajouté : « *Nous, nous le demandons.* »[4]

Nous pouvons donc conclure que la guerre contre la Libye est illégale, puisqu'elle sort du cadre fixé par la résolution de l'ONU. Médias et politiciens occidentaux, contrairement à ce qu'ils affirment en permanence, ne respectent pas le droit. Ils objecteront sans doute que c'est parce que l'« intervention » se justifie d'un point de vue moral. Pour répondre à cet argument, nous prendrons trois des conditions unanimement exigées pour parler de « guerre juste », et montrerons qu'aucune n'a été respectée.

Une guerre morale ?

La présence d'une grave crise humanitaire est la condition fondamentale pour parler de « *guerre juste* ». Bien que l'on sache aujourd'hui que les crimes de Kadhafi ont été très largement exagérés par les médias, nous ferons comme si tout ce qui a été dit était vrai. Nous montrerons que, même dans ces conditions, la guerre occidentale était illégitime[5].

1. Épuisement des ressources pacifiques

Quelle que soit la portée des crimes de Kadhafi, il convenait, pour parler de « *guerre juste* », d'essayer de résoudre le conflit de façon pacifique avant de recourir à la force. Dans le cas de la Libye, où s'affrontent deux groupes armés, cela aurait consisté en une offre de médiation.

Or, ni l'Europe ni les États-Unis n'ont fait une telle offre. Ils se sont bornés à poser des ultimatums unilatéraux à Kadhafi. Le Venezuela, en revanche, a proposé une « *mission de médiation internationale formée de représentants de pays d'Amérique latine, d'Europe et du Moyen-Orient pour tenter de négocier une issue entre le pouvoir libyen et les forces rebelles*[6]. » Selon *Al Jazeera*, chaîne soutenant plutôt les rebelles, cette offre avait été acceptée par le gouvernement libyen et refusée par l'opposition, la France et les Etats-Unis[7].

Toute sortie de crise pacifique n'était donc peut-être pas compromise. Pourquoi, dès lors, l'Occident ne s'est-il pas engagé sur cette voie, si son but était de « *protéger les populations et les zones civiles* », comme le prévoit la résolution de l'ONU ? Encore une fois, il semble que ce soit avant tout un changement de régime qui a motivé nos dirigeants à passer à l'action. Bombarder la Libye leur a paru plus important que de mettre fin aux massacres.

2. Des chances de succès

Une autre condition, pour parler de « *guerre juste* », est de s'être assuré que la situation après la guerre sera meilleure que celle avant. Bien qu'on ne puisse jamais être certain des résultats d'une intervention militaire, il convient d'évaluer les risques occasionnés par celle-ci et les chances de succès. Or, que nous enseignent les exemples d'interventions occidentales dans le monde ? Depuis 1945, aucune d'entre elles ne s'est soldée par des résultats positifs. Nous ne parlerons pas ici, pour prendre un exemple ré-

cent, de la guerre en Afghanistan, ni de celle en Irak, mais de celle du Kosovo qui, sur bien des points, ressemble au cas libyen.

En 1999, prétextant un génocide, l'OTAN s'est lancée dans une campagne de bombardements de 78 jours contre la Serbie. Ce pays avait eu le malheur de riposter aux attaques armées d'une guérilla albanaise indépendantiste. Cette guérilla était alors présentée dans nos médias comme une courageuse équipe de résistants mal préparés. Un rapport du Conseil de l'Europe, sorti en décembre 2010, a démontré qu'elle était en fait liée à la mafia et responsables de nombreux crimes contre l'humanité (enlèvements, assassinats, trafics d'organes)[8]. Tout cela était connu depuis longtemps mais a été délibérément caché au public occidental pour permettre l'entrée en guerre de l'OTAN.

Les conséquences des bombardements ? Avant ceux-ci, la situation au Kosovo avait été décrite par une mission de l'OSCE comme un échange de combats entre les forces de l'ordre yougoslaves et la guérilla albanaise dans les zones où celle-ci était présente[9]. Depuis 1998, ces combats avaient fait selon Amnesty plusieurs centaines de morts dans les deux camps et causé la fuite de milliers d'Albanais[10]. Le 15 mars 1999, le nombre total de réfugiés culminait à 311 000[11].

Les bombardements de l'OTAN ont alors commencé et fait empirer la situation : le nombre de réfugiés est grimpé en quelques jours à près d'un million[12] ; les combats au sol ont explosé faisant de

nombreuses victimes parmi les Serbes, les Albanais et les autres minorités ; 2.000 civils ont péri sous les bombes de l'Alliance[13]. Le nombre total de morts pendant les bombardements est évalué à 5.000, soit 64 par jour, contre 4 par jour avant les bombardements. Par ailleurs, une étude d'un groupe d'économistes a établi que la guerre avait fait chuter le PIB serbe de 40%, mis au chômage 250.000 travailleurs et réalisé quelque 26 milliards de dollars de destructions matérielles[14]. Toute l'infrastructure du pays a été ravagée et les bombes de l'OTAN ont pollué le sol pour des dizaines d'années, provoquant de nombreux cancers parmi la population.

La situation entre Serbes et Albanais s'est-elle améliorée après la guerre? Non. A peine la paix signée, les non-Albanais ont été victimes, selon l'ONU, d' « *un climat de violence et d'impunité, de discrimination généralisée, de harcèlements et de menaces* », qui poussa « *plusieurs centaines de milliers* » d'entre eux à fuir le Kosovo[15]. En quelques mois, des centaines de non-Albanais ont été tués alors que l'OTAN et de l'ONU étaient sur place[16]. Aujourd'hui, 220.000 Serbes vivent encore réfugiés dans le reste de la Serbie[17]. Et alors que l'entièreté du territoire est toujours quadrillée par des patrouilles internationales, Human Rights Watch a écrit en 2010 : « *La situation politique instable, les perpétuels incidents inter-ethniques* [275 en 2009] *[...] et les mauvaises conditions économiques* » ne permettent pas d'envisager leur retour[18]. On ne peut donc pas vraiment dire que le bombardement de la Serbie ait amélioré la situation sur place. Pourquoi avoir pensé que ce serait le cas en Libye ?

3. Des buts uniquement humanitaires

Une troisième condition, pour parler de guerre juste, est que l'intervention ne soit motivée que par des buts humanitaires. Il ne peut y avoir d'autres enjeux, notamment économiques. La Libye, comme on le sait, est un pays producteur de pétrole. Si elle n'est pas le plus important exportateur des pays arabes, ses réserves sont tout de même suffisamment grandes pour susciter des convoitises. Or, bien que ces dernières années – et notamment dans le contexte de l'après 11 septembre – le régime de Kadhafi se soit de plus en plus conformé aux volontés de l'Occident, il a toujours conservé une politique économique relativement indépendante par rapport aux autres pays du Maghreb. Péché mortel qui, déjà en 1986, lui avait valu d'être bombardé par les États-Unis.

La carte du Proche-Orient se redessinant, il n'est pas insensé d'imaginer que la Libye – avec ou sans son colonel – aurait pu revoir ses alliances et participer, avec ses voisins tunisien et égyptien, à une union économique locale et autonome. Un tel scénario, naturellement, aurait été un coup de plus porté à l'Occident. Aussi était-il sans doute plus prudent d'intervenir militairement pour s'assurer que, si Kadhafi tombait, son successeur serait redevable de sa prise de pouvoir aux « démocraties ». En outre, une telle intervention avait le mérite de redorer le blason de l'Europe et des États-Unis, ouvertement compromis par leur soutien aux dictatures arabes.

Conclusion

Les enjeux de cette guerre ne sont pas humanitaires. Elle a été entreprise sans tentatives préalables de résolution pacifique et sort clairement du cadre fixé par la résolution 1973 de l'ONU, qui était de protéger des civils. Comme on pouvait le prévoir dès le début, elle est un échec, aggrave la situation sur place et plonge le pays dans le chaos. Une telle guerre n'est ni légale ni morale.

Au début des bombardements, certains assuraient qu'il n'était pas possible d'attendre indéfiniment, que rien ne nous disait que, malgré les exemples du passé, l' « intervention » ne serait pas, cette fois, un succès et que, quand bien même il y aurait des enjeux cachés, elle permettrait de se débarrasser d'un dictateur et de mettre fin aux massacres. Ce type d'argument revient à chaque guerre. Il se fonde sur un chantage moral et n'est pas facile à contredire. Il faut cependant être conscient que, l'accepter c'est tomber dans le piège de nos dirigeants. C'est permettre que, à la première occasion, ils se servent du moindre drame (réel ou inventé) pour justifier des guerres qui ne sont pas humanitaires. C'est les inciter à mentir, comme ils le font depuis des années, pour maintenir un ordre économique mondial profondément injuste et inhumain. C'est pourquoi, pour mettre un terme, non pas à la brutalité d'un Kadhafi, mais à la nôtre, il faut refuser d'emblée de jouer le jeu de nos gouvernements, et s'opposer à la guerre contre la Libye.

NOTES :

(1) Le Monde, 19 mars, p. 11.
(2) Le Soir, 21 mars 2011.
(3) Le Monde, 14 avril 2011
(4) AFP, 16 juin 2011.
(5) Rue 89, 16 juin 2011.
(6) France 24, 3 mars 2011.
(7) Voir « Gaddafi accepts Chavez talks offer », 03 mars 2011; « Chavez Libya talks offer rejected », 04 mars.
(8) Marty D., *Traitement inhumain de personnes et trafic illicite d'organes humains au Kosovo, projet de rapport présenté au Conseil de l'Europe*, 12 décembre 2010.
(9) Mission d'observation de l'OSCE, *KOSOVO/KOSOVA As Seen, As Told*, 1999, p. 65.
(10) Amnesty International, Rapport 1999, pp. 383-386.
(11) HCR, Rapport 1999, p. 22.
(12) HCR, Rapport 2000, p. 17.
(13) Voir Amnesty International, Rapport annuel 2000 et Human Rights Watch, World Report 2000.
(14) Le G17 est un groupe d'économistes yougoslaves favorable à l'économie de marché. Etude citée dans Troude A., Géopolitique de la Serbie, Paris, Ellipses, 2006, p. 218.
(15) HCR, Rapport 2000, p. 18.
(16) Rapports de la Commission des droits de l'homme, du HCR et de l'OSCE, in «L'opinion ça se travaille ». Les médias & les guerres justes : Kosovo, Afghanistan, Irak, Marseille, Agone, 2006, pp. 71 et 110.
(17) HCR, Rapport global 2009, p. 292.
(18) Human Rights Watch, World Report 2010, p. 444.

3. PAS VU A LA TELE

Du 4 au 11 juillet 2011, Michel Collon et Simon de Beer se sont rendus avec une délégation belge en Libye. L'occasion pour notre équipe de voir la réalité sur place, à Tripoli et aux alentours. Nous avons discuté avec des victimes des bombardements. Nous avons pu écouter des gens très divers : ouvriers, étudiants, immigrés, journalistes, membres d'ONG... Nous avons ainsi réalisé plusieurs entretiens. qui contredisent tous les discours des médias occidentaux.

Les trois interviews regroupées dans cette partie ont été réalisées par Simon de Beer. Elles ont bénéficié de l'aide d'Ilse Grieten, Tony Busselen et Mohamed Hassan, que nous remercions ici.

1. Rencontre avec le porte-parole des tribus

2. Entretien avec des Africains noirs de Tripoli

3. Comment transformer un Libyen en mercenaire. *Un médiamensonge d'Al-Jazeera*

« Les tribus soutiennent Kadhafi »

Rencontre avec le porte-parole des tribus libyennes.

Environ 2000 représentants des tribus libyennes se sont rencontrés pour discuter de la guerre. À l'issue de leur conférence – qui a eu lieu le 6 mai à Tripoli – ils ont déclaré s'opposer fermement à l'action de l'OTAN et ont appelé à la réconciliation entre tous les Libyens. Nous avons rencontré leur porte-parole.

Tripoli, 7 juillet 2011

Quelle a été la réaction des tribus libyennes face à l'intervention de l'OTAN ?

Lors d'une première réunion, certains chefs ont décrété qu'ils s'opposaient à toute domination étrangère de notre pays. Comprenant le danger que représentait la guerre de l'OTAN, ils ont lancé un appel aux autres tribus du pays et organisé un grand rassemblement. Celui-ci a eu lieu le 6 mai.

Plus de 2000 tribus libyennes se sont rencontrées et ont discuté de la guerre. Elles ont analysé de façon très sérieuse la situation, région par région, village par village. Elles sont arrivées à la conclusion que

ce qui se passe en Libye est orchestré de l'extérieur. Elles ont ensuite voté une résolution condamnant l'intervention et lancé un appel contre la guerre dans lequel elles expliquaient leur vision des événements, leur position et les moyens d'en sortir.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le contenu de cette résolution ?
Les tribus se considèrent comme une grande famille et elles voient en la guerre un moyen de les diviser. Donc, la première décision a été de soutenir l'unité du pays et de combattre la division, dangereuse pour la Libye. Quelles que soient les contradictions internes à notre société, ce point est non négociable : nous ne voulons pas la division du pays. Deuxièmement : tout mettre en oeuvre pour protéger les Libyens. Troisièmement : protéger les ressources libyennes, que ce soit pour cette génération ou pour les générations futures. Enfin, nous avons lancé un appel à nos frères de l'est pour leur dire qu'il s'agissait de problèmes internes et qu'ils devaient être réglés entre nous, par le dialogue. Nous leur avons dit que, s'ils avaient la moindre demande politique ou sociale, nous en discuterions ; que si des actes criminels avaient été commis, de quelque côté que ce soit, nous ferions mener une enquête par une commission indépendante.

Qu'ont-ils répondu ?
Ils n'ont pas voulu négocier.

Avez-vous eu des contacts avec le gouvernement ?
Oui, notamment avec le Comité populaire général libyen de la Justice et avec le Comité populaire de la Justice et l'Égalité économique.

De quoi avez-vous parlé ?
En vue de faciliter la voie du dialogue, nous avons proposé de faire voter une loi d'amnistie générale pour tous ceux qui ont pris les armes. Nous avons également exigé que, en cas de négociations, tous les Libyens soient traités de façon égale. Nous avons insisté sur le fait que la Justice devait être indépendante et que, s'il y avait des criminels, ils devaient être jugés dans un cadre légal.

C'est-à-dire ?
C'est-à-dire qu'ils aient un droit à la défense, que la Cour soit neutre et que les procès soient ouverts aux médias et aux organisations civiles, afin que la Justice soit transparente.

Avez-vous obtenu des mesures concrètes de la part de Tripoli ?
Oui, la libération de 700 prisonniers.

Pensez-vous que les tribus puissent jouer un rôle important dans le déroulement du conflit ?
Regardons l'Histoire. Lorsque l'Italie a envahi la Libye en 1911, ses dirigeants pensaient occuper le pays très facilement. Le peuple libyen était peu nombreux et les Italiens estimaient qu'il n'avait

pas les moyens de se défendre. À ce moment-là, pour la première fois, les tribus se sont réunies et ont décrété de lutter ensemble contre la puissance coloniale. Cet événement constitue en quelque sorte la première instauration d'une république dans le monde arabe.

Après cela, il y a eu la lutte contre le fascisme, au cours de laquelle 250 000 de nos frères ont trouvé la mort. À cette époque, le pays était pauvre et sous-développé. Nous ne disposions que d'armes rudimentaires et manquions même de nourriture. Pourtant, les tribus ont choisi d'aller se battre. Des milliers de Libyens ont abandonné leur famille et traversé le désert à pied ou en chameau, jusqu'à la côte. Leur motivation n'était ni l'argent, ni le pouvoir, mais la défense de leurs droits et de leur liberté.

Aussi, comme vous le voyez, le rôle des tribus dans l'indépendance nationale ne date pas d'aujourd'hui. Et quand nous nous sommes aperçus que l'Histoire se répétait, nous avons pris la décision de défendre à nouveau notre souveraineté et notre existence.

En dehors du congrès du 6 mai, comment les tribus collaborent-elles ? Y a-t-il des rassemblements réguliers ?

Réunir les 2000 chefs tribaux n'est pas facile. C'est pourquoi cinq comités régionaux de quarante membres ont été créés. Ils représentent l'entièreté des chefs tribaux de chaque région et forment une sorte de parlement. Des élections ont été organi-

sées dans chaque comité et cinq présidents ont été choisis pour former un bureau politique, dont j'ai été nommé Président général.

Nous nous retrouvons régulièrement pour discuter de la situation. Notre but est avant tout d'expliquer à la communauté internationale et aux Libyens les dangers auxquels le pays fait face. Nous nous sommes également proposés comme intermédiaires entre les rebelles et le gouvernement, mais les rebelles ont refusé.

La Libye est une société tribale. Pouvez-vous nous expliquer ce que cela signifie concrètement ? Quel rôle les tribus jouent-elles dans la société ?
La société libyenne est divisée en tribus depuis des milliers d'années. Chaque tribu a un nom spécifique qui est lié à la zone géographique dont elle est issue. Elle a une composition et des coutumes qui lui sont propres. Ses membres se marient entre eux. À l'origine, les tribus vivaient selon un mode de vie essentiellement pastoral. Aujourd'hui, même si beaucoup de Libyens ont émigré en ville, l'appartenance à la tribu reste une chose importante d'un point de vue traditionnel. Ainsi, chaque Libyen accorde une attention particulière aux membres de sa tribu. Si l'un d'entre eux fait quelque chose de mal, il doit s'expliquer avec les autres, qui auront pour rôle le juger. En fait, la Libye n'a jamais vraiment eu de gouvernement centralisé. Les décisions importantes ont toujours été laissées aux anciens.

Tous les membres d'une tribu obéissent-ils aux décisions prises par les chefs ?
Oui, cela fait partie de nos traditions. La plupart des chefs sont âgés et respectés. Lorsqu'ils demandent à leurs fils de ne pas participer à la rébellion, ils sont obéis. L'Occident prétend que Kadhafi n'a pas de soutien populaire. Pourtant, la base de la société libyenne, ce sont les tribus, et les tribus soutiennent Kadhafi. »

« Nous ne sommes pas des mercenaires ! » Entretien avec des Africains noirs de Tripoli

Fin août, Associated Press a révélé qu'une vingtaine de cadavres d'Africains noirs avaient été retrouvés devant la résidence de Kadhafi à Tripoli (Bab al-Azizia). L'un d'eux était totalement carbonisé et amputé des deux jambes. Plusieurs avaient les mains liées dans le dos et une trace de balle dans la tête. Pour l'agence de presse, il était « *impossible de savoir qui les avait tués* ». Comme il s'agissait de Noirs, elle rappelait cependant que Kadhafi avait recruté des mercenaires...

En juillet, nous nous étions rendus à Bab al-Azizia. En signe de soutien à Kadhafi, des dizaines d'Africains de plusieurs nationalités campaient là depuis le début de la guerre. Lors de la « prise de Tripoli », ce lieu a été l'objet de frappes massives, ce qui a permis aux rebelles d'en prendre possession. Deux jours plus tard, la presse découvrait les corps. Est-il vraiment impossible de savoir qui sont les responsables ? Ou bien existe-t-il une volonté de minimiser les crimes commis par les rebelles ? Comme le montre l'interview qui suit, les victimes n'étaient pas des mercenaires, mais de simples civils opposés aux rebelles et à l'OTAN. Certains sont restés sur place jusqu'au bout, malgré les bombardements. Ils l'ont payé de leur vie.

L'OTAN et les médias européens affirment que Kadhafi se sert de mercenaires africains pour réprimer la révolte libyenne. Est-ce vrai ?

Nasser (réfugié palestinien) : Il faut que vous compreniez, la communauté africaine est très présente à Tripoli comme partout en Libye. Les soi-disant rebelles considèrent les Africains comme des mercenaires et prétendent que le gouvernement leur donnent des armes, mais c'est faux. Ce sont eux les mercenaires, des mercenaires de l'OTAN.

Ilias (Touareg du Niger) : L'Afrique commence ici. Toute l'Afrique est présente en Libye !

Amadou (Gambie) : Nous les Africains, nous sommes un. Et nous sommes prêts à défendre notre continent. La Libye fait partie de l'Afrique, elle est au centre du continent. Aussi, quand nous, Africains, défendons la Libye, nous faisons notre devoir. Ils disent dans l'autre camp que nous sommes des mercenaires. Nous ne sommes pas des mercenaires ! Nous sommes ici, nous vivons ici.

Mohammed (Cameroun) : Au début des bombardements, beaucoup d'Africains ont quitté la Libye. Moi je suis resté parce que je suis prêt à porter les armes, je ne peux pas vous le cacher. Je suis prêt à défendre le territoire africain. Tous ceux qui aujourd'hui sont partis de Libye, ils ont fui parce qu'ils n'ont pas d'autre issue. Mais, en Italie ou ailleurs, ils ne sont pas bien accueillis. Hier, ils ont manifesté à Lampedusa. Il y avait des slogans pour le Guide, ils ont levé le drapeau libyen. Les Italiens étaient contre. Tous ceux qui étaient chargés de leur protection dans le camp à Lampedusa étaient contre cela.

Pourquoi tant d'Africains « non-libyens » vivent-ils en Libye ? Est-ce un moyen de gagner plus facilement l'Europe ?

Mohammed (Cameroun) : Je suis venu ici parce que c'est l'un des seuls pays d'Afrique où l'on vit bien. Je suis arrivé, je me suis intégré, j'ai appris un métier et je peux en vivre aujourd'hui.

Paul (Cameroun) : Je viens d'un pays riche. Mais je suis venu ici parce que tout ce qu'il y a au Cameroun part en Europe ! On a du pétrole, mais on ne peut en profiter. On a du bois, des tonnes de bananes, mais on ne peut pas en jouir. On n'a pas d'argent. Les jeunes vont à l'école, sortent et ne font rien. Alors qu'ici en Libye, nous vivons bien. Moi je suis sans papiers, mais j'ai une maison ! Est-ce qu'en Europe, un sans-papiers peut avoir une maison ? J'ai une voiture, que j'ai achetée l'année dernière. Est-ce qu'en Europe un sans-papiers peut acheter une voiture ?

Khadijah (Nigéria) : Mon pays est aussi un pays très riche. Il y a beaucoup de richesses au Nigéria, mais seulement un petit nombre de personnes en profitent. Je suis donc venue ici pour ma famille. Et depuis que je suis là, je n'ai pas de problèmes, Kadhafi ne me cause pas de problèmes.

Les conditions de vie des Libyens ne sont-elles pas difficiles ? Selon le «chef» du CNT, Mahmoud Jibril : « Le peuple libyen souffre de la faim, de pauvreté et de pénuries de médicaments et de logements. »

Khadijah (Nigeria) : La Libye est très bonne avec nous ! Dans ce pays, on ne paye ni l'eau, ni l'électricité. Il y a de bons hôpitaux et ils sont gratuits. La

nourriture est bon marché. L'Etat fournit tout à tous, que l'on soit blanc ou noir. Il n'y a pas de discrimination. Nous aimons Kadhafi et Kadhafi nous aime. Je ne sais pas pourquoi ils se battent contre cet homme.

Tarek (Libye) : Les journalistes ne disent pas la vérité ! Nous les entendons dire à la radio et à la télévision le contraire de la vérité ! Ce n'est pas du journalisme ! Nous vivons très bien ici. Il n'y a pas de problèmes. A Tripoli, on ne manque de rien [au moment de l'interview]. Tous les magasins sont ouverts, tout est normal.

Pourtant, il y a eu des révoltes populaires, y compris à Tripoli.

Mohammed (Cameroun) : Le jour où les événements ont débuté (18 février), j'étais dans le quartier de Fachloum. Les mouvements ont commencé dans les prisons. Ceux qui étaient dans les prisons, c'était des délinquants. Ils se sont évadés et, dans la nuit, se sont mis à brûler des pneus et à dresser des barricades. Ils ont attaqué des commissariats et récupéré des armes. Une fois armés, ils ont formé un groupe pour aller contre l'armée du gouvernement en disant qu'ils étaient des rebelles pro-démocratiques !

Ont-ils trouvé appui dans la population ?

Ils n'ont pratiquement pas eu d'appui. Même au niveau du quartier, ceux qui faisaient cette « révolution » se comptaient sur les doigts des mains. On n'a pas vu de masses comme les médias européens ont tenté de nous faire croire. Il n'y a jamais eu de groupes de plus de dix personnes, jamais.

Comment a réagi le gouvernement face à ces mouvements ? En France, le magazine Le Point *(25 février) a rapporté que, à Tripoli, les forces de Kadhafi avaient* « ouvert le feu sur des manifestants sans distinction », *causant la mort de plusieurs personnes. Sur* Euronews *(22 février), un témoin a déclaré que le quartier de Fachloum avait été bombardé par Kadhafi.*

Armand (Cameroun) : Il n'y a jamais eu de bombardements à Fachloum ! Je peux le dire puisque je réside dans ce quartier. Jamais ! Au contraire, des bandes armées nous ont pris à partie, nous, les Africains noirs de l'Afrique sub-saharienne ! Heureusement, nous avons été secourus par l'armée libyenne.

Ahmed (Libye) : Toutes les chaînes de télévision mentent au sujet de Fachloum ! Elles disent que Kadhafi a tué tout Fachloum ! Mais comment ? Ils ne m'ont pas tué, moi, qui vis dans ce quartier !

Illias (Touareg du Niger) : Tout ceux qui vous ont dit que Kadhafi avait bombardé des êtres humains sont des menteurs. Ce sont des criminels. Kadhafi n'a bombardé personne en Libye. Ce sont des mensonges qui ont fait le tour du monde. C'est honteux !

Armand, vous dites avoir été secourus par l'armée libyenne. Connaissez-vous des gens qui ont été maltraités par les rebelles ?

Bien sûr ! Des bandes ont attaqué des Africains noirs à leur domicile. Elles ont pillé tout ce qu'ils avaient et les ont fait partir dans la nuit.

Vous habitez tous à Tripoli, zone encore sous le contrôle de Kadhafi. Cependant, dans l'est du pays, les rebelles ont pris possession de plusieurs villes. Comment expliquez-vous leur succès, notamment à Benghazi ? Ont-ils plus de soutien là-bas ?

Armand (Cameroun) : Vous savez, Benghazi a toujours été un fief opposé à M. Kadhafi et au régime. Tout le monde le sait. On a déjà voulu l'assassiner à Benghazi dans un attentat. Ça n'a pas marché. Benghazi a toujours été une ville d'opposition.

Mais comment expliquez-vous que des manifestations se soient déclenchées en février ?

Illias (Touareg du Niger) : C'est Sarkozy et Obama qui ont provoqué ça ! Ils ont ouvert la porte à Al-Qaïda, ils ont introduit des armes en Libye et en Afrique ! Avant il n'y avait pas d'insécurité, il n'y avait pas d'armes qui circulaient comme aujourd'hui. C'est ces deux hommes qui ont provoqué tout ça !

Pour quelles raisons ?

Khadijah (Nigeria) : Obama et Sarkozy attaquent la Libye pour ses richesses. Ils attaquent la Libye pour le pétrole.

Mohammed (Cameroun) : L'une des convoitises des Européens en Libye, c'est le stock d'or. Il y a 144 tonnes d'or dans les réserves libyennes. Ils veulent récupérer cette réserve par tous les moyens, en déstabilisant le régime en place.

Pourtant, l'OTAN affirme que son opération a pour unique but de « protéger les populations et les zones civiles menacées », *conformément à la résolution de l'ONU.*

Armand (Cameroun) : Mais les frappes de l'OTAN en Libye ne visent que des civils ! Bab al-Azizia est frappé jour et nuit, il y a des enfants qui jouent là !

C'est la caserne de Kadhafi ?

Mohammed (Cameroun) : Ce n'est pas une caserne !

Armand (Cameroun) : C'est le siège de la présidence ! Quand ils frappent ici, ils savent bien qu'il y a des civils, mais ils frappent. Qu'est-ce qu'ils cherchent ? Des armes ? Les armes sont à Bab al-Azazia ? Si l'OTAN a réellement des principes, qu'elle aille en Israël ! Cet Etat passe son temps à tuer des Palestiniens, mais on ne dit rien. On n'envoie jamais de mandat d'arrêt au premier ministre israélien...

Illias (Touareg du Niger) : Nous, on voudrait la paix en Afrique. Il faut dire à Obama, à Sarkozy, qu'ils arrêtent de bombarder, de tuer des enfants, des femmes enceintes, des vieillards ! Le problème qu'ils ont déclenché ne s'arrête pas à la Libye, il touche toute l'Afrique. On ne va pas les laisser faire. Sarkozy et Obama sont des criminels, et l'ONU, c'est zéro !

Comment transformer un Libyen en mercenaire
Un médiamensonge d'*Al-Jazeera*

Peu avant le début de la guerre, *Al-Jazeera* a diffusé la vidéo d'un jeune Noir capturé par les rebelles. Celui-ci était présenté comme un « *mercenaire étranger* » à la solde de Kadhafi. Pourtant, toute sa famille est libyenne. Elle habite le petit village de Ajilette, à l'Est de Tripoli, où nous nous sommes rendus.

Nous y avons été accueillis par le chef du village, un Libyen arabe qui s'est dit consterné par la mort d'Hicham. Il nous a conduits chez les parents du jeune homme, bouleversés. Non seulement ils venaient de perdre un fils, mais en plus celui-ci avait été l'objet des pires calomnies et d'une humiliation publique. Nous avons rencontré les frères d'Hicham, sa fiancée, ses oncles et ses tantes... Tous partageaient le même sentiment d'indignation.

En signe de solidarité avec la famille, des dizaines d'habitants du villages – noirs ou pas – attendaient devant la maison. Lorsque nous sommes sortis, ils nous ont interpellés : « *Pourquoi les journalistes ont-ils menti sur Hicham ? Pourquoi* Al-Jazeera *n'a-t-elle pas dit la vérité ?* »

Le reportage de la chaîne qatari a permis de tromper les téléspectateurs arabes et de leur faire approuver la guerre contre la Libye. Il les a persuadés que Kadhafi n'avait aucun soutien populaire et était contraint de faire appel à des mercenaires pour se défendre.

La chaîne aurait-elle été induite en erreur ? Mais dans ce cas, rien ne l'empêchait de démentir par la suite. En outre, elle n'a jamais montré les images (disponibles sur Internet) de la cruelle mise à mort du jeune Hicham par les rebelles, ce qui prouve son parti pris. Contrairement à l'Irak ou à la Palestine, *Al-Jazeera* serait-elle passée cette fois dans le camp des Etats-Unis ?

Témoignage de la famille

Bashir, âgé d'une vingtaine d'années, tient entre les mains des photos d'Hicham :

« Mon frère Hicham avait 27 ans. Il faisait partie de la milice populaire*. Au début des troubles, il est envoyé à Benghazi. Il y arrive le 18 février et nous appelle pour dire que son voyage s'est bien passé.

Le lendemain, nous recevons un appel de son téléphone. Mon petit frère décroche et un homme avec un accent de l'Est lui dit : « *Nous avons ton frère, nous l'avons capturé avec d'autres de ta région. Nous allons le tuer et le couper en morceaux.* » On pense d'abord que c'est une blague. Mais il parle ensuite avec Hicham qui lui dit que tout est vrai. Hicham le supplie de l'excuser

auprès de nos parents s'il leur a causé la moindre peine. Puis, les rebelles reprennent le téléphone, disent qu'ils vont le tuer et raccrochent. Le lendemain, je reçois à mon tour un coup de fil :

« Nous avons tué ton frère , m'affirme quelqu'un de l'Est. Dans peu de temps, tu verras sa photo sur Al-Jazeera.

– Si c'est vrai, dis-je, pourquoi l'avez-vous tué, quel est son crime ?

– C'est comme ça, des gens de ma région ont été tués, alors, nous tuons des gens de la tienne.

– Explique-moi !

– Non, c'est tout.

– Puis-je avoir la dépouille de mon frère pour l'enterrer selon nos traditions ?

– J'ai fait mon devoir, crie le rebelle énervé. J'enterrerai le corps où bon me semblera. Vous devez organiser une manifestation anti-Kadhafi dans votre village.

– Si vous avez tué mon frère, pourquoi vous soutiendrais-je ?

– C'est le gouvernement qui est responsable de la mort de ton frère, c'est le gouvernement qui a déclenché tout ça. Si vous manifestez contre Kadhafi, vous allez pouvoir vous venger. Il faut renverser le gouvernement. »

Et il raccroche. Trois jours plus tard, nous voyons les images de l'arrestation sur Al-Jazeera. Il est présenté comme un mercenaire de Kadhafi que des manifestants pacifiques ont attrapé. On lui demande : « *Êtes-vous un étranger ?* », mais il

répète sans cesse : « *Non ! Je suis Libyen. Laissez-moi !* ».

Nous apprenons plus tard à la télévision libyenne qu'il a effectivement été tué. Al-Jazeera n'a pas montré les images particulièrement violentes de sa mort, mais plusieurs personnes ont filmé son exécution avec leur portable. Les rebelles ont tabassé Hisham, ils l'ont déshabillé et l'ont sodomisé avec un fusil. Il l'ont ensuite pendu, d'abord par les pieds, puis par le cou, en public. »

La mère d'Hicham intervient en pleurs :

« Comme nous savions qu'il était libyen, nous pensions que même s'ils l'avaient battu et maltraité, ils allaient le relâcher. Mais ils l'ont tué. Ils ont procédé d'une façon particulièrement brutale et inhumaine. Pourquoi les rebelles ont fait ça ? Mon fils n'avait pas d'arme !

– Ces mensonges d'Al-Jazeera, ajoute Bashir, et des autres chaînes ont permis l'agression de l'OTAN contre notre pays. Leur but est de créer une situation de guerre au sein même de la population libyenne. Qui punira ces médias pour tout le mal qu'ils ont fait ? »

* Ces milices sont chargées de la défense du territoire libyen. Elles ne sont pas directement rattachées à l'armée, mais fonctionnent comme des gardes locales.

4. VRAI OU FAUX ?

Testez vos médias : vrai ou faux ?

Michel Collon

Les « armes de destruction massive », vous vous souvenez ? La majorité des gens y a cru. Cela a paralysé le mouvement anti-guerre et rendu les bombardements possibles. Or, c'était une pure fabrication de quelques *psy ops*, comme on dit : des psychologues spécialisés dans la manipulation de l'opinion.

Qui a payé le prix de ces médiamensonges ? Le peuple irakien : son pays est détruit, ses richesses pillées, et il vit aujourd'hui un enfer interminable.

Et la guerre contre la Libye ? De nouveaux *psy ops* nous ont-ils piégés ? De manière plus efficace encore ? Pour vous permettre de le savoir - et d'en parler autour de vous - j'ai rédigé ce « Vrai ou faux ? ». J'ai analysé l'info des grands médias en la confrontant aux témoignages des Libyens rencontrés là-bas, aux rapports de plusieurs missions d'enquête internationales, aux informations rassemblées par les collaborateurs d'*Investig'Action* et aux discussions avec les membres de notre réseau international. Un bilan à nouveau catastrophique. Une véritable guerre de l'information dont nous sommes les cibles.

C'est d'autant plus grave qu'on annonce de nouvelles interventions : Syrie, Iran, Gaza, Soudan, Erythrée, Zimbabwe, Venezuela... Allons-nous tolérer que de nouveaux médiamensonges préparent de nouvelles souffrances ?

La vérité, nous y avons droit !

VRAI OU FAUX ?

LE POINT DE DEPART :

1. « Kadhafi a bombardé son peuple. »

2. « Il y a eu répression violente des manifestations à Benghazi. »

3. « C'est une révolte pacifique comme en Tunisie et en Egypte. »

4. « Après Ben Ali et Moubarak, les grandes puissances ont cette fois bien réagi. »

5. « Approuvée par l'ONU, l'intervention est conforme au droit international. »

LA LIBYE DE KADHAFI :

6. « Kadhafi vole son peuple, comme Ben Ali et Moubarak. »

7. « La Libye est infestée par la corruption »

8. « Les tribus jouent un rôle clé dans la politique libyenne. »

9. « Kadhafi est un dictateur qui opprime son peuple. »

A PROPOS DES ATROCITES :

10. « Kadhafi a dû recourir à des soldats mercenaires pour réprimer. »

11. « Kadhafi a ordonné à ses soldats de violer en masse, leur fournissant du Viagra. »

12. « L'intervention a permis d'éviter un bain de sang. »

L'OPPOSITION ET SES METHODES :

13. « Les opposants veulent la démocratie. »

14. « L'Otan s'est alliée à la section libyenne d'Al-Qaïda. »

15. « Les atrocités des rebelles ont été passées sous silence. »

LES OBJECTIFS DES USA ET DE L'EUROPE :

16. « C'est une guerre humanitaire, pour protéger les civils. »

17. « Comme en Irak, c'est pour le pétrole. »

18. « En réalité, les Etats-Unis et l'Europe poursuivent des objectifs stratégiques.»

19. « Les pays occidentaux ont d'abord déroulé le tapis rouge pour Kadhafi. »

20. « Les Africains se sont opposés à l'Otan. »

21. « Grâce à Sarkozy, cette fois, Washington et Paris ont travaillé main dans la main. »

BILAN ET PERSPECTIVES :

22. « Grâce à l'Otan, les Libyens vont pouvoir vivre en paix. »

23. « Après la Libye, l'Otan va s'en prendre à d'autres pays. »

24. « Les faiblesses du système Kadhafi ont affaibli la résistance. »

25. « La guerre coûte cher aux citoyens européens, mais on n'y peut rien. »

LE POINT DE DEPART :

1. « *Kadhafi a bombardé son peuple.* »

FAUX. Cette rumeur démarre le 21 février avec *Al-Jazeera* : « *Des avions de guerre et des hélicoptères bombardent des manifestants anti-gouvernementaux à Tripoli.* » Et deux jours après, *Al Arabyia* lance sur Twitter : « *10.000 morts, 55.000 blessés* ». La première appartient à l'émir du Qatar, la seconde à l'Arabie saoudite. Deux pays violemment opposés à Kadhafi. De plus, le Qatar, convoitant le gaz et les richesses libyennes, est très actif dans la coalition militaire de l'Otan. La *BBC* annonce aussi le 21 : « *Selon des témoins, des avions de combat ont tiré sur les protestataires dans la ville.* » Un peu plus tard, circulera le chiffre très précis de 6.000 victimes : 3.000 à Tripoli, 2.000 à Benghazi, 1.000 ailleurs.

Mais quelles sont les sources ? *Al Arabiya* cite Sayed al Shanuka membre de la Cour pénale internationale, laquelle dément de suite avoir rien à faire avec cet homme. Les chiffres viennent d'Ali Zeidan, présenté comme porte-parole de la Ligue libyenne des droits de l'homme. Faux également, il est celui du gouvernement rebelle, et il a promis des contrats pétroliers à la France. Sources bidons donc, mais néanmoins relayées par les médias occidentaux, certains parlant même de génocide. Comme à chaque guerre, Kadhafi est à son tour comparé à Hitler.

Le bombardement a-t-il eu lieu ? Non, répondent toutes les enquêtes d'ONG sur le terrain. Le Centre français de recherches sur le terrorisme (CIRET), dirigé par l'ancien patron des services secrets Yves Bonnet, rapporte : « *La mission s'est rendue sur place et n'a rien constaté de tel. Aucune bombe libyenne n'est tombée sur la capitale (...) Pourtant, Al-Jazeera est présente à Tripoli. Ses reporters, souvent occidentaux, travaillent sans obstruction de la part du régime. La conséquence de cette désinformation est claire : la résolution de l'ONU a été votée à partir des informations de cette presse et sans qu'aucune commission d'enquête se soit rendue sur place. Il n'est pas exagéré de dire qu'Al-Jazeera a créé l'événement et influencé l'ONU.* »[1] Ces médias ont par exemple prétendu que le quartier Fachloum de Tripoli avait été détruit par les bombes, mais quiconque est allé sur place a pu voir qu'il n'en était rien.

De même, Donatella Rovera, responsable d'Amnesty, a enquêté trois mois dans toute la région : « *Au plus fort de la répression, une soixantaine de personnes sont mortes à Al-Baïda et une centaine à Benghazi. C'est beaucoup, c'est grave, mais ce ne sont pas les milliers de morts annoncés.* »[2] C'est bien moins que les 845 manifestants tués par Moubarak ou les centaines assassinés au Yémen ou au Bahreïn, notamment, avec la complicité et la protection des Etats-Unis.

Pour tuer dix mille personnes en un mois, il faut être capable d'en tuer 300 à 400 chaque jour. Avec des avions de combat volant à 5.000 m. d'altitude et

à 1.000 km/h, c'est techniquement impossible. Aucune image n'a d'ailleurs jamais été montrée ni par l'OTAN, ni par les rebelles alors qu'à Tunis ou au Caire, les téléphones mobiles avaient filmé la répression. Et les images des satellites russes ont totalement démenti cette propagande des « massacres de masse ». Malgré quoi les médias occidentaux continuent à répéter que Kadhafi a bombardé son peuple.

2. « *Il y a eu répression violente des manifestations à Benghazi.* »

VRAI. Dans la manifestation du 15 février à Benghazi, certains avancent des revendications démocratiques, d'autres soutiennent les forces islamistes (nous verrons plus loin de qui il s'agit). Quinze personnes sont tuées par la 32ème brigade, dirigée par un des fils Kadhafi, Khamis. De hauts responsables, que nous avons rencontrés à Tripoli, déplorent ce comportement. Mais s'il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre locales dans différentes villes, il n'y a pas eu d'ordre central. Kadhafi a explicitement dit que l'armée ne pouvait tirer sur le peuple[3].

En fait, on entre tout de suite dans un engrenage de provocations et de violences. Selon le rapport du CIRET, « *dès le début des manifestations, islamistes et criminels ont immédiatement profité de la situation pour attaquer les prisons de haute sécurité à l'extérieur de Benghazi où leurs camarades étaient enfermés. Après la libération de ses chefs, la rébellion a attaqué les postes de police et les bâtiments officiels, et les habitants de la ville se sont*

réveillés avec la vision de cadavres de policiers pendus à des ponts. » A l'université, des professeurs en désaccord se font molester par les rebelles ; en ville, les travailleurs africains sont attaqués pour leur couleur de peau : expulsions, tortures, assassinats. Après ces deux journées, les tirs des forces de l'ordre vont faire de nombreuses victimes.

Mais pourquoi la rébellion de Benghazi s'est-elle immédiatement comportée à l'opposé des soulèvements populaires tunisien et égyptien ? Pourquoi ne s'est-t-elle pas déclenchée dans la capitale, mais au cœur de la région pétrolière dont la production a été immédiatement relancée ? Comment se fait-il qu'elle ait tout de suite créé une Banque centrale ? A-t-on vu les manifestants du Caire et de Tunis agir ainsi ?

3. « *C'est une révolte pacifique comme en Tunisie et en Egypte.* »

FAUX. La mission du CIRET constate : « *La 'révolution' libyenne n'est pas une révolte pacifique. Le mouvement n'est pas né dans la capitale et n'a pas de racines socio-économiques. Son épicentre se situe dans l'est du pays en Cyrénaïque, région traditionnellement opposée au pouvoir central. Et le mouvement a rapidement évolué vers la lutte armée.* »

Armée par qui ? En fait, cette insurrection avait été préparée depuis plusieurs années à Paris et sur le terrain par les services secrets français (*Libero*, Italie, 24 mars). La CIA aussi était très active dans l'est libyen plusieurs mois avant la manifestation

de Benghazi. De même que des centaines d'agents britanniques SAS (*Daily Mirror*, 20 mars). L'*International Herald Tribune* du 31 mars parle d'une « *ample force occidentale en action dans l'ombre, avant l'éclatement des hostilités le 19 mars* ».

En réalité, les puissances occidentales ont organisé un conflit pour renverser un régime qui les dérangeait. Et ce n'était pas la première fois. David Shayler, officier du contre-espionnage britannique, a révélé qu'un de ses collègues du renseignement extérieur MI-6 avait versé 100.000 livres sterling en 1996 à un membre d'Al-Qaeda pour assassiner Kadhafi[4]. A cette époque, divers services occidentaux fomentèrent une insurrection dans le nord-est libyen, pratiquement dans la même zone que la rébellion de 2011.

4. « *Après Ben Ali et Moubarak, les grandes puissances ont cette fois bien réagi.* »

FAUX. D'abord, une guerre ne se décide pas à la dernière minute, mais après une analyse approfondie et de longs préparatifs stratégiques. Ensuite, si cette guerre avait vraiment été déclenchée par compassion humanitaire ou solidarité démocratique, il aurait fallu attaquer depuis longtemps le Bahreïn, le Yémen et toute une série de dictateurs arabes et africains ultra répressifs. Que non seulement les grandes puissances n'attaquent pas, mais protègent, arment, financent. Car ce sont de bons partenaires, dociles pour les multinationales.

En réalité, la guerre contre la Libye fait partie d'un plan global et à long terme. Le général Wesley Clark - qui dirigea les bombardements contre la Yougoslavie en 1999 - a révélé qu'en 2001, un général du Pentagone lui avait confié : « *J'ai ici une note venue d'en haut qui décrit comment nous allons prendre sept pays (après l'Afghanistan) : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran.* »[5] Tout ceci était annoncé en 2001 et n'a fait que se confirmer au fil des années !

Seuls les naïfs croient que les gouvernements US décident leurs guerres sur un coup de tête ou parce qu'il y a des images à la télé. C'est le contraire : les images - véritables ou truquées - passent à la télé si et quand ils ont décidé d'attaquer. Il faut rompre avec la naïveté. L'ancien ministre US Kissinger disait : « *Les grandes puissances n'ont pas de principes, seulement des intérêts.* » Plus loin, nous analyserons ces intérêts dans le cas libyen...

5. « *Approuvée par l'ONU, l'intervention est conforme au droit international.* »

FAUX. La guerre contre la Libye contredit la Charte fondamentale de l'ONU : « *Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat* (article 2§7). » Réprimer un soulèvement armé - légitime ou non - est de la compétence de tout Etat. De même, l'article 39 limite les cas où la contrainte militaire est autorisée :

« *une menace contre la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression* » (contre un autre pays). De plus, le chapitre 6 impose de rechercher un « *règlement pacifique des différends* » avant tout recours à la force afin d'éviter le fléau de la guerre. Ceci n'a nullement été respecté.

En outre, la résolution 1973 n'autorisait que l'établissement d'une *no-fly zone.* L'Otan est allée bien plus loin en bombardant des casernes, des bureaux de police, des infrastructures, des ministères, la télévision, en essayant d'assassiner des personnalités politiques, en privant Tripoli d'essence, d'eau et d'électricité. Entièrement illégal !

En effet, que disait la résolution 1973 ?

1. Cessez-le-feu.

2. Embargo sur les armes.

3. Zone d'exclusion aérienne.

4. Interdiction d'intervenir au sol.

Mais en réalité, qu'ont fait les puissances de l'Otan ?

1. Attaque pendant six mois.

2. Livraison d'armes à un camp.

3. Utilisation de l'espace aérien au profit de ce camp.

4. Déploiement d'agents occidentaux sur le terrain.

Cette guerre viole même la Constitution... des Etats-Unis, car toute entrée en guerre doit être approuvée par le Congrès. Or, Obama a déclenché cette guerre seul. Critiqué à ce sujet par le Congrès et même par son propre ministre de la Justice, le président a prétendu qu'il ne s'agissait pas d'une guerre

car « *les opérations n'impliquent pas la présence de nos troupes au sol, ou un risque sérieux de pertes de vies de nos soldats...* »[6] Bref, quand on tue lâchement, à grande distance et sans risques, ce n'est pas une guerre ! Toutes les vies ne se valent pas, telle est bien l'essence de la mentalité coloniale.

Un précédent très dangereux. Dorénavant, n'importe quel président des Etats-Unis pourra aller tuer des citoyens de n'importe quel pays, sans même une déclaration de guerre, sous prétexte qu'il n'y aurait pas de risque pour leurs soldats !

LA LIBYE DE KADHAFI :

6. « *Kadhafi vole son peuple, comme Ben Ali et Moubarak.* »

FAUX. En Libye, ce sont essentiellement les riches qui se sont révoltés. Si la jeunesse tunisienne ou égyptienne s'est soulevée, c'est qu'elle n'avait pas de travail. Par contre, la Libye assurait le plein emploi y compris à plusieurs millions de travailleurs immigrés. Explication...

C'est Kadhafi qui a sorti les Libyens de la misère. Le pays avait été colonisé et pillé. D'abord par l'Italie qui bombarda férocement en 1911 et fit inscrire à l'entrée de certains quartiers de Tripoli : « *Interdit aux chiens et aux Libyens* ». Puis par la Grande-Bretagne qui s'appuyait sur un roi-marionnette, Idriss, et sur les tribus de l'Est, autour de Benghazi (les mêmes qui se soulèvent aujourd'hui). Dans ce régime, British Petroleum

s'enrichissait copieusement alors que le peuple libyen était un des plus pauvres au monde. Mais, en 1969, un groupe de neuf officiers très jeunes, inspirés et soutenus par Nasser (qui venait de libérer l'Egypte du colonialisme), renverse le roi Idriss, ferme les bases militaires US et britanniques, nationalise le pétrole et entreprend d'utiliser l'argent du pétrole pour donner une vie décente à tous les Libyens.

Aujourd'hui, pratiquement tous les Libyens, même immigrés, possèdent un logement, une voiture... Le niveau de vie est le plus élevé de toute l'Afrique. Education et soins de santé (y compris à l'étranger) sont gratuits, l'électricité aussi, l'essence et le pain ne coûtent quasiment rien. Chaque Libyen reçoit une allocation de 500 dinars (300€) par mois alors qu'on peut vivre décemment avec 300. Le gouvernement a lancé de grands projets pour industrialiser le pays et développer les emplois. 500.000 logements étaient en construction avant la guerre.

En 2007, la romancière camerounaise Calixthe Beyala confie au *Figaro* : « *Je n'ai point rencontré d'homme affamé, mourant sur les trottoirs. Tout au contraire, j'ai été dans des hôpitaux gratuits, ultramodernes, où chaque citoyen avait accès aux soins ; j'ai rencontré des hommes heureux de me dire qu'à vingt-cinq ans, chacun d'entre eux avait automatiquement droit à un appartement climatisé avec eau et électricité.* »[7] On était donc à l'exact opposé de Ben Ali et Moubarak qui livraient les ressources de leurs pays aux compagnies étrangères et condamnaient leurs peuples à la pauvreté.

Même si Kadhafi, inquiété par l'agression contre l'Irak en 2003, avait opéré d'importantes concessions : contrats avec les multinationales, intégration à l'OMC, privatisations... Il refusait néanmoins de vendre son pays. Et c'est pour cela que les businessmen du pays ont comploté avec Paris, Londres et Washington. Leur but commun : privatiser le pétrole et toute l'économie, supprimer les avantages sociaux et les aides au développement africain (voir n° 20).

7. « *La Libye est infestée par la corruption* »

VRAI. Et celui qui pense que c'est le cas seulement en Libye et pas dans les pays arabes « amis », ni en Europe, ferait bien de se réveiller. N'empêche, le problème est réel : « *Il y a trop d'argent ici* », m'a dit un responsable libyen, « *et cela provoque plusieurs problèmes.* » D'abord, le niveau de vie général est si élevé que « *beaucoup de Libyens ne veulent pas travailler à la production ou à des postes peu qualifiés. Ils se rêvent tous négociants dans un beau bureau. Le reste est refilé aux immigrés.* »

« *Ici, à Tripoli, on a vingt minutes de productivité par jour* », m'a confié un autre Libyen pratiquant l'autodérision. C'est peut-être un peu exagéré, mais significatif des problèmes que peut entraîner un « trop d'argent » dans une société. Evidemment, ce problème ne se pose pas dans les autres pays arabes, car là-bas, tout l'argent du pétrole part dans les caisses des multinationales, c'est donc beaucoup plus simple.

Mais le plus grave en Libye, c'est la corruption qui découle de ce « trop d'argent ». Seule une véritable démocratie populaire pourrait contrôler (même si c'est difficile) les ressources financières, les dépenses et surveiller les enrichissements illicites. Il s'en est produit à grande échelle en Libye. Et même si l'argent du pétrole a aussi été redistribué à la population, cela a considérablement affaibli le système libyen.

Conscient de la gravité de la corruption au plus haut niveau, Kadhafi avait nommé un commissaire anti-corruption qui, de l'avis général, faisait un réel travail. Et qui était spécialement dans son collimateur ? Justement, les ministres qui sont passés à l'opposition ! D'ailleurs, une des premières cibles des bombardements de l'Otan a été les archives de la... Justice, entièrement détruites avec des bombes incendiaires spéciales. Pour éliminer les dossiers compromettants ?

8. « *Les tribus jouent un rôle clé dans la politique libyenne.* »

VRAI. Pastorale et nomade jusqu'il y a peu, la société libyenne est encore marquée par sa structure tribale. L'appartenance à une tribu est la base de la vie sociale. Chaque tribu possède ses coutumes propres et une base géographique dans une région du pays. Même si la majorité des Libyens ont émigré en ville où ils ont des emplois, le sentiment d'appartenance à la tribu reste fondamental. Les membres se marient entre eux, sont au courant des faits et gestes des autres membres de la tribu,

retournent fréquemment à la région de base, respectent l'autorité du chef de tribu, soutiennent les membres impliqués dans un conflit.

En fait, la Libye n'a jamais vraiment eu de gouvernement centralisé. Les décisions importantes ont toujours été laissées aux anciens dont l'autorité est respectée. La Libye reste donc un Etat à structure tribale et l'emprise du pouvoir central unissant le pays demeure limitée. Bien des choses se règlent par des négociations et compromis, ce qui a des avantages, mais freine l'efficacité économique et politique.

Aujourd'hui, le phénomène tribal présente deux aspects. Le positif, c'est la solidarité entre les membres (avec une caisse sociale intervenant pour aider les membres en difficultés). Le négatif, ce sont les rivalités entre clans. Même dans l'appareil du pouvoir, on poursuit des intérêts de clans et on rivalise quand on ne se tire pas carrément dans les pattes. Ces divisions peuvent aussi être exploités par les envahisseurs étrangers : l'Italie et la Grande-Bretagne hier ; les Etats-Unis et la France aujourd'hui.

Une large majorité de tribus a refusé l'invasion et a soutenu la résistance de Kadhafi même si elles ont avec lui des conflits parfois importants. A l'inverse, les tribus de l'Est libyen collaborent à nouveau avec l'étranger. La mission du CIRET met l'accent sur une évolution qui a pesé : « *Les tribus sont aujourd'hui réparties dans tout le pays en raison d'un brassage continu de la population. C'est ainsi que l'on trouve des membres des tribus de*

Benghazi dans les villes de l'ouest. Cette mobilité sociale peut expliquer que les soulèvements contre le régime se soient produits sur tout le territoire. »

On peut facilement, à Paris, bavarder sur la démocratie et son exportation. Mais pour éviter l'européocentrisme, il faut analyser les réalités sociales. La structure tribale s'estompera avec le temps et les transformations économiques. Mais elle reste actuellement prépondérante.

9. « *Kadhafi est un dictateur qui opprime son peuple.* »

VRAI ET FAUX. Il faut dépasser les clichés simplistes des deux camps. D'un côté, pour l'Otan, Kadhafi égale Hitler (ce que les colonialistes ont dit aussi de Nasser et de quelques autres dirigeants anticolonialistes). Tandis que du côté des partisans de Kadhafi, on met en avant la « démocratie directe » et son système des assemblées des communautés de base qui donneraient au peuple la souveraineté politique idéale (mais qui en fait se limitent surtout aux questions locales). En réalité, la Libye de Kadhafi n'était ni l'enfer, ni le paradis, mais plutôt un système original et complexe.

D'un côté, la Libye de Kadhafi n'était pas une démocratie, mais un régime autoritaire avec beaucoup d'arbitraire, un manque de libertés (par exemple, interdiction de photographier dans la rue) et une communication pratiquant la langue de bois. Mais, de l'autre côté, tous ceux qui connaissent le pays, même hostiles à Kadhafi,

reconnaissent qu'il a le soutien de la majorité, un soutien renforcé encore par l'agression de l'Otan. Pas à l'est du pays (20% de la population totale) où les tribus liés à l'ancien régime lui sont hostiles et où les avantages sociaux se sont moins fait sentir. Mais certainement dans le reste du pays, et surtout à Tripoli et dans le sud. Les gens savent ce qu'ils doivent à Kadhafi et à la révolution de 1969.

Particulièrement les femmes qui ont bien plus de droits que dans les autres pays arabes. Toujours selon Calixthe Beyala : « *J'ai rencontré des jeunes femmes rieuses, voilées certes, mais souriantes, car, grâce à Kadhafi, elles fréquentent de plus en plus les universités, elles sont avocates, femmes d'affaires, médecins, malgré le courroux des chefs religieux, qui voient leur pouvoir s'effriter face à cet homme qui a donné une place importante aux femmes dans un pays musulman ; ce n'est pas moi qui le dis, mais les statistiques des Nations unies soulignent qu'au pays du Guide, un fonctionnaire sur cinq est une femme.* »[8]

Interrogé en juillet 2011 sur la popularité de Kadhafi, le Tripolitain Mohamed m'a répondu : « *A mon avis, 60% de gens le soutiennent, 40% s'opposent. Ça ne veut pas dire qu'ils soutiennent l'Otan, mais ils voudraient que le système évolue : plus de démocratie, moins de corruption, moins d'inefficacité et de pagaille* ». Finalement, comment définir ce système ? Différents analystes que nous avons interrogés hésitaient entre plusieurs définitions : « *despotisme éclairé* », « *autoritarisme paternaliste* », « *pagaille militarisée* » (en effet,

les lois et règlements sont respectés de façon très relative). En tout cas, parler comme les médias de « *règne de la peur* » et d'un « *tyran détesté de tous* » est un schéma de propagande. Contredit par des faits très simples : dès mars, le gouvernement libyen a accepté un référendum sur la question du départ de Kadhafi ainsi que des élections sous surveillance internationale. Qui a refusé ? Les rebelles et l'Otan ! Craignaient-ils de ne pas obtenir la majorité ?

Ceci a été passé sous silence, ainsi que la gigantesque manifestation du 1er juillet à Tripoli. Les témoins ont parlé d'au moins un million de Libyens venus soutenir Kadhafi. Les images le confirment, mais rien n'a été diffusé en Europe. Pourquoi a-t-on caché que Kadhafi disposait, et dispose encore, d'un soutien important ? Au départ, l'Otan annonçait une guerre de quelques jours, maximum quelques semaines. Mais il lui a fallu six mois, vingt mille « sorties » et une pression infernale sur les populations des grandes villes. Kadhafi aurait-il pu tenir si longtemps s'il n'avait pas un large soutien dans une grande partie du pays ? Comment expliquer qu'en juillet encore, les policiers ne portaient pas d'armes dans le centre de Tripoli ?

A PROPOS DES ATROCITES :

10. « *Kadhafi a dû recourir à des soldats mercenaires pour réprimer.* »

FAUX. Donatella Rovera, responsable d'Amnesty, a enquêté trois mois dans toute la région : « *Le Conseil National de Transition (CNT) en a beaucoup parlé au début du conflit, notamment sur Al Jazeera. Ces accusations n'étaient pas fondées. On n'a pas vu de mercenaires, mais des étrangers et des Libyens noirs qui ont été pris pour cible par les anti-Kadhafi. Les combattants de l'opposition ont commis à leur égard des violations graves.* »[9]

De même, Peter Bouckaert, enquêteur de Human Rights Watch, s'est rendu à Al Bayda à l'est de Benghazi, après avoir reçu plusieurs rapports faisant état de l'arrestation de 156 mercenaires. Il a déclaré avoir vu des soldats originaires du sud de la Libye et non d'un autre pays africain. Après s'être entretenu avec eux, il a conclu qu'il s'agissait uniquement de Libyens noirs d'origine africaine : « *Si les Libyens noirs du sud ont apporté leur soutien au régime du colonel Kadhafi, c'est que le numéro un de Tripoli a combattu la discrimination dont ils ont été l'objet dans la société libyenne.* »[10]

Les médias ont tu ce démenti et répètent aujourd'hui encore le bobard des « mercenaires ». Mais ceux qui connaissent bien le pays le disent : la Libye était une terre d'accueil pour de nombreux travailleurs immigrés : Egyptiens, Tunisiens, Algériens et gens d'Afrique noire fuyant la misère et la répression. Ils jouaient un rôle essentiel dans l'économie du pays, vivant mieux que dans leurs pays d'origine et recevant facilement leurs papiers, des maisons, un confort de vie. Kadhafi est sans doute le leader arabe qui

a fait le plus pour combattre le racisme anti-Noirs.

En relayant la fausse accusation contre les « mercenaires », les médias occidentaux ont, en fait, justifié les atrocités racistes commises par les rebelles. Il est largement connu qu'à Benghazi notamment, existe depuis longtemps un racisme très violent envers les Noirs et aussi envers les Libyens arabes du Sud, à la peau plus foncée. En fait, les bandes armées « rebelles » ont carrément pratiqué l'épuration ethnique. Avec la bénédiction du premier président noir des Etats-Unis !

11. « *Kadhafi a ordonné à ses soldats de violer en masse, leur fournissant du Viagra.* »

FAUX. Que chaque guerre apporte son lot de crimes sexuels, dans chaque camp, c'est hélas vrai. Que Kadhafi les ait ordonnés, il n'y en a pas le moindre début de preuve. Amnesty International et le responsable de l'ONU pour les réfugiés ont enquêté et n'ont rien trouvé. Cherif Bassiouni, enquêteur de l'ONU sur les droits de l'homme, a parlé d'une « *hystérie de masse véhiculée par les autorités de Benghazi* »[11].

Et les médias ont relayé cette hystérie. Pourtant, l'ABC du journalisme, c'est de vérifier si les sources sont fiables. Ici, il n'y en avait qu'une. Le docteur Seham Sergawa a prétendu avoir lancé une enquête par courrier auprès de 70.000 femmes et avoir reçu 259 plaintes. Interrogée par des enquêteurs, elle n'a pu présenter un seul cas, prétendant avoir été la seule personne en contact avec les

« victimes » et avoir perdu le contact. Elle n'a pas expliqué non plus, les communications postales libyennes étant bloquées par la guerre, de quelle façon elle avait pu recueillir tant de réponses. Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale, prétendit avoir des preuves (qu'on attend toujours) « *que Kadhafi avait distribué du Viagra et ordonné de violer des centaines de femmes.* »[12] Quant à la *BBC*, elle a avancé comme seul « témoin » une banquière d'origine libyenne anti-Kadhafi qui vit à Londres.

N'importe quel journaliste sérieux pouvait voir que ce bobard était de la propagande de guerre. Les crimes sexuels sont un des best-sellers de la diabolisation ; le thème des viols de masse avait déjà été utilisé pour justifier la guerre de l'Otan en Bosnie.

12. « *L'intervention a permis d'éviter un bain de sang.* »

FAUX. Le premier thème de diabolisation a été : « *Kadhafi a bombardé sa population* ». C'est-à-dire que le bain de sang avait déjà eu lieu. Le problème pour l'Otan, c'est qu'elle n'avait aucune image à montrer, l'info étant fausse. Elle est donc passée rapidement à une autre version : « *Nous bombardons pour empêcher un bain de sang.* » Dennis Ross, conseiller de la Maison-Blanche, prétendait : « *Il pourrait y avoir cent mille personnes tuées et chacun nous blâmerait si nous n'intervenions pas.* » Une guerre préventive donc.

Avantage de ce procédé : on peut démontrer

qu'un bain de sang n'a pas eu lieu, mais il est beaucoup plus difficile et même quasiment impossible de prouver qu'il n'aura pas lieu. Ce procédé de diabolisation est pervers. Dans un tribunal, c'est à l'accusateur de prouver son accusation. Ici, l'accusé se retrouve obligé de prouver qu'il ne fera pas ce dont on le soupçonne. Impossible en fait. On joue donc sur la peur du public, sans devoir rien prouver. Comme avec les armes de destruction massive : on nous a rabâché que l'Irak ou l'Iran pourraient les fabriquer (et demain, ça resservira contre la Syrie, le Venezuela, ou d'autres « méchants »).

Pour faire quand même semblant qu'il y avait une preuve, les médias ont « cité » une phrase de Saif el-Islam, un des fils Kadhafi, mais en la déformant. Qu'avait-il dit au début des troubles ? Exactement ceci : « *La Libye est à un carrefour. Soit nous nous entendons aujourd'hui sur des réformes, soit nous ne pleurerons pas 84 morts, mais des milliers et il y aura des rivières de sang dans toute la Libye.* »[13] Sachant qu'il y avait des morts des deux côtés, et que c'étaient les rebelles qui refusaient de négocier, on peut comprendre cette phrase de diverses manières, mais la plus vraisemblable est : « *Négocions, sinon les affrontements feront encore plus de victimes* ». Un appel au dialogue donc, pour éviter plus de sang. Mais la phrase a été détournée de sa véritable signification.

Entre temps, les « rivières de sang » ont effectivement coulé, mais avec les bombardements de l'Otan. La prédiction était juste.

L'OPPOSITION LIBYENNE ET SES METHODES :

13. « *Les opposants veulent la démocratie* »

VRAI ET FAUX. Au départ, une partie des manifestants revendiquaient, en effet, la démocratie. Mais ils ont été utilisés par des dirigeants qui avaient un tout autre programme. Pour renverser Kadhafi, cinq courants se sont alliés dans le CNT :

1. La classe des businessmen privés, particulièrement autour de Misrata. Elle faisait ses affaires au sein du système Kadhafi, mais voulait s'approprier les ressources de toute l'économie libyenne, s'acoquiner entièrement avec l'étranger et mettre fin à l'Etat-providence. Il faut y ajouter un petit nombre de Libyens riches qui vivaient depuis longtemps à l'étranger et qui sont revenus pour servir les objectifs des gouvernements occidentaux.

2. D'anciens ministres de Kadhafi. En tête, Mustapha Abud Jalil, qui préside ce CNT et qui était ministre de la Justice de Kadhafi. C'est lui qui avait condamné à mort les infirmières bulgares et le médecin palestinien accusés d'avoir répandu le sida. Amnesty l'avait placé sur la liste des pires responsables de violations de droits humains d'Afrique du Nord. Il y avait aussi l'ex-ministre de l'Intérieur, Abdul Fatah Younis, assassiné en août par ses « amis » du CNT. Ces dirigeants ont été « retournés » par l'Alliance qui leur a fait des promesses. Commentaire du porte-parole des tribus libyennes, que nous avons rencontré :

« Ces anciens ministres et hauts fonctionnaires libyens ont rejoint l'opposition après avoir pillé les ressources du pays et s'être considérablement enrichis sur le dos des Libyens. Ce sont les principaux responsables des accusations de corruption, de népotisme et d'atteintes aux droits de l'homme que le pays a connues ces dernières années. »

3. Les dirigeants de certaines tribus de l'est, traditionnellement liés à l'Occident et rêvant d'un retour à l'ancien système monarchique et féodal du roi Idriss. Benghazi a toujours accueilli les tendances les plus fanatiques et rétrogrades de l'islam : les wahabites et les salafistes. Leur tradition politique, ce n'est pas du tout la démocratie, mais la monarchie absolue, qui imposerait la loi islamiste et annulerait l'émancipation des femmes réalisée par Kadhafi. Ce dernier a prôné une version beaucoup plus moderne, ouverte et tolérante de l'islam. Il est piquant de voir les démocraties occidentales favoriser les tendances islamiques les plus réactionnaires et barbares.

4. Les mafieux. L'est de la Libye est depuis longtemps une sorte de port franc sur lequel les autorités n'exercent que très peu de contrôle. Ces quinze dernières années, la mafia locale y a organisé un trafic d'humains de l'Afrique vers l'Europe. L'accord conclu par Kadhafi avec la Libye à propos des réfugiés et l'arrestation de plusieurs chefs de la mafia ont mis ce commerce à l'arrêt.

5. La section libyenne d'Al-Qaeda très active également dans cette région de l'est et dont on va parler bientôt.

La mission du CIRET analyse ainsi la composition de ce « gouvernement » alternatif : « *Le CNT est peu homogène, une partie de ses représentants dissimulent leur identité pour des raisons discutables et ses principaux dirigeants sont des personnes au passé plus que chargé. En l'état actuel des choses, il n'offre aucune garantie d'orientation démocratique réelle. Les individus qui sont mis en avant – principalement des avocats, des professeurs, des universitaires – sont en réalité peu représentatifs. Il s'agit d'abord de ceux qui parlent le mieux anglais et savent dialoguer avec les Occidentaux et les médias.* »

Prétendre qu'Al-Qaeda, des salafistes fanatiques et des mafieux vont instaurer la démocratie en Libye, c'est tromper le public. C'est d'autant plus vrai quand on voit quels pays arabes l'Otan a invités pour faire partie de sa coalition guerrière ! Le Qatar et les Emirats arabes unis (EAU) sont des théocraties rétrogrades, des monarchies absolues, l'émir nomme les ministres, il n'y a pas de lois, pas de droits politiques, les femmes sont considérées inférieures aux hommes, les travailleurs immigrés sont scandaleusement exploités et sans droits.

Importer la démocratie en Libye ? Alors pourquoi le Qatar (sur ses intérêts, voir n° 19) y a-t-il débarqué une quantité massive de mercenaires qui n'obéissent à aucune autorité, même pas celle du CNT ? De même, les EAU ont récemment mis sur pied une armée secrète privée. Sa formation est assurée par la société de mercenaires Xe Services,

les ex-Blackwaters, qui ont changé leur nom terni par les crimes commis en Irak. Ces troupes sont entraînées par des spécialistes US, britanniques et français. Leurs missions : réprimer les manifestations dans les dictatures « amies », éliminer des adversaires politiques, déstabiliser des pays dérangeants. En fait, ceci illustre la nouvelle tendance militaire des USA sous Bush et Obama : privatiser la guerre, la sous-traiter à quelques régimes très dépendants et bien tenus en main : Israël, Colombie et à présent le Qatar, les Emirats...

Prétendre « importer » la démocratie est une justification traditionnelle du colonialisme, auparavant c'était la civilisation qu'il fallait « offrir ». Mais renverser un gouvernement est un droit qui n'appartient qu'au peuple et non aux puissances étrangères.

14. « *L'Otan s'est alliée à la section libyenne d'Al-Qaïda.* »

VRAI. Le Groupe islamique de combat libyen (GICL) a été fondé en Afghanistan au début des années 90. Il figure sur la liste des organisations terroristes de l'ONU. Une grande partie de ses militants est ensuite revenue en Libye pour instaurer un Etat islamique radical. Ils ont organisé des émeutes et des attentats. En 1996, ils ont essayé de tuer Kadhafi, lequel a aussitôt lancé une lutte sans merci contre le GICL et Al-Qaïda. La Libye fut le premier Etat à réclamer un procès contre Ben Laden.

Cette répression libyenne a amené la plupart des activistes du GICL à quitter le pays. Anas Al-Liby a participé aux attentats de 1998 contre plusieurs ambassades US. Ibrahim Abou Faraj Farj Al-Libi a été arrêté au Pakistan en 2005. Il était devenu le responsable des opérations extérieures de Ben Laden en 2003. En novembre 2007, le GICL est devenu une branche officielle d'Al-Qaïda.

Malgré ces départs, l'est de la Libye était resté un foyer très important de terroristes, et les Etats-Unis étaient parfaitement au courant du problème. « *La région allant de Benghazi à Tobrouk, en passant par Derna, représente une des plus grandes concentrations de terroristes du monde, avec un combattant envoyé en Irak pour 1.000 à 1.500 habitants* », signale un rapport de l'académie militaire de West Point en 2007. « *Les individus les plus dangereux pourraient avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber* », s'inquiète la CIA, dans une note confirmée par Wikileaks.

Tout ceci n'a pas empêché Washington de finalement jouer cette carte terroriste ! Revenu d'Afghanistan, Hakim al-Hasidi a été nommé responsable CNT de la sécurité à l'est et il a déclaré : « *Les membres d'Al-Qaïda sont de bons musulmans et se battent contre l'envahisseur* »[14]. Approuvé par l'amiral Stavridis, commandant suprême des Forces alliées de l'OTAN en Europe : « *Des douzaines d'anciens combattants du GICL participent aux efforts des rebelles visant à renverser Kadhafi* ». Mais il ajoute subtilement qu'ils le font « *à titre personnel, pas comme groupe constitué* »[15].

L'attaque sur Tripoli en août 2011 a été dirigée par l'ancien émir du GICL, Abdelhakim Belhadj. Cet homme avait été arrêté en 2004 par les Etats-Unis et livré à la Libye. Mais, en mars 2010, Saïf al Islam Kadhafi, fils du leader libyen, avait libéré Belhadj dans le cadre de l'amnistie de centaines d'islamistes libyens. Son groupe avait affirmé renoncer à la lutte armée, ce qui avait rendu possible l'amnistie. Et voilà cet extrémiste désigné par les USA pour « libérer » Tripoli.

Un tel double jeu doit-il nous étonner ? Non, ce sont les Etats-Unis qui avaient mis en place Ben Laden à la fin des années 70 pour renverser le gouvernement progressiste afghan et attirer l'URSS dans le piège d'une guerre de longue durée. De même, en 1991, James Baker, ministre US des Affaires étrangères attaquant la Yougoslavie et manipulant des fanatiques en Bosnie, déclarait : « *Nous ne devons combattre les intégristes que dans la mesure de nos intérêts* »[16]. Il y a donc de bons et de mauvais terroristes. Alors, pourquoi les médias ont-ils caché que la « victoire de la démocratie » était basée sur une alliance entre les Etats-Unis et une section d'Al-Qaeda ? Effectivement, les grandes puissances n'ont pas de principes, seulement des intérêts. Et les médias ?

Quand on évoque la « *répression de Kadhafi* », qui ne faisait certes pas dans la dentelle, on doit toujours évoquer le contexte... Dès le début de la révolution libyenne et de la nationalisation du pétrole, les USA ont recruté et formé des mercenaires libyens pour tenter d'assassiner Kadhafi

(l'un d'eux a tout dévoilé ensuite). Ils ont aussi bombardé Tripoli en 1986. D'autre part, Al-Qaeda considérait Kadhafi comme une de ses cibles prioritaires. Après les événements dramatiques d'Algérie, où des islamistes financés et armés par des alliés des Etats-Unis ont longtemps semé la terreur, tous les pays arabes ont pris des mesures très fortes. Après les attentats terroristes sur son propre territoire, la Libye a réprimé sévèrement le terrorisme islamiste, notamment en exécutant 1.200 combattants islamistes en 1996. Avec l'approbation, à l'époque, des Etats-Unis qui à présent s'allient avec ces terroristes.

15. « *Les atrocités des rebelles ont été passées sous silence.* »

VRAI. A Benghazi, la première victime noire a été un jeune membre de la garde populaire de 27 ans nommé Hicham. Il ne portait pas d'armes et n'avait rien à se reprocher, mais il a été pris en otage, puis exécuté avec une grande cruauté (voir le témoignage de sa famille page 118). Mais ce qui attire l'attention, c'est la mise en scène très planifiée. Il n'a pas été exécuté au moment de sa capture. Ses ravisseurs l'ont d'abord séquestré, puis ont averti sa famille par téléphone, faisant pression pour qu'ils manifestent contre Kadhafi, et finalement ont annoncé qu'ils allaient l'exécuter de sang-froid. Une action délibérée donc. Pour provoquer quel effet ?

La mission du CIRET éclaire ces pratiques et leur stratégie : « *En Tripolitaine, la rébellion n'a*

été soutenue que par une minorité de la population. A Ziaouia, pendant trois semaines, la police a reçu l'ordre écrit de ne rien faire contre les manifestants (...) Pendant ces trois semaines, tous les bâtiments publics ont été pillés et brûlés. Partout, ce ne sont que destructions et pillages sans aucune trace de combat. Il y a également eu des exactions (femmes violées, quelques policiers isolés tués) et des victimes civiles tuées « à la mode » des GIA algériens (égorgés, yeux crevés, bras et jambes sectionnés, parfois corps brûlés). Une partie de la population, apeurée, a alors fui la ville. »

Un peu partout, de telles atrocités ont été commises. Des commissions d'enquête ont rassemblé plusieurs vidéos totalement insoutenables. L'une d'elles montre un rebelle libyen décapitant un soldat. Dans une autre, un rebelle dépèce la chair décomposée d'un soldat mort et oblige des soldats libyens prisonniers à la manger. Dans une troisième, un groupe de rebelles sodomise un civil avec une arme. D'autres présentent des soldats libyens égorgés après leur capture. Un jeune garçon a été castré et a eu les yeux arrachés pour avoir refusé de rejoindre une unité militaire. Tous ces meurtres violent les Conventions de Genève qui protègent les civils et les soldats ennemis après leur capture. Susan Landauer, ex-responsable de la CIA pour la Libye, a confirmé ces atrocités, accusant même : « *Les rebelles utilisent le viol de guerre pour punir les familles pro-Kadhafi.* »[16]

Pourquoi les dirigeants du CNT n'ont-ils jugé aucun de ces crimes ? Parce qu'à la différence de la

Tunisie et de l'Egypte, ils n'avaient pas le soutien de la majorité de la population et devaient donc recourir à la stratégie du chaos : pour déstabiliser un pays et le plonger dans une guerre civile, rien de tel que d'exacerber le racisme et les conflits « ethniques ». Cette méthode a été employée en Irak, Yougoslavie, Afghanistan et dans de nombreux pays africains... C'est un classique. Les atrocités commises par les rebelles ne sont donc pas le fruit d'une simple perversion, il s'agissait d'une stratégie :

1. Terroriser les populations pour empêcher toute protestation.

2. Provoquer une répression excessive et un engrenage de violences.

3. Obtenir un prétexte pour justifier l'intervention de l'Otan.

Systématiquement, les médias ont dissimulé ces atrocités. Pire, ils les ont souvent attribuées à l'autre camp. Un exemple typique : la vidéo prétendant montrer « *des soldats fusillés par leurs officiers à Derna pour n'avoir pas voulu tirer sur les manifestants* », qui a énormément circulé et influencé la décision de l'ONU. Une falsification pure et simple. Les images coupées au montage montrent ces mêmes soldats en train d'être interrogés par les rebelles avec un « civil » tenant un sabre. En fait, ils ont été égorgés par eux et les images déformées ensuite. Par contre, la télé libyenne avait diffusé la version complète, mais elle a été alors censurée sur le satellite égyptien Nilesat. Tout ceci a été caché au public.

LES OBJECTIFS DES USA ET DE L'EUROPE :

16. « *C'est une guerre humanitaire, afin de protéger les civils.* »

FAUX. Si les Occidentaux étaient vraiment soucieux de protéger les civils, ils n'auraient pas refusé les plans de paix présentés par l'Union Africaine ou les pays d'Amérique latine. L'UA proposait :

1. Cessez-le-feu immédiat.

2. Commission internationale neutre pour vérifier le cessez-le-feu.

3. Création d'un comité conjoint gouvernement/rebelles et formation d'un gouvernement de transition à durée limitée.

4. Rédaction d'une nouvelle Constitution avec garantie des libertés démocratiques.

5. Elections libres en présence d'observateurs internationaux.

Kadhafi avait accepté[18]. Ce plan aurait permis de sauver directement des milliers de vies. Qui avait intérêt à le refuser et pourquoi ? Par crainte que Kadhafi emporte la majorité ou qu'en tout cas les rebelles ne soient pas la première force du pays ? Au final, les pays de l'Otan ont dépensé des fortunes (voir n° 25), leurs bombardements ont fait dix fois plus de victimes, ils ont aggravé toutes les souffrances et les haines.

Autre mythe médiatique : l'Otan n'aurait bombardé que des cibles militaires. Pas du tout !

Les témoignages se recoupent. Mgr Martinelli, vicaire apostolique de Tripoli, le 4 mai : « *Ces bombes font des carnages de civils, il n'y a plus de distinction avec les sites militaires. La nuit se transforme en cauchemar qui ravage les vies de tous : les enfants sont terrifiés, les adultes voudraient protéger leurs familles et leur travail, mais ils sont impuissants* »[19].

Saïda Benhabiles, ancienne ministre algérienne : « *Les forces de l'Otan tuent les civils, les enfants, les femmes, des simples citoyens et tirent sur tout ce qui bouge. Nous avons vu des images horribles, même les hôpitaux n'ont pas échappé à cette alliance militaire. C'est un massacre des populations. Ce que j'ai vu en Libye est impardonnable.* »[20].

Début août, un médecin libyen s'indigne contre le blocus de l'Otan : « *Nous sommes médecins, mais on est incapables de sauver des vies. Où est l'oxygène ? Où se trouve le matériel de laboratoire, l'électricité, la réfrigération ? Nous demandons à Dieu de mettre fin à ce cauchemar.* »[21]

En fait, depuis le début du ramadan, l'Otan s'en est pris aux denrées de base : elle a coupé les approvisionnements maritimes en essence, en nourritures, en médicaments et vaccins. Elle a bombardé les centrales électriques et les stations d'approvisionnement d'eau. Elle a attaqué des fermes, des restaurants, un marché de légumes, des ports de pêche... Cette politique de terreur est occultée par le cliché médiatique qui parle toujours des « *bavures* » de l'Otan, comme si c'étaient des erreurs ou des dérapages. Mais

ce ne sont pas des bavures, l'Otan applique les vieilles méthodes des précédentes guerres US : rendre la vie de la population insupportable en espérant qu'elle finisse par se retourner contre ses dirigeants.

Des accusations en l'air ? Pas du tout. En 1999, le général belge Herteleer, participant à la guerre de l'Otan contre la Yougoslavie, avait cyniquement dévoilé cette stratégie : « *Peut-être devons-nous faire ressentir les bombardements en faisant mal à la population serbe. Infligeons-leur des pertes. Touchons-les dans leur confort. La plus grande catastrophe ne serait pas qu'il y ait des pertes de vies, mais que les opérations de l'Otan ne soient pas un succès.* »[22]

En définitive, au lieu de protéger les civils, comme le disait la résolution de l'ONU, l'Otan les a pris en otage, les a terrorisés, a fait bien plus de victimes. C'est la démocratie des cimetières.

8.000 raids aériens, 30.000 bombes et 60.000 morts (deux morts par bombe en moyenne) : quelle mission humanitaire !

17. « *Comme en Irak, c'est pour le pétrole.* »

VRAI. La propagande de guerre essaie toujours d'attribuer aux gouvernements occidentaux de nobles objectifs humanitaires. Mais si on cherche bien, cette version est toujours démentie par quelques petites phrases discrètes de ces mêmes gouvernements ou de leurs experts...

1. Mécontent de l'attitude des multinationales US et européennes, Kadhafi voulait porter la participation de l'Etat libyen dans le pétrole de 30 à 51 %. Et il voulait aussi se tourner vers d'autres pays. Ce qu'il justifiait ainsi : « *Les compagnies pétrolières sont contrôlées par des étrangers qui en tirent des millions. A présent, les Libyens doivent prendre leur place et profiter de ces richesses.* »

2. Cette évolution inquiétait Washington, comme l'indiquent plusieurs câbles Wikileaks. L'ambassade US, novembre 2007 : « *Ceux qui dominent la direction politique et économique de la Libye poursuivent des politiques de plus en plus nationalistes dans le secteur de l'énergie.* » Les Affaires étrangères en février 2008 : « *Kadhafi a menacé de réduire la production libyenne et d'expulser les compagnies US de pétrole et de gaz.* » De cette époque datent les préparatifs des services secrets occidentaux pour renverser Kadhafi.

3. Appuyant cette guerre, Bill Richardson, ancien secrétaire d'Etat US à l'Energie, l'a justifiée sans détours : « *La Libye figure parmi les dix plus importants producteurs de pétrole dans le monde... Donc, ce n'est pas un pays insignifiant, et je pense que notre engagement est justifié.* »[23]

4. Obama l'a confirmé dans un rapport, envoyé le 15 juin au Congrès pour justifier la guerre. Il commence ainsi : « *Etant donné l'importance des intérêts US servis par l'opération militaire en Libye...* ».

5. Dès les premiers jours, Ali Zeidan, porte-parole de l'opposition, a déclaré à propos des contrats pétroliers que le futur pouvoir « *prendra en considération les nations qui nous ont aidés* » ! Après la prise de Tripoli, Abdeljalil Mayouf, porte-parole de la compagnie pétrolière rebelle Agoco, a confirmé : « *Nous n'avons pas de problèmes avec les compagnies occidentales italiennes, françaises ou britanniques. Mais nous avons certains problèmes avec la Russie, la Chine et le Brésil.* »[24] Il s'agissait bien de repartager le gâteau pétrolier.

6. Dès le premier jour de la bataille de Tripoli, le *New York Times* célèbre la « victoire » : « *Le colonel Kadhafi s'est avéré un partenaire problématique pour les compagnies pétrolières internationales, augmentant souvent les redevances et les taxes. Un nouveau gouvernement, étroitement lié à l'Otan, sera un partenaire plus commode.* » Sans commentaires.

7. Le même jour, contrastant avec le climat économique morose, les actions de Total et de Gaz de France - Suez enregistraient les plus fortes hausses à la Bourse de Paris : +5% et +4,1%. Selon des analystes interrogés par Reuters, « *les entreprises françaises et italiennes pourraient émerger comme les grands gagnants de la redistribution des cartes en Libye du fait du fort soutien dont ont fait preuve Paris et Rome à l'égard des rebelles.* »

Le pétrole était donc bien l'objectif de cette guerre. Mais était-ce le seul ?

18. « *En réalité, les Etats-Unis et l'Europe poursuivent des objectifs stratégiques.* »

VRAI. Pour être compréhensible, tout grand conflit de notre époque doit être replacé dans le cadre global de la guerre économique mondiale. La crise économique du système capitaliste se caractérise par une baisse importante du taux de profit moyen et une concurrence féroce entre les grands groupes. S'ils veulent survivre, ceux-ci sont forcés d'éliminer ou d'avaler leurs concurrents. Dans cette guerre à mort, tous les coups sont permis pour s'emparer des matières premières stratégiques et des marchés. Et surtout pour en priver les rivaux.

Après avoir dominé le monde, l'économie des Etats-Unis est en déclin rapide : industrie délocalisée, dollar dévalué, endettement gigantesque, perte de prestige... Pour enrayer ce déclin et rester la seule superpuissance, toute la stratégie des USA consiste à affaiblir leurs rivaux (Europe, Japon, Russie, Chine, puissances montantes du Sud...) et les empêcher de s'allier entre eux pour créer un monde multipolaire et plus ouvert. Les USA entendent rester le centre du monde. Mais, affaiblis économiquement et financièrement, ils en ont de moins en moins les moyens. Le seul atout qui leur reste, c'est leur suprématie militaire écrasante.

La guerre est donc l'arme ultime de la bataille économique. Résumé très brutalement, la guerre en Libye est bien - à nouveau - une « *guerre pour les riches* ». Est-ce de la démagogie populiste de dire ça ? Pas du tout, c'est confirmé par Warren Buffett, troisième fortune mondiale.

Récemment, les médias firent écho à son appel : « *Nous, super-riches, devons payer plus de taxes (pour sauver le système).* » Mais curieusement, ils ont omis de citer cette phrase essentielle dans sa déclaration : « *Pendant que les classes pauvres et moyennes se battent pour nous en Afghanistan, nous, super-riches, continuons à bénéficier de nos extraordinaires réductions d'impôts.* »[25] Pourquoi aucun média n'a-t-il relevé cet étonnant aveu ? Pourquoi ne peut-on dire à la télé que les guerres sont menées pour enrichir les riches ?

Au fond, que craignent surtout les Etats-Unis ? Que les esclaves s'émancipent. Que les anciennes colonies d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie prennent en mains les rênes de leurs économies, qu'elles utilisent leurs ressources pour leurs besoins propres et non pour engraisser les grandes entreprises étrangères. C'est pourquoi les Etats-Unis et leurs alliés ont essayé de renverser les gouvernements populaires d'Amérique latine, protègent les dictateurs africains dociles, font tout pour empêcher l'émergence d'un Marché Commun asiatique. Et par-dessus tout, ils tentent d'affaiblir la Chine dont la puissance économique et financière offre un partenaire alternatif aux pays du Sud.

Dans cette bataille géostratégique, contrôler le pétrole du Moyen-Orient est crucial. Fabuleuse source de profits mais aussi moyen de chantage sur les pays qui dépendent de cet approvisionnement. Depuis soixante ans, ce pétrole est une des bases de

la fortune des USA, et c'est pourquoi ils veulent à tout prix maintenir les dictatures arabes, qui alimentent la pompe des pétrodollars, et Israël qui est le flic régional de ce même pétrole.

C'est pourquoi, depuis des décennies, tout dirigeant arabe ou musulman qui s'est dressé contre Israël et/ou qui a voulu utiliser plus correctement l'argent du pétrole, s'est toujours vu attaquer brutalement par les USA : Mossadegh, Nasser, Saddam Hussein, Ahmadinejad et maintenant Kadhafi...

19. « *Les pays occidentaux ont d'abord déroulé le tapis rouge pour Kadhafi.* »

VRAI. Et l'important est de comprendre pourquoi l'Occident a changé d'avis. En 2004, cherchant un allié contre l'islamisme, les Etats-Unis et l'Europe lèvent les sanctions contre la Libye. La CIA collabore même avec les services secrets libyens (une grande naïveté libyenne qui va s'avérer fatale). Les compagnies pétrolières reviennent, la production redécolle et bientôt Tripoli accumule des dividendes pétroliers : plus ou moins 30 milliards de dollars par an. Très convoités par les économies occidentales en crise. Que fait Kadhafi avec cet argent ? Pour améliorer ses relations, il en investit une partie en Europe, particulièrement en Italie. Mais ces « fonds souverains libyens » (que les médias présenteront mensongèrement comme le « trésor personnel » du Guide) ont d'autres usages :

1. Assurer le niveau de vie général de la population.

2. Financer un gigantesque projet d'irrigation (*Great Man made River*).

3. Constituer une réserve pour les jours de l'après-pétrole (la Libye était un des rares pays au monde pas endettés auprès du FMI).

4. Aider au développement de l'Afrique.

Des usages très positifs, mais en Libye, ce pactole des pétrodollars favorise la corruption. Certains ministres (surtout ceux proches de l'Occident) plongent leurs mains dans la caisse avec frénésie. Finalement, en 2009, Kadhafi, écœuré, proposera même de redistribuer directement ces trente milliards au peuple libyen. Là, il a signé son arrêt de mort, les fractures s'aggravent au sein du gouvernement.

D'autant qu'il se fait des ennemis avec son nouveau projet : utiliser les pétrodollars pour industrialiser le pays, y créer des usines et en faire le grand pôle économique du Proche-Orient. Nous avons constaté qu'à Tripoli, les gratte-ciels des sociétés internationales poussaient comme des champignons (jusqu'aux bombardements). A Misrata, poumon industriel du pays, l'activité était en pleine expansion. Si la Libye avait pu continuer, elle serait devenue d'ici quelques années une puissance économique et financière importante.

Ce grand projet suscite des craintes. D'abord, le Qatar a le même et il voit donc en la Libye un rival dangereux (et plus proche de l'Europe). De plus, l'émirat convoite le gaz libyen, il voudrait devenir

un géant du gaz, contre la Russie et avec le soutien de Washington et Paris. La rivalité est donc très forte pour savoir qui sera la principale puissance arabe : le Qatar entend dépasser l'Arabie saoudite et s'il fait main basse sur la Libye, il peut y arriver. Tout ceci explique pourquoi l'émir s'est aligné sur l'Otan et a mis au pas sa chaîne de télévision *Al-Jazeera*.

Du projet de Kadhafi, les Etats-Unis et les Européens n'en voulaient pas non plus. Ils savaient qu'il utilisait ses pétrodollars pour financer un développement indépendant de l'Afrique et entendait se tourner davantage vers le Brésil, la Russie et surtout la Chine. A Benghazi, où les projets de construction atteignaient 22 milliards $, les entreprises chinoises avaient décroché de gros contrats, dont la construction de plus de vingt mille appartements.

Pendant plusieurs années, les pays occidentaux ont déroulé le tapis rouge, espérant acheter le leader libyen. Lorsqu'il a été clair que celui-ci maintenait une orientation indépendante, ils ont décidé de le renverser. Et il y a eu quelques signes annonciateurs... Dès 2009, la banque US Goldman Sachs volait purement et simplement l'investissement d'1,3 milliard des fonds libyens qui lui avait été confié. Après un an de gestion, cette somme avait fondu à 25 millions ! Plusieurs banques européennes ont fait pareil. La mise à sac commençait. Par la suite, les Etats-Unis et l'Europe ont purement et simplement volé les réserves financières de la Libye en prétendant bien sûr que c'était « l'argent de Kadhafi ».

Il s'agit bien d'une guerre financière et d'une lutte pour la domination du monde.

20. « *Les Africains se sont opposés à l'Otan.* »

VRAI. Pourquoi le continent africain a-t-il pris une position quasi unanime contre la guerre de l'Otan ? Parce que la Libye finançait généreusement de nombreux projets de développement indépendant, aidant ainsi l'Afrique noire à devenir économiquement autonome.

Mohamed Siala, ministre de la Coopération et administrateur du fond souverain libyen explique : « *Les Occidentaux veulent maintenir l'Afrique dans une situation où elle n'exporte que des produits bruts. Par exemple, lorsque le café produit en Ouganda est exporté en Allemagne où il est commercialisé, la plus-value reste en Allemagne. Nous avons financé des installations pour la torréfaction, la mouture, le packaging etc. La part de rémunération des Ougandais est passée de 20 à 80%. Évidemment, notre politique entre en conflit avec celle des Européens (...) Nous finançons des rizières au Mozambique et au Libéria, à hauteur de 32 millions de dollars par projet et créons chaque fois 100.000 emplois. Nous visons d'abord l'autosuffisance alimentaire de chaque État africain, et seulement après les marchés d'exportation. Sans aucun doute, nous entrons en conflit avec ceux qui produisent et exportent du riz, surtout s'ils spéculent avec. Nous construisons aussi des routes. Par exemple depuis la Libye à travers le Niger. Nous avons déjà relié le Soudan à l'Érythrée ce qui bouleverse l'économie régionale et ouvre des perspectives de développement. Il est désormais possible de faire circuler des marchandises par route et par mer.* »[26]

La Libye avait investi dans plus de 25 pays et allait augmenter ces investissements : mines, usines, tourisme, télécommunications. Elle avait aidé à construire le premier satellite africain de télécommunications, permettant au continent d'échapper aux tarifs prohibitifs et aux chantages des compagnies de télécoms occidentales. Soit une économie annuelle de plusieurs centaines de millions de dollars. La Libye investissait dans la Banque africaine d'investissement, le Fond monétaire africain et la Banque centrale africaine, permettant ainsi de s'opposer aux chantages des multinationales, mis en œuvre par la Banque mondiale et le FMI.

Cette guerre contre la Libye est en fait dirigée contre toute l'Afrique. Ce continent, le plus riche en matières premières, est considéré par les multinationales occidentales comme leur appartenant. Il doit rester sous contrôle. C'est-à-dire qu'il ne peut s'intégrer dans des échanges économiques Sud-Sud indépendamment avec l'Amérique latine, avec les pays arabes et surtout avec la Chine. Il doit rester dépendant du bon vouloir occidental.

La mission du CIRET analyse cette stratégie dissimulée : « *Washington souhaite prendre sa revanche contre Kadhafi lequel a refusé, en 2008, de rejoindre l'US Africa Command (Africom), commandement régional instauré par le Pentagone pour lutter contre le terrorisme et la pénétration de la Chine en Afrique. Le guide libyen avait alors déclaré s'opposer à cette 'démarche impérialiste qui essaie d'acheter tout le continent'. Mais le but véritable de l'opération en Libye n'est*

pas seulement le pétrole, ni la vengeance. C'est surtout la lutte contre la pénétration chinoise sur le continent noir où Pékin cherche à développer son accès aux ressources énergétiques. Les Chinois comptaient en Libye 30.000 expatriés, essentiellement dans l'Est. En raison des événements, les entreprises chinoises sont en passe de perdre des centaines de millions de dollars. Les investissements auxquelles elles ont procédé depuis des années sont en train de partir en fumée. »

La guerre contre la Libye est une guerre contre l'Afrique, la Chine et l'ensemble des pays du Sud.

21. « *Grâce à Sarkozy, cette fois, Washington et Paris ont travaillé main dans la main.* ».

VRAI ET FAUX. A la prise de Tripoli, on aurait pu penser que tous les médias occidentaux se réjouiraient en chœur. Mais le 26 août, un édito de *La Stampa* italienne crache dans la soupe : « *(Depuis le début des opérations guerrières, caractérisées par l'activisme frénétique de Sarkozy), on a immédiatement compris que la guerre allait se transformer en un conflit d'un autre type : guerre économique, avec un nouvel adversaire, l'Italie évidemment* ».

Tiens, ce n'était pas humanitaire ? Ceci montre qu'en réalité les grandes puissances recherchent chacune leur intérêt et que les contradictions entre elles sont très fortes. A ce sujet, on dit beaucoup que Sarkozy s'est aligné sur les Etats-Unis. C'est vrai et faux en même temps. La relation USA /Europe

présente un double aspect. D'un côté, les Européens partagent les objectifs US : maintenir le tiers monde à genoux et affaiblir la Chine. De l'autre côté, puisqu'il s'agit en définitif d'économie et de profits, là c'est « chacun pour soi ». Total se bat contre Exxon, donc Sarkozy ne sert pas les mêmes intérêts qu'Obama. Dans la crise, chaque multinationale (et chaque Etat) tente de s'approprier le maximum de ressources et de zones stratégiques au détriment de ses rivales. Les câbles Wikileaks sont pleins d'infos sur les coups bas qu'elles se font.

En Libye, l'Allemagne et l'Italie avaient obtenu de belles parts du gâteau des contrats. La France et la Grande-Bretagne étaient moins bien servies. Elles se sont donc activées pour repartager ce gâteau. Mais pourquoi est-ce si important de contrôler la Libye ? Parce que dans cette bataille économique féroce, chaque grande puissance veut se créer une zone stratégique réservée, un jardin privé qu'elle domine sans partage. Les Etats-Unis ont l'Amérique latine (même si c'est en train de changer), l'Allemagne a pris le contrôle économique et financier de l'Europe de l'Est. Et la France, puissance moyenne et déclinante, voudrait faire pareil. Mais où ?

Réponse : la Méditerranée. En 2007, Sarkozy invite solennellement Kadhafi à Paris. Il cherche son soutien pour le grand projet français d' Union pour la Méditerranée. L'idée : organiser une coopération entre cinq pays européens et cinq pays nord-africains. Dans un premier temps, Kadhafi dit oui. Mais ensuite, Sarkozy veut imposer Israël dans le partenariat ! Inacceptable, évidemment, Kadhafi a

toujours été un ferme défenseur des droits des Palestiniens. Il exige qu'Israël négocie d'abord réellement. Et dénonce le projet : « *C'est une tentative de l'Europe pour contrôler le Moyen-Orient.* »[27] Furieux, Sarkozy doit ravaler ses rêves de grandeur et son opération pro-Israël, d'autant que l'Allemagne torpille le projet. C'est vraisemblablement à ce moment qu'il décide de renverser Kadhafi.

La guerre a aussi démontré l'ampleur de ces rivalités entre puissances occidentales. En position de faiblesse face à l'Allemagne, la France a cherché à rééquilibrer les forces en s'alliant avec la Grande-Bretagne et en flirtant avec les Etats-Unis. Malin et empêtré en Afghanistan, Obama l'a joué finement en mettant les Français et les Britanniques en avant et en se faisant désirer. Pressé de marginaliser Berlin et de magnifier le rôle de la France (toujours bon pour un président en mal de réélection), Sarkozy a pris tout le monde de vitesse en bombardant plus tôt que prévu. D'où la fureur de l'Allemagne et de l'Italie.

Pour mener cette guerre, Sarkozy avait noué un partenariat de type nouveau avec Londres. Ce devait être une opération conjointe franco-britannique prestigieuse. Tout était réglé avec Cameron : le QG aérien en France, près de Lyon et le QG stratégique vers Londres, avec des échanges entre généraux des deux pays. Mais le 18 mars, raconte *Le Nouvel Observateur* français : « *Au lendemain du vote de la résolution autorisant les frappes, c'est la douche froide. Le patron des forces aériennes françaises, le général Hendel, se rend à Northwood pour*

prendre le commandement en second de l'opération qui doit commencer le lendemain. Il s'attend à être accueilli en grande pompe. Mais, humiliation, on le fait attendre plusieurs heures avant de lui dire la vérité : les officiers britanniques qu'il devait commander sont partis la veille. Où ? A Ramstein, QG des forces américaines en Europe. Et le général anglais qui devait s'installer à Montverdun ne viendra pas. Bref, Londres a renoncé à son duo avec Paris et se tourne vers l'Otan. »[28]

Obama et Cameron ont roulé Sarkozy, l'Entente cordiale est tout sauf cordiale, chacun poursuit ses intérêts propres, qui n'ont rien à voir avec la protection des civils, mais tout à voir avec la bataille pour les contrats et pour la domination du monde.

BILAN ET PERSPECTIVES :

22. « *Grâce à l'Otan, les Libyens vont pouvoir vivre en paix.* »

FAUX. La guerre n'est pas finie, et la tragédie libyenne ne fait que commencer. Ce pays va plonger dans le même enfer que l'Irak. L'accaparement des puits de pétrole libyens par les multinationales sera synonyme d'appauvrissement considérable pour la population. L'éducation et les soins de santé ne seront plus gratuits, les aliments subventionnés devront aligner leurs prix sur le marché international, les marchés traditionnels seront remplacés par Auchan et Carrefour, les prix immobiliers grimperont en flèche,

les privatisations feront exploser le chômage ainsi que l'émigration vers l'Europe. Et pour « légitimer » tout ça, Obama et Sarkozy introniseront un « Karzaï libyen », un fantoche. Croire qu'Exxon, Total et BP se sont dévouées pour aider les Libyens à conquérir la démocratie, c'est croire au Père Noël.

Mais avec le temps, même les anti-Kadhafi sincères se rendront compte qu'ils ont été trompés. Alors, pour maintenir leur contrôle sur les richesses libyennes (« *L'intervention en Libye est un investissement sur l'avenir* », a déclaré Juppé, ministre français des Affaires étrangères[29]), les multinationales occidentales devront tout faire pour diviser le peuple libyen et le paralyser. On continuera à jouer sur les haines et les peurs. Des tribus lésées et des gens désespérés par leur misère rejoindront la section libyenne d'Al-Qaeda, de sorte que le terrorisme fournira (comme en Irak) un prétexte facile pour maintenir et renforcer l'occupation du pays au lieu de laisser les Libyens résoudre leurs problèmes entre eux. Profitant de la « menace islamiste » – que les médias découvrent tout d'un coup – Washington réinstallera ses bases militaires en Libye, Israël s'est vu promettre par le CNT des bases aux frontières de l'Algérie, et la France se fera finalement éjecter comme d'habitude.

Les seuls Libyens à se réjouir seront les businessmen, mais ce n'est pas certain, car les divers courants du CNT s'entretueront pour le pactole du pétrole et les réserves financières du pays. Si une guerre civile se déclenche entre ces courants, les Etats-Unis en profiteront pour diviser le pays. Les

expériences irakienne et afghane leur ont appris qu'ils n'avaient plus trop les moyens de contrôler paisiblement des pays occupés. Dès lors, pour empêcher ces pays de reconquérir leur indépendance, la meilleure solution est de les plonger dans le chaos, on poursuivra donc leur déstabilisation et on fera tout en coulisses pour empêcher une réconciliation.

L'Otan a plongé ce pays en enfer et, si on ne se désintéresse pas de « l'après-bombardements », si on suit attentivement la paupérisation des Libyens, si on analyse les intrigues en coulisses des grandes puissances, si on étudie l'ensemble de leur stratégie africaine et mondiale, alors on comprendra peu à peu que la guerre n'était pas contre Kadhafi, mais contre les Libyens. Contre la majorité du peuple en utilisant une fraction manipulée de ce peuple et en semant le chaos à l'aide de quelques bandits. Si on en tire les leçons, alors l'assassinat de la Libye aura peut-être servi à quelque chose. A empêcher que ça recommence.

23. « *Après la Libye, l'Otan va s'en prendre à d'autres pays.* »

VRAI. De chaque guerre qu'ils mènent, les Etats-Unis tirent des leçons pour faire « mieux » à la suivante. Quelles leçons ont-ils tirées de l'Irak ? Que le cow-boy Bush avait voulu aller trop vite, qu'il n'avait pas obtenu la complicité de l'Europe, qu'il s'était fait piéger en débarquant ses troupes au sol et que son emballage médiatique avait été négligé (le fiasco des « armes de destruction massive »).

A l'arrivée d'Obama, nous annoncions quels changements il allait apporter par rapport à Bush : « *Les guerres directes des Etats-Unis se feront le plus possible en concertation avec les alliés. Ce qui permettra également de mieux soigner l'image médiatique et la manipulation de l'opinion. Et surtout, en faisant travailler davantage la CIA...* »[30] Ces points se sont confirmés en Libye. Obama a dépensé moins, il a mouillé l'Europe, il n'a pas débarqué ses troupes, se limitant à massacrer de loin et n'envoyant sur le terrain que des cadres militaires discrets. Et surtout la CIA a travaillé efficacement sur le terrain pendant des mois. Elle a aussi manifestement noyauté *Al-Jazeera*.

Résultat : l'opinion internationale a beaucoup mieux avalé la Libye que l'Irak. Gobant cette fois les « armes de destruction massive » ou plutôt les « bombardements intensifs de Kadhafi ». Même la majorité du mouvement antiguerre croit que, cette fois, les Etats-Unis ont mené une guerre juste. Ben Rhodes, conseiller d'Obama pour les questions internationales, s'en réjouit : « *La nouvelle stratégie des Etats-Unis est plus efficace et moins coûteuse. Avec deux nouveaux principes : le changement de régime se réalise directement par un mouvement national et les Etats-Unis partagent la responsabilité internationale avec leurs alliés.* »[31] Est-ce un hasard si le chef de la CIA - c'est-à-dire des opérations secrètes - a été nommé à la tête de l'armée US ?

De tout cela, il est urgent de tirer, nous aussi, les leçons. Car d'autres cibles sont déjà dans le collimateur : la Syrie (objet d'une campagne médiatique

intense pour préparer les esprits), le Venezuela (que Washington déclare « État terroriste » !) et l'Iran. A propos de ce pays, un rapport du Brookings Institute, proche d'Obama et Clinton, annonce la couleur : « *Si les Etats-Unis arrivent un jour à déclencher une révolte contre le régime religieux d'Iran, Washington aura à envisager de lui envoyer une forme de soutien militaire afin d'empêcher Téhéran de l'écraser. En fait, le régime iranien ne désirera sûrement pas partir gentiment par une belle nuit. A la différence de nombreux de régimes d'Europe de l'Est, il peut choisir de se battre jusqu'à la mort. Dans ces circonstances, s'il n'y a pas d'assistance militaire aux révolutionnaires, il se peut non seulement qu'ils échouent, mais qu'ils se fassent massacrer. (...) Ou bien la politique des USA prévoit des moyens d'affaiblir la force militaire de l'Iran, ou la volonté des leaders du régime d'en appeler à l'armée, ou bien les Etats-Unis doivent être prêts à intervenir pour les battre.* »[32]

Ce rapport précise comment on procédera pour endormir l'opinion : « *Toute opération militaire contre l'Iran sera probablement très impopulaire dans le monde et nécessitera un contexte international adéquat. La meilleure façon de diminuer la réprobation internationale sera de frapper seulement quand la conviction aura été largement répandue que les Iraniens se sont vu présenter une offre superbe, mais l'ont rejetée. Pour fournir une justification légale à une invasion, le mieux serait d'attendre une provocation iranienne.* »

Les mêmes recettes sont déjà en application contre la Syrie. Ainsi, la guerre contre la Libye n'ouvre pas la voie à la paix, mais à de nouvelles guerres. Voici la liste, plus ou moins complète, des pays menacés par les Etats-Unis et l'Otan soit pour renverser des « régimes », soit pour combattre de vrais mouvements de libération : Algérie, Biélorussie, Bolivie, Congo, Corée du Nord, Cuba, Equateur, Erythrée, Iran, Liban, Madagascar, Mali, Moldavie et Transdniestrie, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Palestine, Sahara occidental, Somalie, Soudan, sud du Caucase (Abkhazie, Nagorny-Karabakh, Ossétie du Sud), Syrie, Tchad, Yémen, Zimbabwe... Sans parler de la Chine, mais à beaucoup plus long terme là.

L'inquiétant, c'est que le prétexte du terrorisme est utilisé par Obama comme par Bush pour justifier de futures agressions. Alors que ce terrorisme est précisément attisé, et souvent manipulé en coulisses par la CIA. Les Etats-Unis ont déjà utilisé des terroristes (islamistes ou autres) chaque fois que cela servait leurs intérêts : en Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Angola, Mozambique, contre le Venezuela, la Bolivie ou Cuba, et même en Europe. Les Etats-Unis ne sont pas la solution du terrorisme, ils sont au cœur du problème !

De ce point de vue, leur alliance avec Al-Qaeda en Libye est très grave. Fin avril, le ministre malien des Affaires étrangères s'est inquiété de l'installation d'une nouvelle base d'Al-Qaeda Maghreb (AQMI) en territoire malien, près de la frontière

mauritanienne. Cette nouvelle base permettrait à l'organisation terroriste de lancer de nouvelles opérations en territoire mauritanien et de se replier au Mali. Le CIRET s'inquiète aussi : « *Le conflit en Libye est donc un facteur d'insécurité pour l'ensemble de la région sahélo-saharienne, mais aussi du Maghreb. Grâce à l'arrivée des armes libyennes, AQMI est en train de renforcer son arsenal et d'accroître la menace qu'elle représente pour les États de la région. Les chefs d'état-major d'Algérie, du Mali, du Niger et de Mauritanie en ont récemment discuté (...). Les retombées des événements libyens pourraient favoriser l'apparition de sanctuaires dans une région qui demeure excessivement difficile à contrôler par les forces de sécurité locales. Cette situation précaire n'est pas sans rappeler le contexte afghan des années 1990.* »

Le mouvement anti-guerre va-t-il se réveiller ?

24.« *Les faiblesses du système Kadhafi ont affaibli la résistance.* »

VRAI. Qui dirigeait la Libye ? Ce n'était pas un homme seul, comme on nous le disait. Et ce n'était pas non plus le peuple libyen. Mais bien une coalition fragile de plusieurs courants. D'un côté, Kadhafi et les tenants de la révolution anticoloniale de 1969 : en dépit de leur enrichissement personnel, leur motivation restait l'indépendance de la Libye et le bien-être de sa population. De l'autre côté, les nouveaux riches, les hommes d'affaires qui ont prospéré au sein du système. Rejoints par certains dirigeants ayant retourné leur veste et ne songeant

qu'à se remplir les poches, voire à conquérir le pouvoir pour eux-mêmes.

Vu le prestige de Kadhafi, ce deuxième courant ne pouvait l'emporter qu'avec l'appui de l'étranger. Cette néo-bourgeoisie s'est donc vendue à l'Ouest. C'est elle qui a imposé les mesures néolibérales à partir de 2004, c'est sous sa pression qu'ont été réduites des allocations sociales (enseignement redevenu payant pour certains), que des entreprises ont été privatisées et ont licencié, et que certains Libyens se sont retrouvés serrés financièrement. Le paradoxe : ce mécontentement a ensuite été exploité par la nouvelle bourgeoisie qui en était responsable. Mais ce genre de phénomène est courant. Il est plus intéressant d'analyser quelles faiblesses du camp Kadhafi ont finalement fait le jeu de l'Otan.

Réponse : le manque de démocratie, le manque de participation. Il aurait fallu organiser de grandes assemblées populaires pour que les Libyens soient informés et choisissent entre les deux courants. Il aurait fallu développer une véritable info, qui ne répète pas simplement les thèses du gouvernement, mais suscite au contraire un grand débat : l'argent du pétrole doit-il profiter au peuple ou bien aux affairistes et aux multinationales ? Au lieu de ça, Kadhafi a réglé ces contradictions au sommet par des discussions en coulisses, des compromis entre fractions et tribus. D'autant que sa théorie du Livre vert, qui contient des éléments intéressants, nie l'existence de la lutte des classes, c'est-à-dire de

la guerre des riches contre les pauvres et elle prétend réconcilier tout le monde. Cette théorie ne lui a pas permis de mobiliser à fond les classes populaires.

S'y sont ajoutées d'autres faiblesses : le comportement déplorable de certains de ses fils, la tendance à créer un pouvoir personnel héréditaire. Et des illusions très naïves dans la possibilité de conclure des accords honnêtes avec les puissances occidentales. Alors que celles-ci jouaient double jeu, complotant en coulisses pour préparer la recolonisation de la Libye, et que l'affrontement était inévitable.

La faiblesse fondamentale est là : n'avoir pas informé sur cet affrontement, n'avoir pas mobilisé à fond et déployé l'initiative des Libyens. La résistance libyenne à l'Otan a été remarquable et selon les informations que nous recevons en ce début de septembre, elle n'est pas terminée, elle devrait prendre d'autres formes. Mais en tout cas, un gouvernement qui veut résister à une attaque impériale ne pourra le faire par la seule intelligence et les manœuvres de ses dirigeants. Sans la démocratie participative et active, sans un contrôle populaire sur l'appareil d'Etat, sans la force de la base, on ne peut résister durablement.

Cette leçon payée dans le sang représente un avertissement solennel pour tous les pays menacés dans les prochaines années d'un coup d'Etat, d'une guerre civile ou d'une invasion.

25. « *La guerre coûte cher aux citoyens européens, mais on n'y peut rien.* »

VRAI ET FAUX. Une heure de vol d'un Rafale français coûte 13.000 euros sans le carburant. Comptez six heures de vol pour aller bombarder Tripoli en partant d'une base française. Un missile Scalp coûte 850.000 euros pièce. Comptez en moyenne cinq par semaine, beaucoup plus à la fin. Une bombe 350.000 euros. En tout, 29 avions, un porte-avion (50.000 euros l'heure), trois frégates, un pétrolier, un sous-marin nucléaire. Avec les engagements en Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye, etc., le budget des « opérations extérieures », même sous-estimé par divers artifices comptables, a explosé.

Qui paie tout ça ? Le budget 2011 de la France prévoit 37,4 milliards pour ce qu'on appelle improprement « la Défense » et qui devrait être renommé « l'Attaque », mais seulement 11,6 milliards pour le Travail et l'Emploi. Le chroniqueur économique du *Monde* écrit : « *La France est endettée, il lui faudra faire des économies ailleurs.* »[33] Bref, on dit aux Français de se serrer la ceinture (alors que déjà plus de huit millions vivent avec moins de 954 euros par mois), on leur dit qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites ou l'emploi des jeunes, qu'ils doivent payer de leur poche s'ils veulent de la recherche contre le cancer, mais pour la guerre, on jette leurs impôts par les fenêtres.

Pour le profit de qui ? Des marchands d'armes, on s'en doute. Grâce aux morts libyens tués en

live, les bombardiers Rafale de Monsieur Dassault et les missiles de Monsieur Lagardère se vendront encore mieux. Mais la guerre profitera aussi à d'autres multinationales : Total et Gaz De France, le bâtiment (c'est pour ça qu'il fallait détruire un maximum), les banques (c'est pour ça qu'il fallait faire main basse sur les réserves financières), la grande distribution française et d'autres secteurs encore. Dont les patrons – comme par hasard – financent tous les campagnes de Monsieur Sarkozy.

Sera-ce terminé avec la Libye ? Ou bien l'Europe endettée et souffrant de problèmes sociaux explosifs, va-t-elle doubler son budget Guerre ? Les jeunes, les malades, les retraités et les ménages en général devront-ils se serrer encore davantage la ceinture pour balancer de nouvelles bombes sur la Syrie, l'Iran, le Venezuela ?

Tel est bien le risque. Robert Gates, ministre US de la Guerre, a engueulé les Européens en juin à la réunion de l'Otan à Bruxelles : « *Voulez-vous, oui ou non, payer pour votre défense ? Parce que les Américains, eux, le peuvent de moins en moins !* »[34] Son argument : les Etats-Unis paient les trois-quarts des dépenses de l'Otan et l'Europe seulement un quart, alors qu'il y a vingt ans, c'était moitié-moitié. Il exige que l'Europe double sa quote-part. Mais est-ce la faute aux Européens si la guerre en Irak a coûté 3.000 milliards de dollars ? Doivent-ils payer deux fois plus pour les guerres ou exiger que leurs impôts servent à des projets socialement utiles ?

Pour faire quand même cracher le contribuable européen, on lui racontera que la guerre est dans son intérêt aussi : la guerre est « *un investissement d'avenir* », prétend Juppé, car elle renforcerait la position des entreprises françaises. Et alors ? Cela profitera-t-il aux travailleurs français ? Au contraire. Quand les entreprises françaises contrôleront la Libye, elles rachèteront des entreprises locales pour une bouchée de pain, y délocaliseront des usines françaises et elles exploiteront une main d'œuvre d'autant plus rentable que son pouvoir d'achat aura été écrasé par la « révolution » néo-libérale de l'Otan. Du coup, les vagues de réfugiés économiques augmenteront, les salaires français baisseront et les profits augmenteront. Ainsi se confirmera l'aveu du milliardaire Warren Buffet : « *Les classes pauvres et moyennes se battent pour nous en Afghanistan* ». Et dans toutes les guerres.

NOTES :

1) CIRET-AVT, Libye : un avenir incertain. Mission d'évaluation auprès des belligérants libyens, Paris, mai 2011.
2) Rue89, 16 mai 2011.
3) France-Soir, 5 avril 2011.
4) B.I. (Paris) n° 167, p. 7.
5) Interview datée du 2 mars 2007, sur dailymotion.
6) The Washington Post, 15 juin 2011.
7) Le Figaro, 11 décembre 2007.
8) idem.
9) Rue89, déjà cité.
10) Radio Nederland – Afrique, 2 mars 2011.
11) Le Figaro, 10 juin 2011.
12) Le Monde, 9 juin 2011.
13) L'Express, 24 février 2011.
14) The Telegraph (Royaume-Uni), 24 mars 2011.
15) CF2R, Note d'actualité n°25, 29 août 2011.
16) Solidaire (Belgique), n°34, 1995.
17) www.rense.com, 23 juin 2011.
18) Communiqués de l'UA, 25 mai et 1er juillet 2011.
19) La Padania (Italie).
20) Le Temps d'Algérie, 15 mai 2011.
21) Le Post, 12 août 2011.
22) De Standaard (Belgique), 17 avril 1999.
23) The Independent (Royaume-Uni), 8 avril 2011.
24) Le Nouvel Observateur, 22 août 2011.
25) New York Times, 14 août 2011.
26) Réseau Voltaire, 5 juillet 2011.
27) « La face cachée de l'UPM », brochure, Tripoli.
28) Nouvel Observateur, 6 juillet 2011.
29) Le Point, 27 août 2011.
30) « Quelle sera demain la politique internationale des USA ? », michelcollon.info, 20 septembre 2008.
31) Foreign Policy (USA), 4 septembre 2011.
32) « Which Path to Persia ? », 9 mars 2011.
33) « Quel est le prix d'une guerre ? », 23 mars 2011, slate.fr
34) Le Monde, 10 juin 2011.

A propos des médias soldats, de notre sentiment d'impuissance et de ce que nous ferons à la prochaine

MICHEL COLLON

Ça a commencé avec le faux charnier de Timisoara en 1989. Les médias ont juré qu'ils ne se feraient plus avoir. Ça a continué avec le faux vol des couveuses au Koweït en 1991. Nouvelle promesse : « *On sera plus prudent à l'avenir* ». Ont suivi les faux camps d'extermination en Bosnie (1992), le faux génocide au Kosovo (1999), la fausse traque de Ben Laden en Afghanistan (2001), les prétendues armes de destruction massive en Irak, la fiction du complot entre Saddam Hussein et Al Qaeda (2003)... A chaque fois, les médias nous assuraient avoir tiré les leçons.

Résumons leur info sur la Libye. On nous a dit que Kadhafi avait bombardé son peuple et ordonné des viols en masse. Faux. Qu'il ne respectait pas le cessez-le-feu et qu'il fallait donc faire la guerre. Faux. On nous a prétendu que c'était une guerre légale. Faux également : bombarder pour renverser un gouvernement, c'est violer le droit international. On nous a parlé de guerre humanitaire alors que l'Otan a terrorisé les civils et tué cent fois plus de gens que les affrontements du début. On a de nouveau diabolisé le dirigeant adverse en cachant ses réalisations sociales et son aide aux Africains.

On a soigneusement caché les vrais mobiles de Sarkozy et Obama, la cupidité des multinationales pétrolières, les opérations des services secrets sur le terrain, l'alliance Otan / Al-Qaeda et les atrocités des « rebelles démocrates ». On a relayé des images fausses au montage grossièrement trafiqué. Et même des images carrément tournées en studio pour démoraliser la résistance. On a fait passer une manif en Inde pour une manif à Tripoli. Par contre, les vraies manifs de soutien à Kadhafi ont été censurées.

« Des erreurs » ? Il peut arriver à tout journaliste de se tromper. Mais quand les erreurs vont toujours dans le même sens, qu'elles sont toujours à l'avantage du même camp, sont-ce encore des erreurs ou bien un parti-pris ? Quand on ne prend ses sources, ses témoins et ses experts que du même côté, toujours et sans rien vérifier, quand on censure tout ce qui contredit la thèse des puissants, quand on ne répond pas aux questions et aux critiques, quand on ne montre aucune curiosité, alors on ne fait plus de l'info. On est un média soldat.

Jamais, les médias n'ont enquêté sur les deux firmes US de relations publiques, *Harbour* et *Patton Boggs*, qui ont été payées par l'Otan pour « vendre » cette guerre, pour embellir les rebelles libyens et diaboliser Kadhafi. Pourtant, c'étaient des firmes du même genre qui avaient mis en scène les couveuses « volées » par l'Irak et toutes les autres campagnes de diabolisation contre la Yougoslavie, le Venezuela et les Palestiniens. Pourquoi

cette absence de curiosité alors qu'on sait, depuis longtemps que « *la première victime de la guerre, c'est la vérité.* » (Winston Churchill) ?

Comme à chaque grand conflit, ont été appliqués les cinq principes de la propagande de guerre :

1. Cacher les intérêts économiques.
2. Diaboliser l'adversaire.
3. Occulter l'Histoire (coloniale).
4. Inverser la victime et l'agresseur.
5. Monopoliser le débat.

A cause de cette désinformation, personne n'est descendu dans la rue à Paris, Bruxelles ou New York pour arrêter la guerre. L'Otan a pu continuer à bombarder et demain, elle recommencera.

Sommes-nous impuissants ? Début septembre, à Bruxelles, dans une petite manifestation contre les bombardements, une jeune Tunisienne a pleuré près de moi : « *Je ne sais plus quoi faire pour que mes amis comprennent qu'on les manipule. Ils savent que Sarkozy est un menteur, mais là, ils le croient ! Al-Jazeera fait un tort terrible !* » La souffrance des gens qui savent, mais ne parviennent pas à se faire entendre.

Moi aussi, j'avais pleuré quelques jours plus tôt. Je voyais les cadavres, torturés et abattus comme des chiens, de jeunes Noirs avec qui j'avais parlé à Tripoli. Les médias continuaient à répéter que c'étaient « des mercenaires », excusant ainsi le crime. La rage qu'on ressent en voyant ces mensonges qui s'étalent

partout ! La rage aussi quand un ami m'appelle : « *Peux-tu fournir un contact à Tripoli ? Le quotidien de ma région voudrait une interview.* » Le contact est transmis. Deux jours, plus tard, pas d'interview : « *Ah, non, ils ont décidé que ça ne passerait pas.* »

Mais sommes-nous réellement impuissants face aux médiamensonges ? Non, il y a des choses à faire. La première : analyser pourquoi tant de gens se font avoir. Pourquoi ils ont du mal à accepter qu'on dise le contraire de la télé. En réalité, il existe plusieurs réactions...

D'abord, pour beaucoup, c'est une fameuse remise en question : accepter l'idée qu'au journal de 20 heures, ils puissent mentir sur des choses si importantes ! Il y a un frein dans la tête : si on admet cela, c'est effrayant : ça veut dire qu'on n'est pas en démocratie, qu'on est trahi, qu'on est pris pour des cons depuis des générations. Et qu'on est responsable de ne rien faire alors qu'on sait les effets épouvantables des bombardements. C'est culpabilisant. Par rapport à ce frein, il faut élaborer une stratégie de discussion afin de convaincre concrètement.

Si ces mensonges et ces crimes sont les conséquences tragiques de la course aux profits, ne serait-ce pas qu'on veut aussi profiter de nous, citoyens occidentaux ? Car les bombes qui ont tué soixante mille personnes en Libye ont été payées avec notre argent qui aurait dû servir à l'emploi, à l'éducation, aux retraites, à la recherche médicale. Nos impôts - qui sont le fruit de notre travail - sont utilisés pour tuer nos

semblables et remplir les poches de milliardaires sans aucune morale.

D'autres savent qu'on a beaucoup menti dans les guerres précédentes, mais ils l'ont appris trop tard et ça les décourage : « On n'y peut rien ». Il faut donc arriver à diffuser la vérité beaucoup plus vite et beaucoup plus largement.

Et puis, il faut aussi voir que les fabricants de médiamensonges se sont beaucoup perfectionnés. Manipulation sur Facebook et Twitter, tournage d'images totalement mises en scène... Chaque guerre apporte son lot de « nouveautés » et la science de la désinformation ne cesse de « s'améliorer ». Même des progressistes avertis nous ont avoué s'y être laissés prendre dans un premier temps. Comme cet étudiant de sciences po qui était au début « *quand même content qu'on arrête ce massacre* » avant de reconnaître après quelques semaines qu'il avait été piégé. Une fois encore. Il faut que nous fassions plus de « prévention », plus de formation fondamentale sur les techniques de manipulation. Ces réactions nous indiquent donc le chemin à suivre.

Mais il est important aussi de voir les faiblesses de l'ennemi. Les menteurs professionnels peuvent paraître tout puissants avec leurs gros budgets, leurs bureaux d'étude, leurs psychologues manipulateurs, leurs techniciens en truquages et leurs relais médiatiques internationaux. Profitant du fait que les journalistes honnêtes n'ont pas le temps de

vérifier ou d'enquêter (et parfois pas l'autorisation, tout simplement).

Mais en réalité, l'industrie du mensonge a un point faible, un talon d'Achille. Il y a toujours quelqu'un, quelque part, qui sait. Un témoin direct, un informateur indépendant, un analyste courageux. Et aujourd'hui, avec Internet, avec les vidéos qu'on peut poster et les réseaux d'info alternative, il est devenu possible de toucher le monde entier en peu de temps.

Entre ces deux éléments, la vérité et le public, qu'est-ce qui manque ? La connexion. Relier les deux.

Etablir ce lien implique plusieurs tâches pour un collectif d'info indépendante comme Investig'Action :

1. Renforcer notre réseau international de témoins, correspondants et analystes.

2. Elargir notre équipe de journalistes indépendants pouvant suivre chaque conflit dès le début.

3. Tourner des vidéos qui analysent immédiatement l'actualité.

4. Augmenter les capacités de traduction pour être diffusé en plusieurs langues.

5. Former des équipes testant plus systématiquement les médias et démasquant beaucoup plus vite les médiamensonges.

6. Publier des livres et films documentaires qui permettent à chacun de se former et de débattre autour de soi (ce n'est pas au moment où la guerre éclate qu'il faut se préparer mais en permanence).

7. Développer l'analyse de la crise économique et des stratégies pour faire payer les gens. Car là aussi on nous manipule.

Mais combattre efficacement les médiamensonges implique aussi de toucher un public beaucoup plus large. Et cette tâche ne pourra être remplie que si un grand nombre de gens s'engagent, là où ils sont, pour relayer toute cette info auprès du grand public. Et pour développer le débat, avec patience et avec une bonne méthode. En étant armé des infos essentielles connues très rapidement.

Tout ceci implique aussi davantage de moyens financiers bien sûr. L'info citoyenne a un prix, même s'il est minime comparé à l'industrie du mensonge. Voilà la tâche à laquelle s'est attelée notre petite équipe Investig'Action qui anime le site michelcollon.info. Je remercie tous les membres qui m'ont aidé à préparer ce livre et à informer sur l'Otan. Je remercie tous ceux qui m'ont apporté témoignages, informations, contacts utiles. Je remercie tous ceux qui soutiennent financièrement notre équipe.

Et j'ai une pensée pour tous les gens que j'ai rencontrés là-bas et qui ont été victimes de l'Otan, mais d'abord des médiamensonges.

La vérité est un droit de l'homme.

Bruxelles, 1er septembre 2011.

LIBYE, OTAN et MEDIAMENSONGES

SATISFAIT ? Vous croyez que les médias vous ont bien informé sur la guerre en Libye ?

Ou bien vous pensez que « la première victime de la guerre, c'est la vérité » ?

La seconde étant les gens qui meurent sous des bombes pas forcément « humanitaires ».

Et si la troisième victime de la désinformation, c'était vous ? Que fait-on avec vos impôts ? Vous rend-on complice d'intérêts inavouables derrière chaque guerre ?

Ce Manuel de contre-propagande vous apprend à repérer et démasquer les prochains médiamensonges.

Michel Collon a étudié les stratégies de désinformation : Irak, Yougoslavie, Venezuela, Palestine... Il a effectué deux missions d'enquête en Libye.

Avec des textes de Jean Bricmont sur la gauche face à la guerre, de Cédric Rutter et Simon de Beer sur le rôle des médias, ainsi que des entretiens avec des Libyens.



Investig'Action

Couleur livres

9€